

LA SÉCURISATION SINGAPOURIENNE, UNE AFFAIRE D'ÉTAT

L'INTERVENTION DU POUVOIR POLITIQUE COMME OUTIL DE SÉCURISATION. LE CAS DE SINGAPOUR

Camille JANIN



Septembre 2025

Études du CQEG n°11

LA SÉCURISATION SINGAPOURIENNE, UNE AFFAIRE D'ÉTAT

L'INTERVENTION DU POUVOIR POLITIQUE COMME OUTIL DE SÉCURISATION : LE CAS DE SINGAPOUR

Camille JANIN

Diplômée d'un Master sur les enjeux géopolitiques, géoéconomiques, sociologiques et anthropologiques en Asie de l'Est et du Sud-Est (Affaires internationales asiatiques, Sciences Po Lyon) et actuellement en Master Géostratégie, Défense et Sécurité Internationale (GDSI, Sciences Po Aix), Camille Janin s'est intéressée aux questions sécuritaires en Asie du Sud-Est, et plus particulièrement à Singapour.

camille.janin@gmail.com

Photo de couverture: Intervention du Président ukrainien Volodymyr Zelenskyy lors de l'édition 2024 du Shangri-La Dialogue organisé par l'IISS à Singapour, durant la session plénière « Réimaginer des solutions pour la paix mondiale et la stabilité régionale ».

Photographie du *International Institute for Strategic Studies* (2024)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
1. La militarisation, processus au cœur de la sécurisation de la Cité-État	11
1.1 La militarisation de l'État de Singapour : un processus dual de sécurisation de l'espace national	11
1.1.1 Le pilier de l'investissement financier dans la défense	11
1.1.2 Le pilier des partenariats de défense	16
1.2 La militarisation du détroit de Singapour	21
1.2.1 Des initiatives unilatérales singapouriennes	21
1.2.2 Les mesures de sécurisation multilatérales, autour du triangle des États côtiers du détroit	23
2. Une sécurisation diplomatique dans l'objectif d'assurer l'existence institutionnelle de l'État singapourien	29
2.1 Une sécurisation via un activisme au sein de multiples organisations régionales et mondiales	29
2.1.1 Occuper une place dans le système international : relations multilatérales et accueil d'évènements mondiaux.....	30

2.1.2	Une ligne diplomatique d'équilibre, et d'évitement des tensions	33
2.1.3	L'insertion économique comme assurance de survie dans le système international.....	35
2.2	Le « nation branding » singapourien porté par l'activisme diplomatique	38
2.2.1	Singapour, porte-parole de la catégorie dite des petits États.....	38
2.2.2	Un soutien fort de la coopération étatique multi-domaines.....	39
2.2.3	L'impératif affiché du maintien de la « pertinence » à l'international	40
2.2.4	Singapour, fervent défenseur du respect du droit international.....	41
2.3	L'adoption d'une stratégie d'équilibre face au duopole sino-américain.....	43
2.3.1	La mise en avant d'une position de neutralité « pro-singapourienne » pragmatique	44
2.3.2	Concrétisation de cette rhétorique d'équilibre dans la politique étrangère singapourienne	45
2.3.3	Le refus d'être associé à un État vassal.....	49
3.	Sécurisation sociale, économique et territoriale	52
3.1	Le cas de la poldérisation : une manifestation de la sécurisation économique, reflet du droit au développement	52
3.1.1	L'importation de sable : un processus intimement lié avec l'histoire de la Cité-État	52
3.1.2	De la survie à la prospérité économique, le besoin d'un appui territorial grandissant	54
3.1.3	La poursuite de la poldérisation par les autorités singapouriennes malgré des différends régionaux	56
3.2	La gestion étatique des variables ethniques et confessionnelles	60
3.2.1	La répartition spatiale des communautés ethniques par les autorités dirigeantes	60
3.2.2	L'encadrement rigoureux des politiques sociales et religieuses par le gouvernement.....	61
3.3	Mobilisation de la population autour de la défense nationale, l'établissement d'un système de défense holistique	65
3.3.1	La conscription nationale	65

3.3.2 Le concept de « Total Defence » ou la mobilisation de l'ensemble de la société dans la défense nationale	66
Conclusion.....	72
Références.....	75

Summary

Since its independence in 1965, Singapore and the Strait of Malacca at its mouth have undergone a massive process of securitization. This dynamic is built on several pillars, in particular the surveillance and militarization of activities in the Strait, and the growing power of Singapore's Ministry of Defence.

Extra-military security is a second pillar. To ensure the survival and sustainability of the City-State and its model of society, the authorities have called upon diplomatic, economic, social and cultural tools.

Keywords: Singapore, geostrategic node, City-State, securitization, politicization, militarization, nation branding, identity.

Résumé

Depuis son indépendance en 1965, Singapour et le détroit de Malacca dont elle est l'embouchure ont fait l'objet d'une sécurisation massive. Cette dynamique repose sur plusieurs piliers, notamment la surveillance et militarisation des activités dans le détroit, ainsi que la montée en puissance du ministère de la Défense singapourien.

La sécurisation par des moyens extra-militaires constitue un second pilier à cette dynamique. Afin d'assurer la survie et la pérennité de la Cité-État et de son modèle de société, les autorités se sont tournées vers les outils diplomatiques, économiques, sociaux et culturels.

Mots-clés : Singapour, noeud géostratégique, Cité-État, sécurisation, politisation, militarisation, nation branding, identité.

Introduction

« La position de Singapour est aujourd'hui beaucoup plus sûre qu'elle ne l'était à notre naissance en 1965. Mais les défis auxquels sont confrontés les petits États seront toujours d'actualité. On ne peut ni les ignorer, ni les escompter. Une SAF (*Singapore Armed Forces*) forte et crédible est un facteur de dissuasion important et la politique étrangère commence chez soi. Notre diplomatie n'est crédible que si nous sommes capables de maintenir un consensus national sur les intérêts fondamentaux de Singapour et sur nos priorités en matière de politique étrangère. Et si notre politique ne devient pas fracturée, ou notre société divisée. » (*The Straits Times*, 2017)

Lors de son discours de présentation des principes fondamentaux de la politique étrangère singapourienne de 2017, le ministre des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan mettait en exergue trois piliers sur lesquels s'appuyait la ligne de défense de la Cité-État : des forces armées crédibles et une ligne diplomatique établie, soutenues par une société unie. Cette prise de parole ministérielle reflète l'entreprise de

sécurisation effectuée par le gouvernement singapourien depuis son indépendance forcée en 1965. Comment expliquer une telle mise en sécurité, pour un pays n'ayant pas connu de conflit depuis sa fondation, situé dans une région exempte de crise militaire depuis longtemps - les troubles et dangers potentiels remontent aux années 1980, lors des conflits sino-vietnamiens de 1979 à 1991 ? Par ailleurs, quelle(s) forme(s) prend cette entreprise de sécurisation au sein du pays insulaire ?

Ces interrogations nécessitent une contextualisation, de quel pays parlons-nous ici exactement ?

Par le passé, Singapour a été péjorativement assimilée par son voisin indonésien à un « petit point rouge sur la carte » (Koh, 2005)¹, étant perçue comme une nation étriquée et sans poids économique, ni politique ou encore militaire. La Cité-État s'est depuis peu à peu imposée comme un *hub* majeur dans divers domaines. Au niveau diplomatique, elle a accueilli en mai-juin l'édition 2025 du *Shangri-La Dialogue*², l'un des rendez-vous stratégiques les plus importants de la région. Les ministres et autorités de la Défense d'une quarantaine de pays de la zone (dont la France, avec une délégation portée par la présence du Président de la République Emmanuel Macron) y participaient afin d'aborder les enjeux de sécurité en Asie-Pacifique. La Cité-portuaire est de plus un haut lieu mondial pour le commerce : Singapour était le 14^e pays exportateur mondial de biens en 2022. Cette position est renforcée par les politiques incitatives du gouvernement pour recevoir les investissements étrangers et faciliter l'implantation d'entreprises multinationales (régime fiscal attractif, infrastructures de classe mondiale, création de Zones Économiques Spéciales, cadre juridique basé sur le droit commun anglais). La Cité-État s'illustre également comme un *hub* financier, se classant à la 6^e place financière mondiale et la 3^e en Asie, derrière Hong Kong et Shanghai³. Ce statut découle entre autres de la situation géographique du pays, localisé à un carrefour stratégique entre l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est, à la jonction des lignes intra-asiatiques et des routes maritimes circumterrestres Est-Ouest de marchandises, ainsi qu'à l'articulation des lignes

-
1. Ce terme fut utilisé pour la première fois par le Président indonésien Bacharuddin Jusuf Habibie, dans un article publié dans *The Asian Wall Street Journal*, en août 1998.
 2. Il s'agit d'une conférence internationale de niveau ministériel organisée chaque année depuis 2002 par l'institut de recherche *International Institute for Strategic Studies* (IISS) à Singapour. Elle accueille des représentants d'une quarantaine d'États, autour de discussions sur les sujets de sécurité dans la région Asie-Pacifique, des enjeux et des possibilités de collaboration.
 3. D'après le *Global Financial Center Index* 2022, son marché des changes occupe la 3^e position mondiale en termes de chiffre d'affaires, après Londres et New York.

transocéaniques entre les océans Indien et le Pacifique. Cette connectivité, renforcée par des infrastructures portuaires importantes, font du pays un point de passage incontournable pour le commerce mondial.

L'île-État, d'une superficie de 728,3 km² en 2020, a historiquement capitalisé sur sa position maritime pour s'intégrer au système international, se présentant aux yeux du monde comme Cité-État⁴ détroit. En effet, c'est d'abord le contrôle du détroit et le développement de la connectivité du pays qui ont rendu possible le passage du « petit point » au *hub* financier et commercial que nous connaissons aujourd'hui. La Cité-État a été pensée par ses officiels comme un État de passage, dans un contexte de maritimisation de l'économie mondiale⁵. Singapour – originellement nommée Temasek, « ville de la mer » en javanais – est un pays qui a concentré sa prospérité et son existence-même sur la maîtrise de la mer par son détroit⁶. Jugulaire de la circulation maritime internationale, le communément dénommé « verrou de Malacca » est aussi un véritable corridor énergétique pour le transit de ressources pétrolières et hydrauliques. Concrètement, ce sont un peu plus de deux tiers des flux de pétrole et de gaz mondiaux qui y circulent. Plus de 80% des importations chinoises de pétrole brut et 90% de celles du Japon transitaient par cet « angle de l'Asie » (Fau, 2013) courant des années 2010. Cette centralité stratégique du détroit dans le monde globalisé contemporain accroît une certaine vulnérabilité : selon le Pentagone, une fermeture, même temporaire, impliquant le contournement de Malacca immobiliserait les trois quarts de la flotte pétrolière mondiale. Il est en ce sens possible ici de solliciter la notion de nœud géostratégique⁷ pour se référer au détroit de Malacca dont Singapour est l'embouchure.

-
4. Singapour s'illustre de façon assez symbolique comme un reflet des singularités géographiques et politiques qui définissent l'entité politique qu'est la Cité-État, soit un territoire correspondant à l'aire d'influence immédiate d'une grande ville et possédant généralement les caractéristiques d'un État souverain. Ce terme polysémique renvoie à une catégorie politique flexible, d'où sa désignation comme « piège-à-penser » par l'historien Jean-Jacques Glassner. Si les grilles de lecture sont nombreuses, le critère spatial est souvent retenu. Cette singularité a notamment été placée au cœur de la ligne diplomatique, sécuritaire et stratégique de Singapour dès son indépendance.
 5. Cette tendance de l'économie mondiale à s'appuyer grandement sur les mers et océans pour assurer les échanges marchands est notamment explicitée par les spécialistes Frédéric Lasserre, Emmanuel Gonon et Éric Mottet.
 6. Les voies de communication de Malacca et Singapour sont considérées comme un unique détroit depuis 1971, par souci d'efficacité et de gestion du trafic.
 7. Terme introduit par Halford Mackinder, il désigne des points géographiques clefs qui sont des lieux de passage obligé – à l'image des détroits, canaux ou caps. Il s'y concentre des forces politiques, économiques et militaires : le contrôle de ces espaces confère une capacité d'influencer le lien entre des centres de gravité, ainsi que la projection de puissance dans la zone.

La compréhension de sa situation géographique d'État-détroit est fondamentale pour mieux appréhender le fonctionnement économique, politique et sécuritaire du pays. Pour reprendre les termes évocateurs du Premier ministre fondateur Lee Kuan Yew, « la raison d'être de Singapour, c'est son port » (Lee Kuan Yew, 2000). Les autorités de la République de Singapour ont, dans cette dynamique, dédié tout un pan du budget dans les infrastructures portuaires dès 1965⁸. À ce jour, les services plus ou moins directement liés à son statut de premier terminal conteneurisé mondial continuent d'être essentiels à l'économie singapourienne : ils représentent 15% de son PIB⁹. Son port franc à l'embouchure du détroit de Malacca est l'un des plus actifs au monde - en 2022 il a enregistré un volume de conteneurs manutentionnés de 37,5 millions d'EVP (Équivalent Vingt Pieds, unité de mesure des conteneurs), se classant ainsi au deuxième rang mondial derrière Shanghai (47 millions d'EVP). Il connecte Singapour aux principales routes maritimes internationales - le port étant relié à plus de 500 ports dans 180 pays.

Cette stratégie singulière qui a consisté à modeler l'île autour du concept de *hub* est intrinsèquement liée à l'histoire contemporaine de la « nation inattendue » (Lee Poh Onn, 2003) qu'est la République de Singapour. Après son rejet de la Fédération de Malaisie (admise en 1963, elle en fut exclue en 1965 pour des raisons de religion et nationalité), la nouvelle république proclamée s'est lancée dans une quête de survie et, à terme, de développement économique. La survivance du pays a été façonnée par la nécessité de prospérer dans un environnement complexe et hostile. Ses vulnérabilités initiales étaient nombreuses et conséquentes, d'où les considérations de Lee Kuan Yew selon qui « envisager un Singapour indépendant constituait une proposition stupide et absurde » (Lee Kuan Yew, 2000). En effet, le pays était historiquement caractérisé par son manque de ressources naturelles, en partie dû à son absence d'arrière-pays ou *hinterland*. À cela s'ajoutait, au moment de son indépendance forcée, une situation de quasi-faillite de l'État face à une addition de défis - comptant entre autres une pauvreté globale des résidents, un chômage élevé, des niveaux d'éducation faibles, un tissu urbain et industriel en pleine déliquescence et une démographie galopante. Également, le pays connaissait des tensions socio-ethniques aiguës dans le sillage des différends avec son voisin malaisien

8. Caractérisée par l'ouverture de nouveaux terminaux, un investissement dans la numérisation et l'innovation technologique, l'automatisation des terminaux.

9. Selon l'INSEE, « Le produit intérieur brut aux prix du marché vise à mesurer la richesse créée par tous les agents, privés et publics, sur un territoire national pendant une période donnée. (...) il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. »

notamment (les décennies 1950 et 1960 furent marquées par des luttes politiques internes entre Chinois et Malaisiens et des émeutes raciales meurtrières en 1964).

En sus de ses soucis internes, les années suivant son expulsion de la Fédération de Malaisie furent caractérisées par des relations houleuses avec ses voisins immédiats. Entre les riverains singapourien et malaisien, les différends étaient nombreux et comprenaient la question des frontières¹⁰, ainsi que celle des ressources en eau. Singapour était alors hautement dépendante des ressources aqueuses malaisiennes, ce qui rendait les termes de l'échange défavorables à la Cité-État nouvellement créée. Dans le voisinage, l'Indonésie était, elle aussi, regardée avec suspicion : considérée comme un grand géant agité, le souvenir de sa violente politique de *Konfrontasi* demeurait – celle-ci visait alors à *Ganyang Malaysia* d'après les termes de Soekarno, soit écraser la Malaisie, dont Singapour faisait alors encore partie. Les tensions régionales étaient, par conséquent, très fortes autour du détroit partagé par les trois États, Singapour faisant office de citadelle assiégée, un petit et alors faible îlot cosmopolite chinois isolé au milieu du monde musulman malais. Une situation initiale particulièrement complexe qui fait que, lors de sa fondation il y a moins d'un siècle, rares furent les observateurs à miser sur le développement et même la survie du pays.

Ainsi, pour reprendre les termes de l'ancien ministre des Affaires étrangères George Yeo, Singapour a dû « se débrouiller pour survivre dans des marges assez étroites » (Koh, 2005). Cette lourde entreprise fut laissée aux mains de Lee Kuan Yew, leader historique du *People's Action Party* (PAP)¹¹, et épicerie du paysage politique singapourien. Le parti au pouvoir depuis l'indépendance du pays, et son leader – Premier ministre de 1959 à 1990 – ont conduit cette transformation, faisant de l'ancienne colonie britannique une nation prospère. L'échec de la fusion avec la Malaisie donna en ce sens au PAP et à son représentant un mandat historique : celui de la construction politique d'un État-nation, inextricablement lié à la prospérité économique. Ceux-ci ont assuré sa transformation en plaque tournante du commerce mondial et de la finance internationale en moins d'un siècle, au travers d'une stratégie reposant, entre autres, sur une rente de situation, à

10. Entre autres sur le détroit de Johor, séparant Pulau Ujong l'île principale de Singapour, de la péninsule malaisienne.

11. Parti politique dominant de Singapour depuis son indépendance en 1965. Fondé par Lee Kuan Yew (en 1954), le PAP détient depuis 1966 une majorité absolue au Parlement. Il est dirigé par l'actuel Premier ministre Lawrence Wong.

savoir l'articulation entre la politique diplomatico-économique du pays et sa position géographique.

Cette équation a été, et reste à ce jour, source de puissance mais aussi de vulnérabilités pour le pays. En ont découlé de multiples mesures de sécurisation, visant à la mise en sécurité de la Cité-État. Celles-ci ont touché plusieurs plans et concernent à la fois la surveillance du détroit en lui-même et celle de l'espace national singapourien. Si la militarisation est au cœur du constat de sécurisation du détroit de Malacca et de la Cité-État de Singapour depuis son indépendance en 1965, la sécurisation par des moyens non-militaires constitue un second pilier à cette dynamique à ne pas éluder. Il semblerait que la stratégie de sécurisation singapourienne soit en réalité édifiée sur un alliage de militarisation et de politisation – fait d'ériger un enjeu en question politique avec une immixtion importante des autorités politiques, ici dans des affaires sociales et religieuses par exemple.

Il s'agit ainsi d'étudier en quoi Singapour reste le lieu d'établissement d'une logique de sécurisation multi-sectorielle de la société. Cette sécurisation est « totale » dans le sens où elle concerne tant des enjeux initialement économiques et environnementaux (le droit au développement avec le phénomène de poldérisation) que sociaux et territoriaux (la gestion des ethnies et religions, au niveau du vivre ensemble et de leur répartition spatiale) et politico-militaires. Si l'ensemble des champs de l'entreprise de sécurisation des autorités singapouriennes seront abordés, les enjeux militaires à proprement parler le seront assez brièvement (I) car fréquemment traités dans la littérature existante. Cet écrit se concentrera donc sur l'entreprise des pouvoirs publics ayant pour visée la sécurisation d'enjeux initialement perçus comme externes au schéma sécuritaire *stricto sensu* : la politique étrangère singapourienne (II), ainsi que les problématiques sociales, économiques et territoriales (III).

1. La militarisation, processus au cœur de la sécurisation de la Cité-État

1.1 La militarisation de l'État de Singapour : un processus dual de sécurisation de l'espace national

1.1.1 Le pilier de l'investissement financier dans la défense

Singapour est exposée à des risques multiples, allant de la criminalité maritime (en 2000, le détroit de Malacca et Singapour a été classé deuxième endroit le plus dangereux au monde pour la navigation internationale)¹² à l'appréhension d'une menace terroriste. Étudiée notamment par Joshua Ho et Catherine Zara Raymond sur la base du schéma « Opportunités, Intérêts, Capacités », la complexité du réseau mondial de gestion du transport maritime qui est concentré dans cet espace restreint se présente comme un avantage en faveur des protagonistes du terrorisme maritime (Joshua Ho, 2007). Il s'agit d'un espace propice aux attaques terroristes, qui en a effectivement connu. La région d'Asie du Sud-Est a ainsi vu se développer une montée concrète du radicalisme religieux au cours des années 1990-2000, en parallèle d'une hausse des offensives terroristes¹³.

Ces risques sont liés aux défis intrinsèques à la topographie du détroit. En effet, celui-ci est particulièrement étroit – à son point d'envergure le plus limité il ne dispose que d'une largeur de 2,8 km et 25 m de profondeur – et comporte un taux d'envasement élevé. La capacité maximale est donc celle des navires marchands Malaccamax de 18 000 EVP et de 300 000 tonnes de port en lourd (TPL). Ces éléments combinés accroissent les risques de collision entre les navires ainsi que le danger d'un conventionnement du détroit, déjà saturé. L'exposition à ces risques divers a incité les pouvoirs singapouriens à se lancer dans une opération de sécurisation remarquable. Ces pratiques de sécurisation relatives à la surveillance des activités dans le détroit et de l'espace national singapourien se sont effectuées en majorité au travers d'une politique de militarisation.

La sécurisation du territoire singapourien ainsi que la protection du détroit de Malacca se sont historiquement effectuées au travers de pratiques et structures militaires, et

12. Si la présence de pirates est une permanence dans le détroit depuis le 1er millénaire, elle n'en constitue pas moins une insécurité sérieusement considérée par les autorités.

13. Peuvent être cités les événements du SuperFerry 14 en 2004, et les multiples attaques du groupe Abu Sayyaf durant ces décennies (en 1991, 2000, 2001, ou encore 2002).

continuent à être assurées par ces mêmes moyens. Cette démarche s'est notamment traduite par un investissement financier constant et conséquent dans la défense à hauteur de 5 % du PIB, ainsi que par la recherche d'une supériorité technologique militaire *via* un équipement qualitatif et novateur. Ces deux aspects sont caractéristiques de l'approche singapourienne de la sécurité nationale. Effectivement, le budget alloué au MINDEF (*Ministry of Defence* - ministère de la Défense) fait partie des premiers postes de dépenses gouvernementaux, et ce, depuis les premières années d'indépendance du pays. Il s'est traditionnellement élevé aux alentours de 30% des dépenses totales du gouvernement, et aux environs de 4 à 6% du PIB en moyenne. En 1970, 5,4% du Produit Intérieur Brut étaient consacrés à l'édification de la stratégie de défense nationale. En comparaison, ses voisins thaïlandais et indonésien - dont le PIB se rapproche nominalement de celui de Singapour à l'époque - dépensaient, eux, un pourcentage équivalent ou moindre à 3% du PIB à cette même période (2,7% pour l'Indonésie en 1974 et 3% pour la Thaïlande en 1970).

Qui plus est, ce choix financier s'est fait alors que Singapour, nouvellement indépendante, n'était encore ni économiquement, ni politiquement viable. Le premier ministre des Affaires étrangères Sinnathamby Rajaratnam avait alors souligné que Singapour seule avait « une chance quasi nulle de survie politique, économique ou militaire » (Raska, 2020). Cela n'a pas empêché les élites dirigeantes de faire le choix d'une constance dans l'investissement dans la défense. De 1969 à 1996 le pourcentage en termes de PIB est resté aux alentours de 5%, alors même que le PIB augmentait considérablement. Les valeurs totales des dépenses pour la défense ont donc connu une hausse drastique.

Tableau 1 : Budgets du ministère de la Défense singapourien (1966 à 1996)

	Dépenses en millions de dollars américains	Dépenses en % des dépenses totales du gouvernement	Dépenses en % du PIB
1966	36	6,8	1,1
1971	461	23,7	6,8
1976	670	23,2	4,6
1981	1498	21,9	5,1
1986	2152	18,8	5,5
1991	3440	21,5	4,6
1996	5878	21,4	4,5

Source : selon les données recueillies par Tim Huxley (2000).

Cette dynamique perdure : le budget alloué au secteur de la sécurité et de la défense était de 9,6 milliards de dollars en 2000, soit 33 % des dépenses totales du gouvernement. Pour l'année 2024, les dépenses prévues du MINDEF atteignaient 20,25 milliards de dollars, soit une hausse de 2,5% (493 millions de dollars) par rapport aux dépenses révisées de 2023. En réalité, il s'agit d'une augmentation plus conséquente du budget du MINDEF en comparaison avec les dernières années : les dépenses totales actualisées de 2023 sont de 19,76 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 16,5% des 16,95 milliards de dollars de l'exercice 2022. Soit + 12,6% par rapport au budget estimé de 2023. Cette tendance devrait se poursuivre : les dépenses financières prévues pour l'année 2025 devraient s'élever à environ 23,4 milliards de dollars singapouriens (soit une augmentation de 12,4 % par rapport à l'année dernière). Le MINDEF était, en 2024, le premier poste de dépense de l'État avec 18,1% de son budget - devant les ministères de la Santé (16,8%), de l'Éducation (13,2%) et des Transports (12,7%). Pareillement, en 2016, il occupait la première place avec les mêmes pourcentages de répartition environ : 19% du budget voté, devant l'éducation (17%). Une dotation significative pour un pays qui n'a pas connu de conflit armé depuis sa prise d'indépendance en 1965.

Ce choix d'investissement financier constant et conséquent dans la défense a permis au ministre de la Défense Ng Eng Hen d'avancer en 2013 que « Les SAF d'aujourd'hui sont de loin la force militaire la plus avancée d'Asie du Sud-Est (...) Ce résultat n'a pas été obtenu du jour au lendemain. C'est le résultat d'un engagement financier constant en faveur de la défense et de 45 ans de service national. » (Ng Eng Hen, 2013). Cette vision longue durée des dépenses dans la défense est également permise par la stabilité gouvernementale, qui induit le maintien de cette politique d'effort de défense. Ainsi, depuis 1965 le pays n'a connu que neuf ministres de la Défense. Le Dr Ng Eng Hen était à ce poste depuis 2011, il n'a quitté ses fonctions qu'en mai dernier après 14 ans passés à la tête du ministère.

Il convient de noter que cet engagement singapourien dans sa défense militaire s'inscrit à plus large échelle dans un climat de réarmement en Asie du Sud-Est. Il est important de tenir compte de cette dynamique de modernisation des forces armées commune à l'ensemble des pays de l'ASEAN, pour appréhender le plus justement possible le cas singapourien. Entre 1988 et 2012, les dépenses militaires malaisiennes, singapouriennes, et indonésiennes ont augmenté respectivement de 243%, 225% et 96%. Si l'attention budgétaire des autorités singapouriennes portée aux forces armées s'inscrit dans un

schéma régional plus large de modernisation militaire, la Cité insulaire se distingue tout de même par l'importance des sommes de financement public consacrées au MINDEF.

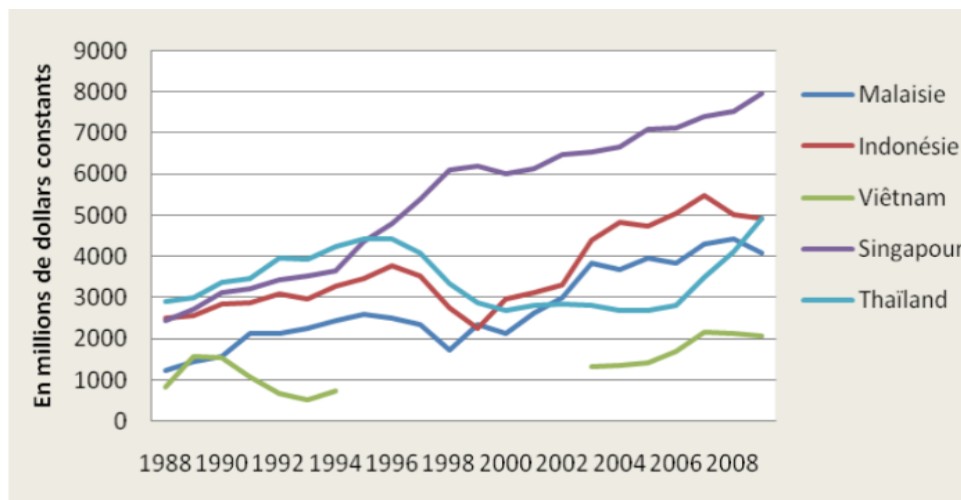


Figure 1 : Estimation des dépenses militaires, en % du PIB

Source : Kouar, Mehdi (2012) d'après les données du SIPRI, dans « Le réarmement en Asie du Sud-Est. » *Études de l'IRSEM*, n14, p. 225, https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/03/etudeirsem14finale.pdf

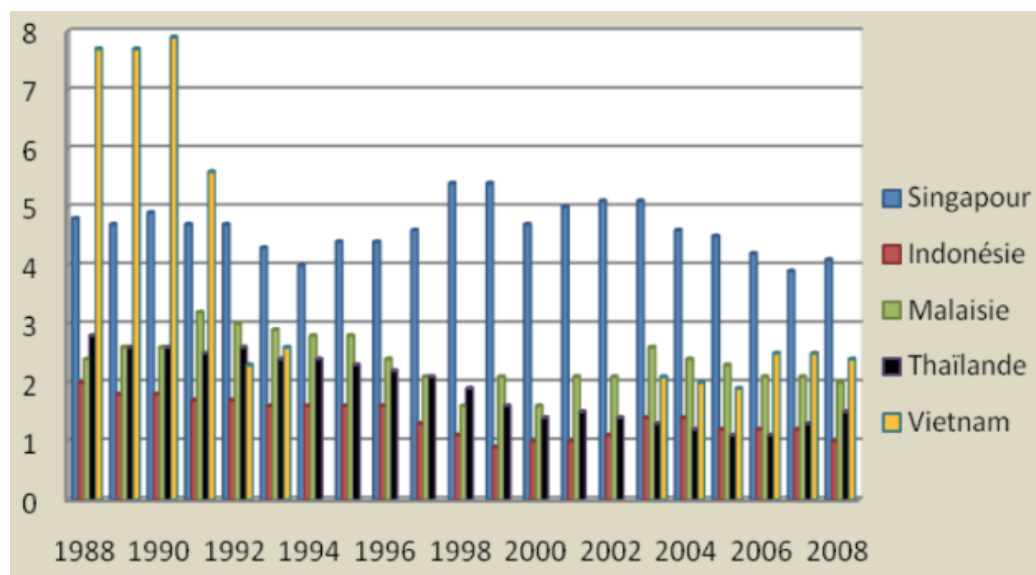


Figure 2 : Dépenses militaires en % du PIB

Source : Kouar, Mehdi (2012) « Le réarmement en Asie du Sud-Est. » *Études de l'IRSEM*, n14, p.239.

Cet investissement constant et conséquent dans les forces armées singapouriennes (SAF) s'observe en grande partie au niveau de l'équipement et des plateformes singapouriennes. En effet, la Cité-État a historiquement capitalisé sur la technologie et la modernité de ses équipements pour appuyer sa posture de défense dissuasive. Conscientes des faiblesses intrinsèques du pays - absence de profondeur stratégique¹⁴, manque d'effectifs¹⁵, environnement proche historiquement hostile - les autorités décisionnaires ont misé depuis longtemps sur la technologie comme multiplicateur de capacités. « Faire plus avec moins signifie que les SAF doivent travailler intelligemment, et pas seulement dur. Il faudra s'appuyer sur la technologie et l'utiliser comme un outil essentiel pour pouvoir réagir de manière adéquate » (Ng Eng Hen, 2016a) soulignait le ministre de la Défense en 2016. Le MINDEF s'appuie ainsi sur l'adage de la technologie comme multiplicateur de force, et notamment sur la modularité des équipements¹⁶. Un accent tout particulier est porté à l'intégration de systèmes sans pilote au sein des différentes branches armées comme les

-
14. Les avancées technologiques sont exploitées par les autorités pour pallier le manque de terrain disponible pour l'entraînement. Ont été développées des technologies de formation en simulation - tels que le programme *SIMulation system for LAnd Battles* (SIMLAB), et le *Multi-Mission Range Complex* (MMRC). Le centre de simulation *RSS Daring - Littoral Mission Vessel*, et la zone d'entraînement nouvelle génération de SAFTI CITY, constituent d'autres exemples d'usage de technologies innovantes pour permettre aux SAF un entraînement dans un espace et un temps réduits. L'acquisition de la variante B du F-35 par la RSAF est elle aussi significative. Sa capacité de décollage court et atterrissage vertical (STOVL - *Short Takeoff / Vertical Landing*) constitue un réel avantage pour la branche armée et permet une diversification des points de décollage et atterrissage de la RSAF.
 15. Au niveau de l'optimisation de la force humaine, celle-ci est notable avec l'intégration croissante de plateformes nécessitant moins de main d'œuvre. Les systèmes sans pilote sont un bon exemple de délégation de tâches de surveillance à des systèmes sans pilote. L'ensemble des plateformes singapouriennes de défense prend en compte ce facteur : les navires lance-missiles littoraux (LMV) de la marine fonctionnent avec seulement 23 hommes, contre 30 en moyenne, grâce à un centre de commandement intégré. Les nouveaux sous-marins ont eux aussi été spécialement conçus en tenant compte de la baisse du taux de natalité à Singapour. Ainsi, des bâtiments de la taille de la classe Invincible requièrent traditionnellement un personnel de 50 à 60 personnes, un nombre qui tombe à 28 pour les quatre sous-marins type 218SG grâce à des systèmes digitaux avancés. Du côté de l'armée de terre, les véhicules blindés chenillés (ATC) nécessitent 60 % de main-d'œuvre en moins que les anciens BV206.
 16. Dans les années à venir (2025-2030) est prévue l'acquisition de nouvelles plateformes de surface - à l'image des six corvettes de classe *Victory* qui seront remplacées par des *Multirole Combat Vessels* (MRCV). Ces nouveaux bâtiments se distinguent par leur capacité novatrice de « *mothership* », soit la faculté à accueillir à la fois des systèmes avec pilotes et des systèmes autonomes à bord. De multiples configurations sont envisagées afin d'adresser un large panel de missions *via* ce bâtiment.

USV¹⁷, et UAV¹⁸). Cet intérêt pour les nouvelles technologies s'est matérialisé institutionnellement par l'inauguration de la quatrième branche armée en 2022 : le Service numérique et de renseignement (*Digital and Intelligence Service - DIS*)¹⁹.

1.1.2 Le pilier des partenariats de défense

À cet investissement prononcé dans le secteur de la défense, s'est ajouté le choix du gouvernement singapourien de travailler à la construction d'un maillage de la défense particulièrement dynamique *via* de multiples accords et entraînements conjoints. Ce choix se retrouve tant dans le nombre de partenariats de défense et la fréquence d'exercices militaires conjoints, que dans la participation singapourienne à des accords multilatéraux de défense. Singapour dispose de mémorandums d'entente (MoU)²⁰ sur la coopération en matière de défense avec un nombre conséquent de ses voisins et pays partenaires. À un degré supérieur de relation de défense, la Cité-État a signé des accords sur le statut des forces²¹ avec certains de ces États²². Ceux-ci reflètent la condition de *hub* régional et mondial de Singapour, qui est pour beaucoup de ses partenaires un lieu d'escale privilégié dans la zone Asie-Pacifique.

17. « *Unmanned surface vehicle* » ou véhicule de surface sans pilote : un bâtiment qui évolue à la surface de l'eau sans équipage. Les USV fonctionnent avec différents niveaux d'autonomie, jusqu'aux véhicules de surface entièrement autonomes.

18. « *Unmanned aerial vehicle* » : aéronef militaire guidé de manière autonome ou par télécommande. Il transporte des capteurs, des désignateurs de cibles, des munitions offensives ou des émetteurs électroniques qui ont pour visée d'interférer avec des cibles ennemies ou les détruire.

19. Composé de quatre branches distinctes (*Joint Intelligence Command, SAF C4 Command/Cybersecurity Task Force, Digital Defence Command, DIS Training Command*), il a pour visée de défendre le domaine cybernétique de la Cité-État. Il est ainsi à l'origine de l'initiative *CyTEC Metaverse* entre autres, qui simule un environnement d'entraînement numérique réaliste.

20. Il s'agit d'un accord de nature bilatérale ou multilatérale. Ce document déclare une convergence d'intention entre les différentes parties, indiquant une ligne d'action commune. Toutefois il n'est pas juridiquement contraignant.

21. En anglais, *Status of Forces Agreement* (SOFA), ce terme désigne une entente juridique entre un pays et une nation étrangère stationnant des forces armées dans ce pays. Il vise à clarifier les termes sous lesquels les troupes stationnées peuvent intervenir et doivent se comporter.

22. Peuvent être cités : Australie, Brunei, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Nouvelle Zélande, Thaïlande, France, Royaume-Uni, Allemagne, Etats Unis et Israël.

Afin d'opérationnaliser ses armées et de concrétiser son maillage de relations de défense, Singapour prend part à de nombreux exercices bilatéraux. Ceux-ci sont variés et ont pour visée : la réalisation de manœuvres maritimes conjointes (*Valiant Mark* avec les États-Unis, *Pelican* avec le Brunei, *Malapura* avec la marine malaisienne ou encore *Eagle Indopura* avec l'Indonésie), terrestres (l'exercice annuel *Lightning Strike* - XLS avec les États-Unis et *Panzer Strike* avec l'Allemagne) et aériennes (*Bersama Lima* avec la Malaisie, le *Joint Military Training JMT* à la base aérienne Kalaikunda avec l'Inde, avec l'Indonésie les exercices *Camar Indopura* et *Elang Indopura* et les exercices *Forging Sabre* et *Green Flag East* avec les forces de l'air américaines) pour n'en citer que quelques-unes.

Un point caractéristique des relations de défense entre Singapour et ses proches partenaires est l'extériorisation d'une partie des entraînements des SAF sur des territoires étrangers. Si la qualité de la formation des forces de défense singapouriennes s'établit en partie sur des technologies avancées, des conditions d'entraînement réalistes avec des scénarii variés restent nécessaires. Cette extériorisation d'une partie des exercices vient pallier les contraintes territoriales de la Cité-État - à savoir cette tyrannie de la géographie qu'est l'absence totale de profondeur stratégique du pays, ayant un espace aérien, maritime et terrestre très réduit. « Les terres sont limitées, nous comprenons les pressions qui s'exercent. Mais nous avons besoin de camps d'entraînement et nous devons optimiser ce que nous avons. » (Ng Eng Hen, 2017) déclarait le ministre de la Défense en 2017. Il continuait en affirmant que « non seulement Singapour s'engage à assurer sa défense, mais nous avons aussi des amis qui sont prêts à ouvrir leur pays pour nous permettre d'y installer toutes ces plates-formes. »

Les États-Unis²³, l'Australie²⁴, la Nouvelle-Zélande et la France²⁵ ont, à ce titre, institutionnalisé la présence d'unités des SAF sur leur territoire à des fins d'entraînement.

La nation insulaire se distingue ainsi par des relations de défense nombreuses, dont certaines sont très poussées. À ce titre, l'exemple emblématique est celui du partenariat entre Singapour et les États Unis. La relation militaire bilatérale est très poussée, tant sur les sujets de coopération opérationnelle²⁶, que sur le plan de l'armement²⁷.

En addition à ces nombreux partenariats bilatéraux, Singapour s'investit dans des initiatives et des forums de défense multilatéraux. Le pays cherche, par ces canaux notamment, à participer à la construction de l'édifice régional de sécurité et favoriser ainsi le maintien de la paix et de la stabilité dans la zone. C'est également un moyen de travailler son interopérabilité avec les États membres. Singapour est, à ce titre, un partenaire de dialogue pour les structures multilatérales en Indopacifique : elle est

23. Les forces singapouriennes s'entraînent ainsi sur les bases américaines de *Peace Carvin II* et *V, Peace Vanguard*, *Luke air force base* (l'escadron N°425), *Silverbell Army Heliport*, et *Mountain Home Air Force Base* (l'escadron N°428). À ces dernières s'ajoute l'ouverture prochaine d'une base d'entraînement à Guam, l'*Andersen Air Force Base*, prévue pour 2029.

24. En fin d'année 2023 était annoncé dans cette dynamique l'élargissement de la zone d'entraînement des SAF en Australie, à Shoalwater Bay dans le Queensland. Celle-ci une fois additionnée à celle de Greenvale représentera une zone dix fois plus grande que le territoire de la Cité-État. Effectif depuis 2020, l'entraînement des forces armées singapouriennes sur ces zones s'inscrit sous l'accord de l'Australia – *Singapore Military Training Initiative* (ASMTI) et l'*Agreement on Military Cooperation* de 2016. Les SAF disposent d'autres bases en Australie sur lesquelles elles peuvent s'entraîner : celle de Pearce et le centre d'aviation militaire d'Oakey.

25. En Nouvelle Zélande, les SAF ont accès à la Base Ohakea, tandis que la base aérienne de Cazeaux dans le sud-ouest de la France accueille depuis plus d'une vingtaine d'années les pilotes du 150ème escadron des forces aériennes singapouriennes.

26. Cette relation militaire bilatérale est notamment matérialisée par ce mémorandum d'entente fournissant aux forces américaines un accès aux équipements de la base aérienne de Paya Lebar et aux chantiers navals de Sembawang (1990). Il s'agit là d'un accord tout à fait remarquable : permettre un accès étranger à des structures militaires sur un temps long n'est pas courant. En 1999, le mémorandum fut modifié pour permettre l'accès aux navires américains à la base navale de Changi. Il a été renouvelé en 2019. En addition, une unité de soutien de la marine américaine est présente à Singapour depuis 1992 : le port de Sembawang est le point d'ancrage de la *Task Force 73* - force logistique de la marine américaine de la 7ème flotte pour le Pacifique. De leur côté, les États-Unis proposent des accords de formation de personnel militaire singapourien sur leur territoire (avec des camps d'entraînement aux bases de *Luke*, *Andersen* ou encore *Silverbell*). À cela s'ajoute l'interopérabilité des deux pays, qui bénéficient de nombreux entraînements conjoints : *Pacific Griffin*, *Commando Sling*, *Valiant Mark*, *Forging Sabre*, *Cooperation Afloat Readiness and Training* (CARAT) *exercice* entre autres.

27. Singapour est le premier client de matériel américain en Asie du Sud Est, il est aussi devenu en 2020 le premier et le seul État d'Asie du Sud-Est à déployer des avions de combat F-35, les avions de combat les plus avancés fabriqués par les États-Unis.

membre de l'*ASEAN Defence Ministers' Meeting* (ADMM)²⁸, et de sa variante élargie (ADMM Plus²⁹). Elle fait également partie du *Five Power Defence Arrangements* (FPDA)³⁰. De plus, le pays se démarque comme étant un acteur dynamique des discussions multilatérales autour du secteur de la défense. Il participe ainsi à la majorité des sommets (de la stature du *Western Pacific Naval Symposium* (WPNS)³¹, et ce depuis sa création en 1988) et en accueille certains de grande importance, à l'image du *Shangri-La Dialogue* - l'un des plus importants rendez-vous stratégiques dans la région - du *Shangri-La Sherpa*³², et du *Pacific Armies Chiefs Conference*.

De surcroît, Singapour accorde beaucoup d'attention à sa participation à des exercices militaires multilatéraux. La Cité-État se distingue par un investissement prononcé dans des exercices militaires conjoints dont la fréquence est élevée et dont la nature et l'envergure sont diverses. On peut citer, entre autres :

- Les exercices *Suman Warrior* avec les pays membres du FPDA,
- L'exercice *Rim of the Pacific* (RIMPAC) - l'un des plus larges exercices maritimes au monde,
- *SIMBEX* (*Singapore-India Maritime Bilateral Exercise*),
- *Bersama Shield* avec les pays du FPDA,
- *Tarang Shakti* (organisé par l'Inde),
- *Cobra Gold* (co-organisé par les forces armées thaïlandaises et américaines),

28. Il s'agit d'une réunion annuelle des ministres de la Défense de l'ASEAN. Ce forum, créé en 2006, vise à renforcer la confiance mutuelle et à améliorer la transparence parmi les forces armées des États membres, tout en abordant des questions de sécurité régionales et internationales. Singapour, membre fondateur de l'ASEAN, a été impliqué dans l'ADMM depuis sa création.

29. Une plate-forme pour l'ASEAN et ses huit partenaires de dialogue que sont : l'Australie, la Chine, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, la Russie et les États-Unis.

30. Ils constituent une série d'accords de défense entre Singapour, la Malaisie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Signés en 1971, les FPDA prévoient que les cinq puissances se consultent « immédiatement » en cas de menace ou d'attaque armée contre l'un des membres, afin de décider des mesures à prendre, conjointement ou séparément. Ces accords prévoient, en parallèle, un bon niveau de coopération en matière de défense (exercices militaires conjoints réguliers, échanges d'informations).

31. Il s'agit d'une série de réunions biennales des nations du Pacifique pour discuter de questions navales. C'est notamment lors de l'édition de 2014 qu'a été convenu le *Code for Unplanned Encounters at Sea* (CUES).

32. Créé dans le sillon du Shangri-La Dialogue, ce forum a lieu en début d'année et constitue également un lieu de discussion autour de la diplomatie de défense en Asie-Pacifique. Il a été inauguré en 2012.

- *Cope Tiger* (impliquant les forces militaires américaines, thaïlandaises et singapouriennes), ou encore
- *Pitch Black* (large exercice biennal organisé par la *Royal Australian Air Force*).

Les composantes de ces entraînements sont variées et vont du GUNEX³³ au SAREX³⁴, en passant par l'amélioration de la communication entre les différentes unités des forces armées. Ces exercices ont pour visée de s'entraîner à répondre à des attaques armées classiques, mais aussi à des enjeux de sécurité non traditionnels tels que le terrorisme, la piraterie et les catastrophes naturelles. Avec une trentaine d'accords bilatéraux et multilatéraux, la Cité-État se démarque de ses voisins d'Asie du Sud Est, qui disposent de réseaux plus restreints (en moyenne une vingtaine d'accords pour la Malaisie et l'Indonésie) et moins importants stratégiquement. Singapour a ainsi noué des liens particuliers avec les États-Unis, ou encore la France et l'Australie au travers de partenariats stratégiques (*Comprehensive Strategic Partnership* - CSP).

L'importance d'une défense crédible pour son existence diplomatique a été affirmée à de multiples reprises par les autorités dirigeantes. « Nous devons être prêts à défendre notre territoire, nos biens et notre mode de vie. C'est la raison pour laquelle (...) nous maintenons, au prix de grands efforts, des forces armées singapouriennes que tout le monde prend au sérieux. » (*The Straits Times*, 2017) avait déclaré en 2017 le ministre des Affaires étrangères lors de l'énonciation des piliers de la politique étrangère du pays. Sur le site du ministère des Affaires étrangères, dans l'onglet « Politiques Étrangères - Principes fondamentaux », on peut lire « Singapour doit toujours maintenir une défense militaire crédible et dissuasive, fondement d'une politique étrangère efficace ».

Ces différentes politiques de défense ont permis au pays de venir contrebalancer certaines de ses faiblesses intrinsèques à sa nature de « petit État » enclavé, et ainsi participer de sa stratégie de défense nationale.

33. Acronyme de « *Gunnery Exercise* », exercice de tirs d'artillerie.

34. Acronyme de « *Search And Rescue* », exercice de recherche et de sauvetage.

1.2 La militarisation du détroit de Singapour

1.2.1 Des initiatives unilatérales singapouriennes

La stratégie de défense nationale dépend également de la facilité et de la sécurité de transit dans le détroit de Singapour, puisque le pays a ancré son développement économique sur l'exploitation de sa localisation. Plus grand port de soutage au monde, l'économie de Singapour dépend fortement du commerce. Avec 326% en 2018, Singapour avait le quatrième ratio commerce/PIB le plus élevé au monde, ce qui rend le pays particulièrement vulnérable aux troubles dans les expressions du libre-échange et de la mondialisation³⁵. Il s'agit donc, pour les autorités publiques, de maintenir l'image de Singapour comme un *hub* sécurisé pour les marchandises qui y convoient. Comme le rappelle Éric Frécon, la vulnérabilité du détroit constitue l'obsession et la hantise de Singapour qui base son modèle économique sur une forte ouverture au commerce international et aux investissements étrangers. Le ministre de la Défense Ng Eng Hen énonçait cette fragilité explicitement lorsqu'il affirmait : « Quel est le danger pour Singapour ? Nous sommes le canari dans la mine du commerce mondial. Le commerce extérieur représente trois fois notre PIB, voire plus. » (*Channel News Asia*, 2025).

Le pays s'est doté en conséquence d'un ensemble d'institutions pour garantir un niveau de sécurité élevé dans le détroit. Peuvent être citées comme entités chargées d'assurer la bonne gestion et la surveillance de l'espace – comprenant les eaux territoriales singapouriennes et la portion orientale du détroit de Malacca³⁶ : dans la marine singapourienne les équipes du *Joint Coordinating Committee* (JCC), de la *Republic of Singapore Navy* (RSN), et l'autorité portuaire et maritime singapourienne la *Port of Singapore Authority* (PSA) ainsi que la Police des garde-côtes – *Police Coast Guard* (PCG). Ces différentes entités sont dotées en matériel de qualité, reconnu pour sa performance dans la lutte contre les incidents humains et la piraterie³⁷. Gage d'action optimale, les

35. Par conséquent, l'impératif d'assurer la sécurité du détroit est fréquemment affirmé par les autorités singapouriennes comme un pré-requis pour le bon fonctionnement économique du pays.

36. En particulier la zone entre l'île de Sentosa et l'île indonésienne de Batam.

37. Des avions de surveillance aérienne *Northrop-Grumman E-2C (Hawkeye)*, ainsi que Fokker 50MPA sont utilisés – dotés de radar à synthèse d'ouverture inverse/radar à synthèse d'ouverture (ISAR/SAR) et d'un système d'imagerie infrarouge prospective (FLIR). À cela s'ajoutent les TSS (*Trusted Security Solutions*), qui représentent une dotation conséquente en équipements des plateformes singapouriennes en charge de la sécurité de la zone. Cet écosystème sécuritaire est majoritairement composé de technologies de surveillance maritime : présence de caméras tout le long du détroit, utilisation par les autorités d'un service d'information sur le trafic maritime basé sur le GPS différentiel (DGPS) couplé avec l'*Electronic Chart Display and Information System* (ECDIS), et le radar *Vessel Traffic Information Service* (VTIS).

unités singapouriennes de gouvernance maritime se caractérisent par une coopération inter-institutionnelle poussée. Des institutions telles que l'autorité maritime et portuaire de Singapour travaillent en étroite collaboration avec les industries du transport maritime ; les garde-côtes de la police de Singapour et la marine de la République de Singapour coopèrent, eux, avec d'autres agences de sécurité maritime. Des centres d'information sophistiqués permettent de rationaliser les processus de renseignement et de créer un cadre stratégique regroupant plusieurs acteurs gouvernementaux, tel que le système national de sécurité maritime³⁸ et le Centre de crise maritime de Singapour.

Des organes spécifiquement dédiés au traitement et partage d'informations maritimes ont aussi été créés, à l'image du groupe de travail sur la sécurité maritime et le centre de fusion de l'information (*Information Fusion Center* - IFC). Initiative singapourienne lancée en avril 2009, le Centre de fusion de l'information est un centre de sécurité maritime à vocation régionale, situé au Centre de commandement et de contrôle de Changi (CC2C) et hébergé par la marine de la République de Singapour. Son objectif est de faciliter le partage d'informations et la collaboration entre ses partenaires afin d'améliorer la sécurité maritime dans le détroit - notamment concernant les enjeux de la piraterie, des vols en mer, du terrorisme maritime, de la contrebande, la pêche illégale et des migrations humaines irrégulières. Le centre s'illustre par sa dimension régionale.

Par les échanges entre experts de différentes nationalités qu'elles permettent, ces plateformes constituent des atouts importants dans la lutte collaborative contre le brigandage et le terrorisme maritimes. Singapour s'est également engagée dans plusieurs initiatives internationales visant à assurer la sécurité des détroits maritimes. On peut citer à ce titre la Convention de Rome de 1988 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, l'*International Ship and Port Facility Security Code* (ISPS)³⁹ et la *Container Security Initiative* (CSI)⁴⁰. Au niveau multilatéral également, le pays a fait le choix de développer son expertise en matière de coopération : participation aux échanges et activités sur les routes maritimes critiques de l'Union Européenne dans l'océan Indien

38. Mis en place en 2011.

39. Adopté en 2002, il s'agit d'un code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires.

40. Lancée en 2002 par le Département de la Sécurité intérieure des États-Unis, cette initiative vise à améliorer la sécurité des conteneurs de fret. Son objectif premier est de prévenir l'utilisation des conteneurs pour le transport d'armes de destruction massive ou d'autres menaces.

(dans le cadre de la mission Atalante⁴¹) et à la *Combined Task Force 151* pour lutter contre la piraterie maritime et les vols à main armée dans le golfe d'Aden. Elle s'illustre par ce rôle proactif comme un partenaire de sécurité fiable dans la gouvernance maritime mondiale, et vise à améliorer ses connaissances en la matière.

1.2.2 Les mesures de sécurisation multilatérales, autour du triangle des États côtiers du détroit

La sécurisation du détroit passe également par la signature de plusieurs accords trilatéraux avec les deux autres États côtiers du détroit, la Malaisie et l'Indonésie. Rappelons que le détroit se prête particulièrement à une collaboration dans la prise en charge de sa sécurisation, étant donné la superposition des enjeux et intérêts des États côtiers, et celle des eaux territoriales⁴². Les trois États riverains ont défini leur coopération autour de deux priorités majeures : la sécurité de la navigation et la lutte contre le brigandage endémique (comme défini dans l'UNCLOS - *United Nations Convention on the Law of the Sea* - de 1982). Ce sont ainsi des dispositifs trilatéraux tels que le *Tripartite Technical Experts Group* (TTEG)⁴³ qui sont développés, dans la dynamique globale du *Malacca Straits Security Initiative* (MSSI)⁴⁴. Peuvent être citées plus spécifiquement dans la MSSI : les patrouilles maritimes trilatérales *Malacca Straits*

41. Il s'agit d'une mission militaire et diplomatique mise en œuvre par l'Union Européenne dans le cadre de la force navale européenne (Eunavfor). Elle a pour objectif de lutter contre l'insécurité dans le golfe d'Aden et l'océan Indien, des zones maritimes menacées par la piraterie.

42. On rappellera à ce titre que l'une des caractéristiques du détroit est l'entrecroisement des souverainetés dans les différents couloirs maritimes (établis en février 1977 puis en décembre 1998).

43. Initiative de coopération entre la Malaisie, l'Indonésie et Singapour, il s'agit d'un groupe d'experts dont le but est de coordonner les efforts techniques et les ressources pour lutter contre la piraterie et les activités illégales.

44. L'initiative de sécurité du détroit de Malacca (MSSI) a été lancée en 2004 par l'Indonésie, la Malaisie et Singapour. Ses principaux objectifs sont de renforcer la sécurité du détroit stratégique de Malacca en coordonnant les patrouilles maritimes, en partageant les renseignements et en organisant des exercices conjoints.

Coordinated Patrol (MSCP)⁴⁵ et le dispositif *Eyes in the Sky* (EIS)⁴⁶ au niveau de la surveillance aérienne conjointe. Ces initiatives sur le terrain sont complétées par des structures de partage d'informations - notamment l'*Intelligence Exchange Group* (IEG)⁴⁷.

La pierre angulaire de cette collaboration a été la mise en place en 1981 du système de séparation des trafics (*Traffic Separate Scheme*), régulant la circulation dans le détroit. Il définit les couloirs de navigation, ainsi que les responsabilités des uns et des autres dans le détroit à la faire respecter. Il a aussi permis l'identification de *hot spots* (points chauds) où des accidents ont fréquemment lieu et a joué un rôle dans l'amélioration de l'aide à la navigation dans le détroit, en introduisant des aires de précaution ciblées.

Le partage d'informations entre États participants (les trois États côtiers et des États désireux de s'investir dans la sécurisation du détroit, à l'image du Japon) se fait au travers de plateformes spécifiques telles que le centre d'échange d'informations (*Information Sharing Centre* - ISC) du *Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery against Ships in Asia* (ReCAAP)⁴⁸, et l'IFC. En marge de ces structures *ad*

45. Créées en 2004, il s'agit d'un dispositif chargé d'organiser dans le détroit des patrouilles coordonnées dans le cadre des opérations MALSINDO (Malaisie-Indonésie-Singapour). Il s'appuie principalement sur des patrouilles coordonnées, du partage d'informations, et l'utilisation de technologies avancées (radars, systèmes de suivi par satellite...). Les membres de l'initiative participent entre autres à des exercices et à des formations conjointes pour améliorer leur capacité à coopérer et à répondre efficacement aux incidents de sécurité maritime.

46. L'initiative *Eyes in The Sky* (EIS) du détroit de Malacca est une coopération régionale visant à renforcer la sécurité maritime dans la zone. Lancée en septembre 2005, elle vise à surveiller et sécuriser les voies de navigation du détroit par l'usage de patrouilles aériennes conjointes, et en s'appuyant sur l'échange d'informations en temps réel sur les activités suspectes. Les pays fondateurs sont au nombre de trois : Malaisie, Indonésie, Singapour, la Thaïlande a rejoint ensuite l'initiative (2008).

47. Officiellement lancé en 2006, l'objectif principal de l'IEG est de faciliter le partage de renseignements et d'informations entre les pays membres pour améliorer la sécurité maritime dans le détroit de Singapour. Il est composé de la Malaisie, l'Indonésie, Singapour et la Thaïlande. Ces pays collaborent pour échanger des informations critiques et coordonner leurs efforts de sécurité maritime. Des réunions sont régulièrement organisées par les autorités des pays membres afin de discuter des menaces émergentes, partager des analyses et coordonner leurs réponses.

48. Littéralement « accord de coopération régionale sur la lutte contre la piraterie et les vols à main armée à l'encontre des navires en Asie », le ReCAAP a été formalisé en 2004. Il s'agit du premier et unique accord régional de gouvernement à gouvernement visant à renforcer la coopération pour combattre la piraterie et les vols à main armée maritimes en Asie. L'accord est entré en vigueur en 2006 avec 10 pays parties contractantes. Dans le cadre de l'accord, un centre d'échange d'informations (ISC) a été créé à Singapour en novembre 2006. À ce jour, 21 États (dont 14 pays asiatiques) sont devenus parties contractantes au ReCAAP. Pour remplir sa mission, l'ISC du ReCAAP renforce la coopération régionale grâce à trois piliers : le partage d'informations, le renforcement des capacités et les accords de coopération.

hoc, des discussions s'effectuent au sein de groupes de travail régionaux d'institutions déjà existantes, à l'image de l'*ARF Inter-Sessional Meeting on Maritime Security*, et l'*ADMM-Plus Working group on Maritime Security*. Également, les agences de renseignement nationales ainsi que les marines et garde-côtes de leur côté multiplient les actions conjointes⁴⁹. Ces dispositifs majoritairement trilatéraux sont suivis, réformés et débattus au sein du Comité des détroits de Malacca et de Singapour (*Committee of the Straits of Malacca and Singapore*)⁵⁰. Ils sont soumis à une certaine pression des États côtiers, en raison de divergences persistantes dans les conceptions du détroit. Pour reprendre les termes de Nathalie Fau, en tant qu'espace polyfonctionnel caractérisé par une superposition des intérêts, le détroit de Malacca cristallise non seulement des enjeux globaux (de transit marchand, de projection militaire), mais est aussi un « objet de politiques territoriales qui entrent en concurrence voire en contradiction » (Nathalie Fau, 2012) suivant les périodes. Plus qu'une zone de transit, il constitue aussi un espace à part entière, « une mer intérieure ». Les différences de conception du détroit sont exprimées dans les représentations nationales des trois États riverains : ils envisagent chacun le rôle de ce lieu selon leur propre organisation spatiale et politique. Des divergences se sont ainsi manifestées concernant le statut juridique du passage, les coûts de la sécurisation du trafic maritime entre États riverains *versus* États utilisateurs, ou encore la gouvernance du détroit.

Les dissensions peuvent être classées par période : les premières oppositions ont porté sur le statut juridique du passage, dans une dynamique de souveraineté nationale *versus* droit international. Les volontés se distinguaient entre partisans du maintien d'une libre circulation (Singapour) et les États souhaitant fixer des limites à ce transit afin de préserver l'intégrité territoriale. On peut citer plus précisément la volonté de nationalisation du détroit de Malacca par l'Indonésie, dans sa dynamique de reconnaissance de son statut d'« Etat archipel » - une bataille diplomatique qui dura des années 1945 au début des années 1980. D'après les officiels, le détroit représentait pour

49. Il convient de noter que ces initiatives résultent dans leur majorité de la peur de l'Indonésie et la Malaisie que la communauté internationale ne s'investisse (trop) dans les affaires de sécurité du détroit, comme il en était discuté au début des années 2000. En conséquence, la spécialiste du détroit Nathalie Fau indique qu'il s'agit plus de réactions que d'actions. Un exemple de cette collaboration entre services régionaux est l'interpellation en 16 heures des responsables de l'attaque du tanker VM14 en 2014.

50. Celui-ci a notamment supervisé la mise en place de technologies avancées de surveillance, y compris des radars et des systèmes de suivi par satellite, pour surveiller les mouvements dans le détroit. Il a aussi permis d'assurer une communication efficace entre les pays membres autour de la gestion des enjeux sécuritaires.

le pays une faille dans son système de défense. Dans un discours de 1945, Sukarno alors premier Président de la République d'Indonésie affirmait que « La sûreté et la stabilité de l'Indonésie ne sauraient être assurées que lorsque la totalité du détroit de Malacca sera contrôlée par l'Indonésie » (Nathalie Fau, 2012). De son côté, le gouvernement malaisien se montrait lui-aussi peu enclin à accepter une gestion multilatérale du détroit, soulignant son droit d'accès à l'environnement marin de ses eaux territoriales et ses richesses. Face à ces essais de dé-internationaliser le détroit, Singapour s'érigea en fervent défenseur de la doctrine du *mare liberum*. Pour la Cité-État en effet « la liberté de navigation dans le détroit est une question de survie » (Nathalie Fau, 2013). Une conséquence concrète de cette hétérogénéité dans la conception des eaux du détroit fut la déclaration conjointe de 1971 entre l'Indonésie et la Malaisie qui annoncèrent s'opposer à ce que le détroit soit considéré comme international. De son côté, Singapour était restée neutre tandis que la communauté internationale s'inquiétait de cette territorialisation des détroits internationaux. Celle-ci était alors perçue comme « une sérieuse menace pour l'approvisionnement énergétique, le commerce international mais aussi la mobilité des forces navales » (Nathalie Fau, 2013). La convention de Montego Bay amena les deux camps à un compromis autour de la notion de « passage en transit » selon laquelle toute nation jouit d'un droit de navigation si elle « ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre ou la sécurité de l'État côtier » (Nations Unies, 1982).

Une seconde période de dissensions est celle de 1982 à 2001. Les tensions tournaient alors majoritairement autour des coûts de la sécurisation du trafic maritime, et de l'opposition États riverains *versus* États utilisateurs. Les États riverains - en charge du financement des infrastructures nécessaires au maintien de bonnes conditions de navigation selon l'article 43 de la Convention de Montego Bay - protestaient alors contre le non-partage des frais avec les États utilisateurs. Le sujet des inégalités de retombées - Singapour captant avec son port bien plus d'avantages économiques à la circulation dans le détroit - était lui aussi au cœur des tensions.

Depuis 2001, les différends opposent les États riverains à la gouvernance internationale. Dans un climat de recrudescence de la piraterie et montée du terrorisme, la capacité des États riverains à gérer les risques sécuritaires est questionnée. Le détroit est placé sous « surveillance internationale » depuis 2000. Singapour accueille cette initiative comme un moyen supplémentaire de lutter contre les dangers de piraterie et terrorisme maritime -

d'où l'autorisation d'interventions étrangères depuis la base de Changi⁵¹ – ce n'est pas le cas de ses voisins. L'Indonésie et la Malaisie perçoivent cette dynamique comme un risque de remise en question de leurs droits et d'ingérence par des puissances extérieures à la zone, au nom de la sécurité. D'où leur pro-activité dans le développement de nouveaux moyens de surveillance du détroit.

Peut également être mentionnée pour les États côtiers la volonté de concurrencer Singapour en développant leurs infrastructures portuaires. Les flux méridiens étant dominés par le port de Singapour, les autres ports du détroit sont réduits à un rôle secondaire. D'où la politique de modernisation des infrastructures portuaires que mène le gouvernement malaisien. Celle-ci a concerné le Port Klang (qui passa d'un trafic de 1,1 million d'EVP en 1996 à 7,9 millions en 2008) et le port de Tanjung Pelapas. Ce dernier a été conçu dans l'intention exclusive de rivaliser avec le port de Singapour, il a ouvert en 2000.

En somme, depuis l'indépendance du pays, la dynamique gouvernementale est à la militarisation comme outil de protection de son territoire et du transit dans le détroit de Malacca, *via* le développement de stratégies de défense nationales et d'initiatives de sécurité multilatérales. La militarisation apparaît être au cœur de ce processus de sanctuarisation sécuritaire. Elle est bien souvent mentionnée comme l'outil principal de la sécurisation singapourienne ; il faut toutefois nuancer et compléter cette affirmation. En effet, on observe dans le cas singapourien l'extension de la sécurisation à des outils externes au domaine militaire *stricto-sensu*. Complétant cette stratégie de protection et préservation opérée par des outils et procédures appartenant au champ guerrier, l'île-État a également construit une sécurisation par des voies non-militaires. Sous des dehors de nécessité pour la survie du pays et sa pérennité dans le système international, les autorités dirigeantes se sont impliquées de manière conséquente dans divers secteurs de la société. Cet investissement important et durable des pouvoirs publics s'est traduit au niveau politico-diplomatique, mais aussi économique, social et territorial. Cette sécurisation multi-sectorielle résulte d'une sécuritisation, opérée par les pouvoirs publics singapouriens. Un concept qui est mobilisé dans l'étude des relations internationales et en particulier par les études critiques de sécurité représentées par

51. Notamment celle de l'unité américaine de coordination stratégique COMLOG WestPac qu'elle abrite depuis les années 1990.

l'École de Copenhague. La sécuritisation renvoie à la dynamique d'élargissement du domaine de la sécurité théorisée par Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde.

L'École de Copenhague met ainsi en lumière par le concept de sécuritisation, le processus par lequel certains objets, thèmes ou entités sont désignés comme des enjeux de sécurité, nécessitant des mesures spécifiques et parfois exceptionnelles pour leur protection. Il s'agit d'un processus de labellisation, où des questions sont qualifiées d'« enjeux de sécurité nationale » pour légitimer l'adoption de mesures de sécurisation exceptionnelles auprès d'une audience définie. Selon les penseurs de l'École de Copenhague, cette rhétorique consiste en la construction d'une menace (existentielle) à la nation par le discours ; l'acte de langage performatif est donc au cœur de ce processus. Selon Ole Wæver, la sécurisation serait avant tout une opération linguistique performative. Celle-ci résulte d'un processus d'articulation des menaces avancées au travers d'« actes de langage » (définis comme « actes sécurisateurs » par Wæver). Ce procédé bénéficie de la mobilisation d'agents sécurisateurs ; concrètement il s'agit d'une approche de la sécurisation comme une pratique discursive et élitiste puisqu'elle requiert l'action d'agents « influents », à savoir en mesure de prendre des décisions qui affectent la communauté. Dans notre cas, il s'agirait des autorités politiques du pays, représentantes de ministères, auxquels s'ajoutent les médias traditionnels (à l'image du *Straits Times* ou *Channel News Asia*). Ceux-ci sont en effet vecteurs de la parole de ces pouvoirs institutionnels, et participent à la propagation de certaines représentations des « enjeux sécurisés ». Ainsi les canaux de sécuritisation concernent autant les discours officiels, les interventions au Parlement, les rapports ministériels, les interventions lors de symposiums, que des campagnes officielles et articles de presse.

Thierry Balzacq (2011) propose de son côté une vision plus sociologique et pragmatique de la sécurisation. Selon lui, la sécurisation ne repose pas seulement sur un discours, mais également des pratiques concrètes, des instruments et l'interaction avec le public. Ainsi dans la vision promue par Thierry Balzacq, la population singapourienne est également un acteur clef, puisque l'acceptation par l'audience de ces politiques sécuritaires et du discours qui les accompagne constitue un élément primordial du processus dans son ensemble. C'est sur cette vision que je m'appuie pour étudier la sécurisation multi-sectorielle de Singapour.

2. Une sécurisation diplomatique dans l'objectif d'assurer l'existence institutionnelle de l'État singapourien

2.1 Une sécurisation via un activisme au sein de multiples organisations régionales et mondiales

L'île-État a développé une politique étrangère dont l'activisme a pour but de pallier ses faiblesses intrinsèques et de lui assurer une place dans l'ordre mondial. Les dirigeants de Singapour se sont appuyés dès l'indépendance du pays sur une vision réaliste des relations internationales. Il a donc été admis par les dirigeants politiques dès 1965 que la République de Singapour nouvellement autonome s'ancrait dans un système international hobbesien, où la force fait le droit. Cette idée développée par le premier ministre des Affaires étrangères du pays Sinnathamby Rajaratnam reste toujours d'actualité. En témoigne cette prise de parole de l'actuel ministre à ce poste, Vivian Balakrishnan, « Avons-nous oublié notre statut permanent de petit État dans un vaste monde dangereux et une région difficile ? Nous ne devons pas nous faire d'illusions sur notre place dans le monde. L'histoire regorge d'exemples de petits États qui ont échoué. Notre premier ministre fondateur, M. Lee Kuan Yew, nous a toujours rappelé que nous devons prendre le monde tel qu'il est, et non tel que nous voudrions qu'il soit. » (*The Straits Times*, 2017). C'est sur cette base de *Realpolitik* que fut élaborée la politique étrangère de Singapour. L'intervention du ministre Balakrishnan de 2017 est particulièrement évocatrice de l'approche singapourienne des engrenages de la diplomatie : « Nous devons faire preuve d'une appréciation réaliste de la *realpolitik* et faire tout ce qu'il faut pour protéger notre souveraineté, maintenir et accroître notre pertinence, et créer un espace politique et économique pour nous-mêmes. »

Pour exister dans le système international en tant que petit État, qui plus est à l'indépendance récente, les hommes et femmes politiques singapouriens se sont efforcés de développer une politique étrangère à plusieurs piliers. Ces différentes composantes de la ligne politique singapourienne sont restées vraisemblablement les mêmes depuis les années 1960. Il est important de garder en tête la situation de vulnérabilité initiale du pays insulaire pour comprendre son appréhension actuelle des relations internationales. Il en résulte une politique étrangère dynamique qui vise à intégrer le plus possible la Cité-État au système international. Elle s'est distinguée par l'accueil de nombreuses structures multilatérales et événements internationaux de premier plan, dans l'optique de renforcer son profil et sa stature diplomatique.

2.1.1 Occuper une place dans le système international : relations multilatérales et accueil d'évènements mondiaux

Une première caractéristique de la politique étrangère singapourienne est l'attention portée à l'établissement et au maintien de relations amicales avec les États voisins. Un effort remarquable a été fait sur ses liens avec la Malaisie, l'Indonésie et les pays membres de l'ASEAN. Ces mots de l'actuel ministre des Affaires étrangères le reflètent « Nous voulons être l'ami de tous, mais l'ennemi de personne. C'est particulièrement vrai pour notre voisinage immédiat, car la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est sont absolument essentielles » (*The Straits Times*, 2017). Cette ligne d'équilibre politique et d'évitement des frictions avec les pays attenants est en partie issue du bagage historique de Singapour. Il a donné lieu à une mentalité de siège, du « petit point rouge dans une mer verte », comme avait alors été désigné le pays par le Président indonésien de l'époque, M. Habibie. Lee Kuan Yew retranscrivait ainsi l'état d'esprit singapourien sur ce sujet « Pour survivre dans une région alors « marquée par la jalousie mutuelle, la violence interne, la désintégration économique et les conflits entre grandes puissances », nous devons nous faire le plus grand nombre d'amis possible, le plus rapidement possible. » (Lee Kuan Yew, 2000). Le traumatisme historique de son occupation par l'armée japonaise et des heurts avec ses voisins malaisiens et indonésiens subsiste dans les esprits des élites dirigeantes d'aujourd'hui, et influencent leurs décisions. En conséquence, les représentants de la politique étrangère singapourienne promeuvent historiquement la « centralité de l'ASEAN »⁵² et rappellent fréquemment dans leurs allocutions l'importance qu'ils accordent à ce concept.

Ces paroles se reflètent dans l'investissement du pays dans les affaires de l'association interétatique : Singapour est particulièrement active concernant les enjeux de sécurité relatifs à l'ASEAN. Elle est une figure motrice au sein de l'ADMM et ADMM-Plus : de manière non exhaustive, elle s'illustre en particulier dans les enjeux de l'aide au développement (*Humanitarian Assistance & Disaster Relief - HADR*) et sur le sujet des technologies émergentes disruptives. Elle est à l'initiative de l'ACICE (*ADMM Cybersecurity and Information Centre of Excellence*)⁵³ et accueille les conférences

52. Concept populaire au sein des pays membres, il sous-entend que la Cité-État est engagée dans la diplomatie régionale et internationale afin de faciliter le dialogue, la solidarité, le maintien de la cohésion et de l'unité au sein de l'ASEAN, ainsi que le dialogue avec les partenaires extérieurs.

53. Lancé en 2021, il s'agit d'un groupe de travail de l'ADMM dédié aux enjeux de digitalisation. Il a pour but d'établir des lignes communes de lutte contre la désinformation, mésinformation et les cyber attaques.

annuelles que le centre organise sur l'évolution des approches des technologies cybernétiques dans la défense, les *Digital Defence Symposiums*. Singapour a également lancé le réseau de sécurité et de cybersécurité de l'ASEAN (*ASEAN Cybersecurity Cooperation Strategy*). Représenté par l'Agence de cybersécurité de Singapour (CSA - *Cyber Security Agency of Singapore*), le pays a par la suite travaillé à la mise en place d'une équipe régionale d'intervention en cas d'urgence informatique concernant les pays de l'ASEAN (*Computer Emergency Response Team - CERT*) afin de permettre une réponse conjointe aux incidents cybernétiques.

Côté HADR, Singapour accueille l'*Information Fusion Centre* (IFC) depuis 2009, qui a entre autres permis de renforcer la collaboration en matière de sécurité maritime dans la zone sud-est asiatique. Singapour est aussi le pays hôte du *Changi Regional HADR Coordination Centre* (RHCC). En parallèle, le pays a été un fort soutien à l'adoption du *Code for Unplanned Encounters at Sea* (CUES) lors de l'ADMM-Plus en 2014, visant à diminuer les incidents en mer dans la région. Il a aussi soutenu l'adoption d'un code similaire concernant les accidents aériens.

Au niveau économique également, Singapour est très impliquée dans les programmes de l'ASEAN, bilatéraux ou multilatéraux. Singapour a été un acteur clef dans la réalisation de l'*ASEAN Economic Community* (AEC) en 2015, qui visait à créer un marché unique et une base de production commune. Le pays a aussi joué un rôle important dans la mise en œuvre de l'*ASEAN Free Trade Area* (AFTA). Il fut également l'un des premiers États à ratifier le *Common Effective Preferential Tariff* (CEPT) en 1992 qui facilitait déjà les frais de douane et les conditions d'import inter-ASEAN. L'État insulaire a, en parallèle, lancé l'*ASEAN Smart Cities Network* sous sa présidence de l'ASEAN en 2018⁵⁴. Au niveau bilatéral, la Cité-État développe de nombreux projets avec ses voisins : le projet *Johor Bahru-Singapore Rapid Transit System* (RTS)⁵⁵ avec la Malaisie, l'*Indonesia-Singapore Business Council* avec l'Indonésie entre autres. Cette volonté de bonne entente avec ses voisins s'est également traduite par la mise en application de l'accord de ré-alignement de la Région d'Information de Vol (*Flight Information Région - FIR*) de Singapour avec celle de son voisin indonésien en mars 2024.

54. Il s'agit d'une initiative visant à promouvoir le développement urbain durable dans la zone.

55. Il s'agit d'un projet de ligne de métro transfrontalière qui reliera la Cité-État à la ville de Johor Bahru, en Malaisie, en traversant le détroit de Johor.

Du fait de sa neutralité affichée et d'une situation géographiquement centrale, le pays dispose des conditions propices à l'accueil de plateformes de discussion de rayonnement régional, et mondial. Singapour s'est ainsi démarqué comme un pays ancré dans la zone Asie-Pacifique : il est le siège du secrétariat de la Coopération économique Asie-Pacifique (*Asia-Pacific Economic Cooperation* - APEC) et du secrétariat du Conseil de coopération économique du Pacifique (*Pacific Economic Cooperation Council* - PECC). Le pays s'est aussi positionné comme hub stratégique : l'Organisation internationale de police criminelle INTERPOL y a ouvert son Complexe mondial pour l'innovation en 2015⁵⁶. Singapour s'est constituée en un lieu de rencontre majeur pour les grands événements stratégiques et diplomatiques dans la région d'Asie Pacifique. Elle accueille ainsi dans cette diplomatie du pays-hôte des sommets stratégiques tels que les rendez-vous annuels du *Shangri-La Sherpa*, et *Shangri-La Dialogue*. De manière plus ponctuelle, elle accueille de larges sommets, organisant en 1996 l'historique Conférence ministérielle inaugurale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)⁵⁷. Quelques années plus tard en 1999, l'île État accueillait la session d'inauguration du *Pacific Armies Chiefs Conference*. Plus récemment, la ville a reçu le Sommet de l'ASEAN en 2023 pour renforcer la coopération régionale en matière de sécurité et de développement. En marge d'événements inédits de cet ordre, Singapour abrite des *think-tanks* à la renommée extranationale tels que le *S. Rajaratnam School of International Studies* (RSIS) et l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS).

Au fur et à mesure de sa croissance économique, Singapour s'est de plus en plus investie dans la sécurité régionale, jouant un rôle actif dans la promotion de la stabilité régionale par le biais d'initiatives telles que les accords de défense des cinq puissances FPDA et la zone de paix, de liberté et de neutralité (*Zone of Peace, Freedom, and Neutrality* - ZOPFAN)⁵⁸. Singapour a soutenu la création du Forum régional de l'ASEAN (*ASEAN Regional Forum* - ARF) en 1994, qui tend à renforcer la coopération en matière de sécurité.

56. Depuis 2016, cette structure abrite un Centre mondial de commandement et de coordination, la Direction du renforcement des capacités et de la formation de l'Organisation, une annexe du Centre d'innovation, le *Cyber Research Lab*, et la Direction de la cybercriminalité, qui comprend également le Centre de fusion cybernétique du bâtiment. Des projets et opérations à l'échelle mondiale sont organisés dans ces complexes.

57. Il constitue le plus grand événement international que Singapour ait accueilli jusqu'alors, avec la participation de quelque 2 500 délégués et 1 500 représentants de la presse de plus de 120 États membres de l'OMC.

58. Signée en 1971, il s'agit d'une déclaration des ministres des Affaires Étrangères des pays membres de l'ASEAN qui s'assure de leur intention de maintenir l'Asie du Sud-Est « libre de toute forme ou manière d'ingérence de la part de puissances extérieures » et « d'élargir les domaines de coopération ».

Enfin, la Cité-État a axé une partie de sa stratégie de rayonnement sur l'innovation : les autorités singapouriennes ont mis en place une politique d'investissement massif dans la recherche et le développement. Singapour se positionne en ce sens comme une « *smart city* »⁵⁹ depuis l'initiative lancée en 2014 par le Premier ministre Lee Hsien Loong. Elle est la première au monde depuis 2018 selon l'index de l'IMD (*International Institute for Management Development*). Les critères retenus pour établir ce classement concernent le développement de structures et outils technologiques intelligents dans les domaines de la santé, sécurité, mobilité, des opportunités de travail et de gouvernance.

2.1.2 Une ligne diplomatique d'équilibre, et d'évitement des tensions

Les personnalités politiques singapouriennes en charge de l'élaboration de la diplomatie du pays ont insisté sur l'impératif d'adopter une position neutre dans les rivalités régionales voire mondiales dès les premières années d'indépendance. L'empreinte du ministre Sinnathamby Rajaratnam, à l'origine de la politique étrangère singapourienne, est toujours présente. Celui-ci pensait que le maintien d'un équilibre des pouvoirs, plutôt que de vassaliser *de facto* le pays à une grande puissance, donnerait à Singapour la liberté de mener une politique étrangère indépendante. Cultiver l'intérêt des grandes puissances pour l'État insulaire permettrait également de dissuader efficacement l'ingérence des puissances régionales. Cette position est encore aujourd'hui soutenue régulièrement par les représentants de la politique étrangère du pays. En 2017 le ministre des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan indiquait que le second principe de la diplomatie singapourienne était de ne pas devenir un État vassal : « Cela signifie que nous ne pouvons ni être achetés, ni être intimidés. » (*The Straits Times*, 2017) « Singapour est peut-être petite, mais le respect de nos lois et la sauvegarde de notre indépendance, de la sûreté et de la sécurité de nos citoyens sont d'une importance primordiale » poursuivait-il. Une illustration parlante de ce principe est l'équilibre que la Cité-État se targue de maintenir entre les deux géants chinois et américains. Ce choix diplomatique, que nous développerons ci-après, a été revendiqué par des figures politiques singapouriennes, dont l'ambassadeur itinérant⁶⁰ Bilahari Kausikan. « Nous ne devons jamais laisser passer les défis à notre souveraineté, d'où qu'ils viennent. Nous ne

59. Par ce terme est désignée une ville qui utilise les technologies numériques connectées afin d'optimiser le quotidien de l'urbanisation pour ses citoyens.

60. Il s'agit d'un diplomate du plus haut rang. Contrairement à un ambassadeur résident, généralement limité à un pays, l'ambassadeur itinérant est chargé de représenter son pays dans plusieurs États, et parfois d'occuper un siège dans une organisation internationale.

sommes l'État client de personne et, de temps à autre, nous avons dû le prouver, même à des pays très amis, puissants et importants comme les États-Unis ou la Chine. » (Kausikan, 2018) indiquait-il.

Les autorités dirigeantes tentent ainsi de ne pas créer de nouvelles tensions entre États, et s'efforcent de résoudre ou du moins diminuer les dissensions historiques. Cela a notamment été le cas avec les voisins indonésien et malaisien. Un exemple récent est l'avancée significative permise par la signature (en 2022) et la mise en application (en 2024) de trois accords avec l'Indonésie. Y sont adressés des points de frictions historiques entre les deux États, « qui auraient très probablement un jour tournées à la rancœur » selon le Premier ministre de l'époque Lee Hsien Loong (*The Straits Times*, 2024a) : le réalignement des frontières aériennes des deux pays (FIR) en tenant compte des lignes de base archipélagiques et territoriales de l'Indonésie (îles de Riau et Natuna).

De manière générale, la vision du monde portée par les décideurs politiques s'illustre en ces termes « En tant que petit pays, Singapour n'a pas de poids stratégique; dans le monde de la politique internationale, nous sommes des preneurs de prix et non des fixateurs de prix. » (Kausikan, 2018). L'île a ainsi privilégié une position d'équilibre(s), au gré de ses intérêts. En connaissance de son faible poids dans le système international, les dirigeants politiques firent le choix de sécuriser l'existence diplomatique du pays par l'adoption d'une neutralité pragmatique.

C'est dans cette ligne d'équilibre diplomatique que le pays s'est imposé comme intermédiaire et lieu d'échanges privilégié sur le sujet sino-taïwanais. C'est ainsi à Singapour qu'eut lieu la rencontre entre le Président taïwanais Ma Ying-jeou et le Président chinois Xi Jinping le 7 novembre 2015. La Cité-État a historiquement servi de terrain neutre pour les rencontres et les négociations entre les représentants de la Chine communiste et Taïwan, accueillant les pourparlers de Wang-Koo en 1993 - l'une des étapes les plus importantes des relations sino-taïwanaises depuis 1949⁶¹.

Le pays a également accueilli les rencontres entre des États connaissant des tensions diplomatiques. Peuvent être cités en 2018 les échanges entre Shinzo Abe et Vladimir Poutine et le sommet américano-nord-coréen avec les autorités dirigeantes des deux pays. Au sujet des différends en mer de Chine méridionale également, Singapour a

61. La réunion "Wang-Koo" faisait suite au dit "Consensus de 1992" qui permettait aux deux parties de donner leur propre interprétation du concept de "Chine unique".

maintenu une position neutre en appelant à une solution pacifique par le dialogue et soutenant les principes du droit international. Elle participe aux négociations sur le *Code of Conduct* (CoC) depuis 2022.

C'est donc conformément à cette vision du monde restée similairement la même depuis son indépendance que Singapour s'est illustrée dans une politique étrangère d'équilibre(s). Celle-ci s'appuie sur un travail diplomatique considérable, mais aussi sur des forces de défense conséquentes, comme nous avons pu le voir précédemment.

De surcroît, l'unité à l'intérieur de la nation est primordiale pour avoir une parole qui porte à l'international. Ce point est au cœur de la rhétorique portée par les autorités singapouriennes. Lors de son discours de 2017, le ministre Balakrishnan soulignait ainsi « La position de Singapour est aujourd'hui beaucoup plus sûre qu'elle ne l'était à notre naissance en 1965. Mais les défis auxquels sont confrontés les petits États seront toujours d'actualité. On ne peut ni les ignorer, ni les escompter. Une SAF forte et crédible est un facteur de dissuasion important et la politique étrangère commence chez soi. Notre diplomatie n'est crédible que si nous sommes capables de maintenir un consensus national sur les intérêts fondamentaux de Singapour et sur nos priorités en matière de politique étrangère. Et si notre politique ne devient pas fracturée, ou notre société divisée. » (*The Straits Times*, 2017) Ces critères sont en conséquence pris en compte sérieusement par les autorités politiques afin de permettre une crédibilité optimale du pays sur la scène politique internationale.

2.1.3 L'insertion économique comme assurance de survie dans le système international

Un autre pilier de la politique étrangère de Singapour est la conviction que l'interdépendance économique réduira les risques de conflits et permettra au *hub* singapourien de se faire une place dans le système international. En 1972, le ministre Rajaratnam déclarait que le monde devait devenir l'arrière-pays de Singapour. Pour cause : l'intégration dans l'économie mondiale permettrait de pallier le manque inhérent de ressources naturelles de la Cité-État et de lui conférer une valeur de maillon essentiel du commerce mondial. De cette importance découlerait une assurance implicite de survie dans le système international.

Dès l'indépendance, Singapour a œuvré pour faire de son développement économique le pilier de sa politique étrangère, notamment au travers de l'Autorité de développement

économique (*Economic Development Board* - EDB)⁶². Le gouvernement a mis en œuvre des politiques favorables aux entreprises, attiré les investissements étrangers et cherché activement à conclure des accords commerciaux avec différents pays. A été instaurée une stratégie de libéralisation économique, accompagnée d'une large ouverture à l'économie internationale. Quelques exemples sont : l'*Economic Expansion Incentives Act* (déclaré en 1967, amendé à de nombreuses reprises dont la dernière fois en 2020) et le *Global Trader Programme* (mis en place en 2001).

En parallèle, le pays a cherché à diversifier ses partenariats, notamment au travers d'accords de libre-échange (avec les États-Unis, l'Inde et la Chine). Singapour a rapidement rejoint des organisations régionales telles que l'ASEAN en 1967 afin de renforcer la coopération économique en Asie du Sud-Est. Le pays s'est ensuite investi dans diverses plateformes multilatérales afin d'y défendre ses intérêts : l'Organisation Mondiale du Commerce (depuis 1995), l'Accord de Partenariat Transpacifique (*Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* - CPTPP - dont elle est partie prenante depuis son entrée en vigueur en 2018) et le Partenariat Économique Régional Global (*Regional Comprehensive Economic Partnership* - RCEP, depuis 2022).

Quelques années après la déclaration initiale du ministre Rajaratnam, Singapour avait en 2018 le quatrième ratio commerce/PIB le plus élevé au monde (326%). Une très forte intégration dans le commerce mondial donc, qui lui donne à la fois de la visibilité et un poids économique, mais la rend aussi particulièrement vulnérable aux fluctuations du libre-échange. Cette faiblesse est confirmée par l'actuel ministre des Affaires étrangères lorsqu'il indique en 2017 « Nous sommes économiquement vulnérables face à des tendances internationales que nous ne pouvons pas éviter (...) À bien y réfléchir, si nous n'étions pas prospères, si nous n'étions pas unis et si nous n'étions pas stables, nous ne serions plus du tout pertinents. » (*The Straits Times*, 2017). Dans le cadre des tensions grandissantes entre les deux superpuissances mondiales chinoises et américaines, cette fragilité avait été mise en exergue. Le Premier ministre en 2018 avait ainsi critiqué l'imposition de droits de douane unilatéraux par l'administration Trump à la Chine, premier partenaire commercial de Singapour. « Une guerre commerciale entre les deux

62. Fondée en 1961, il s'agit de l'agence gouvernementale responsable de la planification et de l'exécution des stratégies économiques du pays.

plus grandes économies du monde aura un impact négatif important sur Singapour » (Lee Hsien Loong, 2018) avait-il alors déclaré.

La survie économique de Singapour dépend fortement du commerce international et des investissements étrangers, et sa politique étrangère est menée sur la base de son succès économique historique. Au fil des ans, le ministère des Affaires étrangères a, en conséquence, travaillé en étroite collaboration avec les agences économiques de Singapour, telles que le ministère du Commerce et de l'industrie (*Ministry of Trade and Industry*). Cette forte corrélation entre les intérêts singapouriens et la bonne santé du commerce international s'observe également au niveau des initiatives du MINDEF. En ce sens, c'est en tant que fervent défenseur du libre-échange que Singapour participe à l'initiative *Prosperity Guardian*⁶³, afin d'appuyer la lutte contre la menace des forces houthies envers le commerce maritime international. Pourtant réticente à s'engager sur des actions multilatérales à l'étranger⁶⁴, cet investissement témoigne de l'importance attribuée au commerce mondial et au libre-échange. Le ministre de la Défense, lorsqu'interrogé, au cours d'une session parlementaire, sur la participation du pays à cette initiative répondait : « Il est dans notre intérêt que Singapour s'associe à la communauté internationale pour protéger et garantir que les principales voies de communication maritimes dans le monde restent ouvertes » (*The Straits Times*, 2024b). C'est dans ce même esprit que le pays prend part à la *Combined Task Force 151*⁶⁵.

63. L'opération *Prosperity Guardian* est une opération militaire menée par les États-Unis au sein d'une coalition multinationale formée en décembre 2023. Cette force internationale, d'une vingtaine de membres, a pour visée de répondre aux attaques menées par les Houthis contre la liberté de navigation en mer Rouge.

64. Singapour s'est montrée assez réticente à participer à des opérations militaires de combat sous mandat étranger, et s'investit souvent symboliquement ou avec des restrictions strictes (participation limitée à des fonctions non combattantes en Afghanistan de 2007 à 2013, déploiement non armé de personnel de soutien dans la coalition contre Daech en 2014). De plus, l'île-État favorise les mécanismes de coopération militaire non contraignants (ADMM-Plus, FPDA).

65. Créée en 2009, cette force navale multilatérale est déployée dans le golfe d'Aden afin d'y dissuader et éradiquer la piraterie, pour garantir la sécurité maritime et la liberté de navigation. Singapour a été 5 fois chef de groupe, la dernière fois en 2018.

2.2 Le « nation branding »⁶⁶ singapourien porté par l'activisme diplomatique

À travers les événements qu'elle organise et les programmes auxquels elle prend part, la Cité-État contribue à la construction et à la projection de son identité. C'est ainsi un véritable marketing d'État qui s'est établi autour des prises de position de politique étrangère singapouriennes.

2.2.1 Singapour, porte-parole de la catégorie dite des petits États

La Cité-État sélectionne et promeut des événements qui participent à une stratégie élaborée de représentation d'elle-même. Elle se veut tout d'abord porte-parole des « petits États » sur la scène internationale. Le pays est membre fondateur du Forum des petits États (*Forum of Small States* - FOSS) en 1992⁶⁷. Il en assure, depuis, la présidence, et soutient son programme de bourse⁶⁸. Dans cette lignée, le ministre au cabinet du Premier ministre Maliki bin Osman a annoncé, lors de la quatrième conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (*Small Island Developing States4* - SIDS4) en 2024, le nouveau programme d'assistance « *SIDS of Change* ». Celui-ci comprend du partage d'expertise afin de s'entraider « *entre petits États* » (Bin Osman, 2024) Singapour s'exprimant sur ses compétences en digitalisation et sur le carbone bleu.

L'île-État s'illustre également comme partenaire de dialogue du Forum des îles du Pacifique (FIP) - statut qu'elle a acquis en 2022. Un an plus tard, elle a lancé un programme d'assistance technique personnalisé pour les enjeux rencontrés par les pays du Pacifique - notamment les défis de résilience climatique, cybersécurité et droit international - le *Singapore-Pacific Resilience and Knowledge Sharing* (SPARKS). Pour le gouvernement, Singapour et les États du Pacifique, en tant que petits États insulaires en développement partagent un même engagement à relever les défis mondiaux, en particulier la question, existentielle pour certains d'entre-eux, du changement climatique. En 2024, Singapour a organisé la troisième visite de haut niveau Singapour-Pacifique,

66. Pour reprendre les termes du professeur en sciences de l'information et de la communication Nicolas Baygert, ce terme renvoie « *au processus d'identification, d'organisation et de coordination des différentes variables destinées à modeler l'image et la perception d'un territoire de manière proactive, afin d'améliorer la réputation d'un pays au sein d'une audience internationale ciblée* » (Nicolas Baygert, 2014).

67. Il s'agit d'un groupement volontaire, informel et non-idéologique de pays au sein des Nations Unies. Il réunit des pays dont la population est inférieure à 10 millions d'habitants afin de collaborer sur les défis économiques, politiques, culturels, sociaux rencontrés par ces États.

68. Le programme de bourses du FOSS, lancé en 2015, vise à faciliter le partage d'expériences entre les membres du FOSS afin de soutenir les aspirations de développement de ces États.

permettant aux ministres de Singapour et des pays du Pacifique d'échanger des points de vue dans des domaines d'intérêt commun (tels que le changement climatique, le développement durable et la planification urbaine).

2.2.2 Un soutien fort de la coopération étatique multi-domaines

Au sein de la communauté internationale, Singapour apparaît comme un État engagé dans une dynamique de renforcement de la coopération multi-domaines - politique et économique en premier lieu. Le pays est membre du Dialogue Asie-Moyen-Orient (*Asia-Middle East Dialogue* - AMED) depuis 2004 ; un regroupement étatique dont l'objectif est d'encourager le dialogue politique, économique et culturel entre l'Asie et le Moyen-Orient. Singapour est également l'un des initiateurs et membres fondateurs de la réunion Asie-Europe (*Asia-Europe Meeting* - ASEM). Fondé sur le même principe que l'AMED, l'ASEM a été lancé en 1996 pour renforcer la coopération entre l'Asie et l'Europe. Le projet a été impulsé par le Premier ministre de l'époque, Goh Chok Tong, autour de trois piliers de coopération : politique, économique et socioculturelle. De la même façon, le Forum pour la coopération entre l'Asie de l'Est et l'Amérique latine (*Forum for East Asia-Latin America Cooperation* - FEALAC) a été initié en 1998 par le même ministre Goh Chok Tong. De plus, le pays a été invité à participer aux sommets du G20 et à ses processus connexes - bien que n'étant pas membre - de 2010 à 2011 et de 2013 à 2023. Singapour a été fréquemment convié en tant qu'organisateur du Groupe de gouvernance mondiale (3G)⁶⁹. Enfin, le pays insulaire est un membre actif du Groupe des 77 (G77)⁷⁰.

Cet engagement international de Singapour se reflète également par son action dynamique dans le domaine HADR et de l'aide aux États - et notamment dans l'assistance technique aux États membres de l'ASEAN. En 1992, le ministère des Affaires étrangères a créé le Programme de coopération de Singapour (*Singapore Cooperation Programme* - SCP) dans le cadre duquel les différentes agences du service public dispensent des formations à leurs homologues d'autres pays, dans les domaines de la gouvernance et l'administration publiques, le commerce et le développement économique, l'urbanisme, l'éducation, ou encore la gestion portuaire. Elles prennent pour appui les antécédents compliqués du pays, pour en faire des enseignements à large échelle. En mai 2015 ce sont

69. Créé par Singapour en 2009, il s'agit d'un groupe informel de 30 membres des Nations Unies de petite et moyenne taille. Ce regroupement vise à la promotion d'un meilleur dialogue entre le G20 et l'ensemble des membres des Nations Unies.

70. Il s'agit d'une plateforme permettant aux pays en développement d'exprimer leurs préoccupations et de coopérer sur des questions d'intérêt mutuel.

près de 100 000 représentants de gouvernements étrangers de plus de 170 pays d'Asie-Pacifique, d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes qui avaient dans cette visée participé au SCP.

Dans le domaine de l'aide humanitaire et du secours en cas de catastrophe, le pays se veut « un membre responsable de la communauté internationale » (Vivian Balakrishnan, 2024a). Peuvent être citées les missions des forces armées de sauvetage et d'aide aux sites touchés par le tsunami en Indonésie et en Thaïlande en 2004 ; l'envoi d'un contingent par la Force de défense civile de Singapour pour participer aux efforts de sauvetage suite au tremblement de terre à l'est du Sichuan en 2008, puis à celui au Japon en 2011 ; ou encore la contribution de navires militaires et d'une équipe d'identification des victimes de catastrophes après l'incident du vol 8501 d'Air Asia en 2014. Plus récemment, les forces armées singapouriennes ont déployé des équipes au Myanmar suite au tremblement de terre d'avril 2025, ainsi qu'aux Philippines après la tempête Kristine en octobre 2024. Les forces de défense de Singapour ont également été mobilisées dans l'aide aux civils à Gaza. En janvier 2024, les SAF ont envoyé une équipe médicale à bord du porte-hélicoptère amphibie français Dixmude afin de délivrer des soins médicaux à la population civile de Gaza. En parallèle, sept tranches d'aide humanitaire ont été distribuées par les autorités singapouriennes sur le territoire palestinien depuis novembre 2023⁷¹.

En marge des réels incidents et catastrophes naturelles, les forces armées singapouriennes participent régulièrement à des exercices HADR tels que l'exercice *Coordinated Response* (COORES). Celui-ci est accueilli par le *Changi Regional HADR Coordination Center* (RHCC) à Singapour.

2.2.3 L'impératif affiché du maintien de la « pertinence » à l'international

La Cité-portuaire ancre sa pertinence sur sa participation à des institutions et initiatives multilatérales, son accueil récurrent de forums internationaux ainsi que sur la capacité de dissuasion de ses forces de défense. Ce concept de pertinence internationale, fréquemment mis en avant par ses officiels, est ambigu : il convient de l'adjoindre à une image de Singapour comme pays qui importe sur la scène internationale, et dont la disparition serait une perte. En somme, il a pour visée un verrouillage de son existence.

71. Celles-ci sont constituées de nourriture, de biens de première nécessité et de matériel médical.

« Pour qu'un petit pays comme Singapour conserve sa place dans le monde, nous devons rester pertinents et être utiles à la communauté internationale. Or, dans un monde en constante évolution, la pertinence est éphémère. La pertinence de Singapour dans le monde ne peut pas être considérée comme acquise : elle doit être continuellement générée, maintenue et mise à jour. » (Tharman Shanmugaratnam, 2015) indiquait le vice Premier ministre en 2015. Cette pensée a particulièrement été diffusée par l'Ambassadrice itinérante Chan Heng Chee lors de ses interventions. Selon elle « le pouvoir et la possession (...) de grandes idées dans la diplomatie internationale peuvent nous aider à faire entendre notre voix dans le monde » (Chan Heng Chee, 2020). Ces idées, exprimées au travers de programmes de développement ou d'aides financières, sont essentielles pour la représentation du « petit point rouge » sur la scène régionale et mondiale. « Les idées mises en œuvre avec succès donnent des résultats tangibles. Cela se traduit par une crédibilité, une monnaie précieuse pour tout pays » poursuivait l'Ambassadrice Chan Heng Chee. Cette crédibilité a été gagnée en promouvant de nouveaux dialogues et forums multilatéraux à l'image de l'*Asia-Europe Meeting*, du *Forum for East Asia-Latin America Cooperation* et du *Asia-Middle East Dialogue*. « Grâce à la mise en œuvre réussie de ces plateformes, nous avons mis en évidence le rôle que Singapour peut jouer en tant qu'interlocuteur et bâtisseur de ponts entre les régions. » (Chan Heng Chee, 2020) affirmait l'Ambassadrice en 2020.

Cette pertinence géopolitique du *hub* singapourien s'est également traduite par l'accueil de rencontres historiques : Donald Trump et Kim Jong-Un, Vladimir Poutine et Shinzo Abe ainsi que les *pourparlers de Wang-Koo* mentionnés précédemment. L'Ambassadeur itinérant Bilahari Kausikan affirmait ainsi « Pour rester pertinent dans le monde, un petit pays comme Singapour, sans ressources naturelles ni arrière-pays, ne peut se permettre d'être médiocre. Nous n'avons pas d'autre choix que d'être extraordinaires » (Kausikan, 2017).

2.2.4 Singapour, fervent défenseur du respect du droit international

Enfin, le pays s'est illustré sur la scène multilatérale comme un défenseur rigoureux du respect du droit international, et notamment des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale. Cela constitue une ligne majeure de sa politique étrangère. Singapour trouve dans la défense de ces principes un intérêt certain du fait de la vulnérabilité liée à son territoire limité, son caractère enclavé dans un voisinage historiquement offensif et son indépendance récente. Le ministre des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan déclarait en 2017 que « Sans garde-fous pour protéger et garantir l'intégrité territoriale et la sécurité nationale, les petits pays comme Singapour n'auraient pas leur place dans un monde de nations plus grandes et plus puissantes. » (*The Straits Times*, 2017). Il

poursuivait en affirmant que « Dans un système où « la loi du plus fort » ou la loi de la jungle prévalent, les petits États comme le nôtre ont très peu de chances de survie. Au contraire, un système plus prometteur pour les petits États, et même un meilleur système en général pour la communauté des nations, est un système qui défend les droits et la souveraineté de tous les États et l'État de droit. »

En conséquence, le pays a participé activement aux initiatives des Nations Unies et à la formulation de régimes et de normes internationaux. Singapour a pris part, de façon significative, aux négociations de la Convention sur le droit de la mer (UNCLOS) en 1982. En 1992, le pays a contribué à la création du Forum des petits États, et a joué un rôle constructif au sein de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS). Singapour est également un membre actif de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), qui a mis en œuvre le Code Polaire en 2017. Ces dernières années plus précisément, Singapour s'est intéressée aux questions de gouvernance globale avec pour désir de mieux comprendre et répondre au changement climatique, en tant qu'île vulnérable à la montée des océans. Cela d'autant plus que le dérèglement du climat aura un impact sur les voies de navigation mondiales avec, entre autres, la perspective du développement des routes maritimes arctiques, dont celui de la Route maritime du Nord (RMN) qui impacterait probablement la fréquentation du hub singapourien. D'où l'intérêt tout particulier de ce pays d'Asie du Sud-Est pour le Conseil de l'Arctique, qu'il a rejoint officiellement en tant qu'observateur en 2013.

Historiquement, le pays s'est positionné contre les occupations illégales de territoires. Singapour a par exemple adopté une position ferme à l'égard du Viêt Nam lorsqu'il a envahi le Cambodge en 1978. Plus récemment, l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014 fut également condamnée par la République sud-est asiatique. À ce sujet, le ministre des Affaires étrangères Kasiviswanathan Shanmugam avait déclaré que Singapour avait toujours eu pour politique de « s'opposer fermement à toute invasion non provoquée d'un pays souverain, quel qu'en soit le prétexte ou l'excuse ». (Kasiviswanathan Shanmugam, 2012) Il avait par la suite souligné que l'agression russe en Crimée de 2014 illustre le fait que la taille d'un pays continue de compter dans les relations internationales et que la disparité entre les grands et les petits pays était encore une réalité. Depuis l'invasion russe en Ukraine de 2022, les autorités politiques singapouriennes ont affirmé à de nombreuses reprises l'importance de plaider pour le respect du droit international. L'actuel ministre des Affaires étrangères indiquait ainsi que « Si un pays peut justifier l'invasion d'un autre en se basant sur les développements internes de ce dernier, la sécurité et la souveraineté de Singapour pourraient un jour être

menacées. » (Vivian Balakrishnan, 2023). En conséquence, Singapour reste, à ce jour, le seul État d'Asie du Sud-Est à avoir pris des sanctions économiques à l'encontre de la Russie pour sa guerre d'agression⁷².

S'il se présente comme fervent défenseur du droit international, le pays se revendique également un applicateur rigoureux de celui-ci. C'est un second point d'attention du gouvernement dans sa politique étrangère, qui affirme se tourner vers les institutions internationales pour régler ses différends. Dans leurs discours, les responsables politiques singapouriens se targuent entre autres d'avoir eu recours aux démarches de la Cour Internationale de Justice concernant les tensions autour de Pedra Branca avec la Malaisie⁷³.

En somme, la Cité-État use d'une diplomatie pragmatique et pro-active afin de se tailler une place dans la communauté internationale. Cette stratégie d'activisme diplomatique est fréquemment exploitée par les petits États. C'est le cas de Djibouti, qui se distingue par son rôle actif de membre de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Il a, au même titre que Singapour, exploité sa nature géographique de nœud stratégique. Il s'est peu à peu démarqué par l'accueil de bases militaires ; cet État a fait du commerce des bases militaires « un élément structurant de son développement et de son positionnement international. » (Jean-Luc Martineau, 2018).

2.3 L'adoption d'une stratégie d'équilibre face au duopole sino-américain

Cette posture caractéristique de la Cité-État a peu à peu été appréhendée comme un élément de sécurisation de l'existence du pays et du maintien de son système de développement, dès ses premières années d'indépendance.

72. Le gouvernement a imposé des mesures financières ciblant les banques et activités russes désignées en Russie, ainsi que des activités de collecte de fonds au profit du gouvernement russe.

73. Celles-ci ont débuté en 1979 lors de la publication d'une carte officielle de la Malaisie incluant l'île dans son territoire national. Les bateaux de la *Royal Malaysian Marine Police* ont ensuite effectué des intrusions régulières dans les eaux de Pedra Branca. Singapour a proposé, dès 1989, de porter le différend devant la Cour Internationale de Justice, ce fut effectif dès 2003. En 2008, la CIJ a finalement statué que la souveraineté sur Pedra Branca appartenait à Singapour.

2.3.1 La mise en avant d'une position de neutralité « pro-singapourienne » pragmatique

Concrètement, les autorités ont mis en avant une neutralité pragmatique centrée sur les intérêts nationaux, en veillant à ce que les mesures adoptées ne visent pas officiellement à aligner le pays sur l'une ou l'autre des puissances chinoise et étatsunienne. Si elle tend à l'élaboration de bonnes relations au niveau international, la stratégie diplomatique de Singapour a été plus particulièrement caractérisée par une recherche d'équilibre entre les deux États. La Cité-État fait usage de la stratégie dite d'« *hedging* », qui consiste en un équilibre dynamique et opportuniste dans les relations internationales, fréquemment adoptée par les États sud-est asiatiques. Sa situation privilégiée de nœud géostratégique et de place boursière et commerciale majeure de l'économie mondiale rend plus pertinente encore la position de neutralité face aux deux puissances mondiales – ses principaux partenaires économiques, aux côtés des pays de l'ASEAN. Le ministre de l'éducation Chan Chun Sing précisait ainsi en 2021 « Nous agissons conformément à nos propres intérêts éclairés à long terme, qui ne s'alignent pas toujours sur les intérêts spécifiques des États-Unis ou de la Chine. » (*The Strait Times*, 2021)

Cette vision pragmatique qui guide les autorités singapouriennes est notamment explicitée par le ministre Vivian Balakrishnan. Le responsable des Affaires étrangères affirme que Singapour tend à ce que les deux super puissances « considèrent notre succès comme étant dans leur propre intérêt. Nous devons éviter de prendre parti, de nous ranger du côté d'un camp contre un autre. » (*The Straits Times*, 2017). Cette position de non-alignement avec son voisin chinois ou le partenaire américain est mise en avant au travers de nombreux canaux officiels. En mai 2024, le Premier ministre Lawrence Wong a rappelé lors d'une conférence de presse cette position pro-singapourienne que le pays s'efforce de tenir. Cela est rendu plus difficile depuis que la polarisation entre les deux puissances chinoise et étatsunienne se fait croissante, et que la complaisance de Pékin et Washington pour la position d'équilibre singapourienne s'amoindrit.

Cet effort d'équilibrage se retrouve au niveau des discours des autorités singapouriennes, qui reconnaissent fréquemment dans leurs déclarations officielles l'importance des deux pays pour l'équilibre géopolitique régional et global. Lors de la troisième session plénière du Forum Xiangshan de Pékin de 2019, le ministre de la Défense Ng Eng Hen affirmait que « Notre monde a besoin des États-Unis et de la Chine, non seulement pour assurer le progrès et la stabilité, mais aussi pour relever les défis communs en matière de sécurité, tels que le changement climatique, les menaces nucléaires et le terrorisme. » (Ng Eng Hen, 2019). Il est également courant dans les interventions d'autorités politiques

singapouriennes que la reconnaissance de l'importance d'un des deux pays soit rapidement suivie de celle de l'autre. Ce procédé rhétorique permet à Singapour de mettre en avant sa position nuancée, visible par exemple dans des interventions du ministre de la Défense Ng Eng Hen. Lors du quatrième forum Reagan en 2016, il rappelait l'importance de la « présence avancée » des États-Unis dans la région Asie-Pacifique avant d'ajouter « la Chine a besoin du monde autant que le monde a besoin de la Chine, et je pense que cette interdépendance va s'accroître, et non diminuer. » (Ng Eng Hen, 2016c). Ce fut également le cas lors de la 52ème édition de la Conférence de sécurité de Munich, ou encore du *Shangri-La Sherpa* de 2024. Dans une séquence éloquente sur les enjeux de sécurité des petits États au Forum Xiangshan de Pékin en 2019, le ministre de la Défense singapourien communiquait sur cet impératif d'équilibre géopolitique : « Pour les petits pays comme Singapour, c'est avec une profonde inquiétude que nous observons les grandes puissances se positionner de manière plus agressive l'une par rapport à l'autre. Singapour maintiendra ses solides amitiés avec les deux parties et évitera de choisir un camp. » (Dr Ng Eng Hen, 2019)

Ce discours est largement répandu au sein des autorités dirigeantes singapouriennes. Le ministre de l'Éducation Chan Chun Sing affirmait ainsi en 2021 que les deux super-puissances faisaient partie d'un même système, et qu'elles rencontraient des intérêts et défis communs. Il mettait en avant que « Singapour cherche à être un partenaire pertinent pour les États-Unis et la Chine, ainsi que pour le reste du monde. (...) Nous ne prenons pas parti par défaut. » (*The Straits Times*, 2021) Des personnalités politiques telles que Bilahari Kausikan ont elles aussi exprimé le pragmatisme de la vision singapourienne très clairement. « Singapour n'a pas et ne devrait pas avoir à choisir son camp. Seul pays à population majoritairement chinoise en dehors de la Grande Chine, Singapour ne peut risquer de mauvaises relations avec Pékin ; elle ne peut pas non plus s'aliéner Washington, compte tenu de son rôle irremplaçable de garant de la sécurité en Asie du Sud-Est. » (*Straits Times Press*, 2023) déclarait-il en 2023. Dans son ouvrage *Singapore Is Still Not An Island: More Views on Singapore Foreign Policy*, l'Ambassadeur itinérant affirme ainsi, de manière éloquente, que « L'objectif de la diplomatie est d'éviter les choix (entre les États-Unis et la Chine). Si nous nous plaçons dans une position où nous devons choisir, nous aurons échoué. » (*Straits Times Press*, 2023)

2.3.2 Concrétisation de cette rhétorique d'équilibre dans la politique étrangère singapourienne

Cette ligne diplomatique s'est traduite par un approfondissement du partenariat chinois ces trente dernières années, en parallèle de l'affirmation d'une relation bilatérale déjà

bien établie avec les États Unis. Sous la présidence de Deng Xiaoping, Singapour a été perçue comme un modèle possible de développement pour Pékin. Sa visite en 1978 inspira la modernisation économique chinoise (ses Zones Économiques Spéciales au Sud notamment), et le Président Deng Xiaoping envoya des milliers de fonctionnaires chinois, afin qu'ils puissent tirer le meilleur bénéfice des réalisations de la Cité-État. Depuis 2013, la Chine est le premier partenaire commercial de Singapour et Singapour le premier investisseur étranger de la Chine. Les deux pays ont signé de multiples accords de collaboration en matière de commerce et de sécurité, à l'image du *China-Singapore Free Trade Agreement* (CSFTA) en 2009. Des projets à grande échelle ont aussi été lancés entre les deux États : le parc industriel de Suzhou (1994), l'Exo-City Tianjin (2008) ou encore l'initiative de connectivité Chongqing (2015).

Si la Cité-État se targue de défendre le droit international sur les principes de souveraineté en particulier, elle reste très discrète concernant les tensions liées à la politique de Pékin. Le pays, dont la population est constituée à environ 75% de personnes d'origine ethnique chinoise, reste en réserve sur certains sujets – sûrement de façon à ne pas entacher ses liens avec la Chine. Singapour s'est ainsi largement abstenue de commenter la militarisation par la Chine des îles de la mer de Chine méridionale, ainsi que la répression exercée par Pékin à l'encontre des Ouïghours de la région du Xinjiang. Dans cette même dynamique, la Cité-État se fait discrète sur ses relations avec Taïwan.

Les liens de défense ont été historiquement peu développés entre la Chine et Singapour en comparaison des relations militaires bilatérales de la Cité-État avec d'autres de ses voisins. Les deux États développent leur collaboration, en réponse à la posture dynamique des États-Unis. Les premiers liens en termes de défense ont été établis entre les deux pays dans les années 1997-1998, suite à un échange de visites de haut niveau entre le Vice-Président de la Commission militaire centrale et ministre de la Défense de la République Populaire de Chine, le général Chi Haotian, et le vice-Premier ministre et ministre de la Défense singapourien, le Dr Tony Tan. Cette relation militaire bilatérale (RMB) est essentiellement basée sur l'Accord de coopération en matière de défense et de sécurité (*Agreement on Defence Exchanges and Security Cooperation* - ADESC) de 2008, qui permet d'établir un cadre général pour la coopération militaire et les échanges entre les deux pays.

En termes d'accords et échanges de haut niveau, les dernières années furent fructueuses, marquées par : des rencontres des ministres de la Défense (notamment à l'occasion des *Shangri-La Dialogue* de 2023 et 2024), et la venue récurrente des autorités de la défense singapouriennes au *Western Pacific Naval Symposium* (WPNS) – organisé

en Chine - depuis 1988. Notons également la tenue du second dialogue interministériel, à l'issue duquel fut signé un MoU pour l'ouverture d'une ligne directe entre les deux ministères (effective en 2023). En juin 2022 était signé un accord sur l'approfondissement des échanges académiques et de formation militaire, et en 2019 était conclu un amendement de l'ADESC. Grâce à ce dernier, de nouveaux domaines d'échange et collaboration étaient intégrés dans l'accord collaboratif (soutien logistique, exercices communs et échanges académiques).

Cet approfondissement concerne aussi l'interopérabilité des forces armées, avec une hausse notable des exercices conjoints. À la mi-2023, des exercices bilatéraux ont été conduits par les deux marines - la deuxième session d'exercices sous pavillon bilatéral. Le premier du genre avait eu lieu en 2015 et n'avait pu être reconduit en raison de la pandémie de COVID-19. Il comprenait des GUNEX, SAREX, des échanges de communications, des approches de ravitaillement à la mer, tirs d'artillerie, et atterrissages/décollages des hélicoptères chinois sur la frégate singapourienne. En 2021, deux exercices bilatéraux PASSEX (de passage) avaient été réalisés entre les marines. Le 14 mai dernier, les marines chinoises et singapouriennes ont lancé l'exercice *Maritime Cooperation 2025* - visant à améliorer leur coopération pratique. Plus généralement, des exercices conjoints militaires basiques sont effectués par les armées depuis 2009. Ainsi, l'exercice *Cooperation* (comportant des simulations de combats à distance/rapprochés et des opérations de sauvetage d'otages) existe depuis 2009 entre les deux armées de terre. À noter que cette concrétisation du renforcement des liens de défense concerne surtout les deux marines. La collaboration entre Armées de l'Air reste faible, en raison du fort tropisme étatsunien.

Si ces dernières années ont été caractérisées par un approfondissement de la relation de défense - la Chine se montrant particulièrement dynamique face à la diplomatie de défense active des États Unis, il s'agit d'après Carine Pina, chercheuse à l'IRSEM, d'« une relation militaire bilatérale limitée, à but principalement de communication externe » (Carine Pina, 2023). Elle est ainsi bien loin de ce qui se fait dans les domaines économiques et politiques entre les deux pays. De fait, l'activité diplomatique de défense chinoise se développe en parallèle de celle des Américains dans la région.

Cette collaboration avec la Chine, bien qu'en expansion, reste au final moins poussée que celle avec les États Unis. Au niveau économique, les liens bilatéraux sont forts : Singapour est le premier partenaire commercial des États-Unis en Asie du Sud-Est, les États-Unis sont le premier partenaire commercial dans le domaine des services de l'île-État.

L'accord de libre-échange entre les États-Unis et Singapour, entré en vigueur en 2004, était le premier négocié entre les États-Unis et un pays asiatique.

Les relations de défense sont elles aussi très poussées : le partenariat singapourien-américain étant considéré comme l'un des plus solides dans la région pour les États-Unis. Il s'appuie entre autres sur le protocole d'accord de 1990 qui donnait accès aux équipements et plateformes militaires américaines pour les infrastructures singapouriennes - renouvelé en 2019. En 1998, les deux gouvernements ont ajouté au MoU un *addendum* pour permettre aux navires et aéronefs américains de stationner à la base navale de Changi. En 2015 était acté le *Defence Cooperation Agreement* qui constitue une nouvelle base dans la RMB. Les deux parties ont encore approfondi leur partenariat en 2021 en annonçant le choix de la base aérienne d'*Ebbing* (Arkansas) pour accueillir les futurs avions de combat F-35B de la RSAF, ainsi que son détachement d'entraînement à la chasse de F-16. Puis en août 2021, un protocole d'accord sur la coopération dans le cyberspace a été signé, afin d'institutionnaliser la collaboration en matière de cyberdéfense. Plus récent, l'Accord de Sécurité d'Approvisionnement (SOSA) est lui aussi un accord juridique important pour la RMB. Signé en décembre 2023, cet accord bilatéral non contraignant régit la possibilité des deux États de demander la livraison prioritaire des ressources industrielles essentielles et urgentes pour leurs besoins de la défense.

L'un des aspects les plus significatifs de la solidité de la relation de défense sont les accords de formation de personnel militaire singapourien aux États-Unis. Les aviateurs singapouriens ont en effet la possibilité de se former dans de nombreux camps d'entraînement américains, afin de bénéficier d'un terrain de formation plus vaste et de mises en situations plus complexes que celles permises sur le territoire national. La formation des SAF s'effectue ainsi à des bases comme celles de *Luke* (détachements *Peace Carvin V et II*), *Andersen*, *Peace Vanguard*, *Marana* ou encore *Silverbell*. Cette relation forte entre les deux forces aériennes s'explique en partie par la dotation de Singapour en avions de chasse américains, et par les nombreux exercices bilatéraux (*Pacific Griffin*, *Commando Sling*, *Valiant Mark*, *Forging Sabre*, *Cooperation Afloat Readiness and Training (CARAT) exercise* - entre autres) qui permettent une forte interopérabilité entre les deux armées.

Côté singapourien, la base aérienne de Paya Lebar accueille l'escadron 497 de *Combat Training* de l'*US Air Force*. De plus, la *Task Force 73* - mentionnée précédemment - est basée à Singapour, et de nombreuses escales étatsuniennes ont lieu sur les bases aériennes et navales singapouriennes. L'île-État représente à ce titre un point clef de l'ancrage états-unien en Asie-Pacifique, un fait notamment énoncé par le Président

Barack Obama - sous l'administration duquel la politique du pivot asiatique fut remise à jour. « Singapour est l'ancrage de notre présence dans la région » avait-il déclaré (*Le Monde*, 2017).

En outre, Singapour est de loin le premier client de matériel américain en Asie du Sud Est. Le pays est devenu en 2020 le premier et le seul État d'Asie du Sud-Est à déployer des avions de combat F-35, les plus avancés fabriqués par les firmes américaines. La Cité-État exploite depuis sa première génération de SAF (1965-1980) de nombreux équipements de fabrication américaine : la branche de l'armée de l'air opère ainsi en immense majorité des aéronefs des firmes *Lockheed Martin* et *General Dynamics* (chasseurs F-15, F16, F35, et hélicoptères AH64D). Entre 2019 et 2021, les États-Unis ont autorisé l'exportation permanente de matériel de défense pour un montant de 26,3 milliards de dollars à Singapour.

Les représentants des deux pays maintiennent de solides relations en matière de défense notamment grâce à un dialogue constant et spécifique à la politique de sécurité stratégique, au travers du SSPD (*Strategic Security Policy Dialogue*). Cette rencontre, initiée à la suite de l'accord-cadre stratégique et de l'accord de coopération en matière de défense de 2005, est un moment de partage des voies de renforcement du partenariat dans le cadre du MoU de 1990. C'est également le lieu d'échanges sur de nouveaux domaines de coopération à approfondir. En septembre 2023, la cybersécurité et les technologies de défense et émergentes avaient notamment été évoquées.

Enfin, signe récurrent de la bonne entente des deux États sur le plan de la défense, Singapour répond présent à la grande majorité des manœuvres orchestrées par les États-Unis. L'île-État était ainsi le premier membre d'Asie du Sud Est à participer à la coalition formée contre l'État Islamique (*Global Coalition*). Les forces armées singapouriennes ont aussi pendant de nombreuses années pris part à la participation du commandement TF 151 dédié à la lutte anti-piraterie dans le Golfe d'Aden, à l'initiative des États-Unis.

2.3.3 Le refus d'être associé à un État vassal

Les autorités singapouriennes veillent à ce que l'équilibre postulé de ses partenariats avec les États-Unis et la Chine fasse l'objet d'une large publicité. Dans le domaine de la défense, cela se traduit par une forte communication sur les initiatives conjointes avec la Chine, alors même que celles-ci sont de moindre importance qu'avec les États-Unis. Cet équilibre a été fondé sur la volonté de ne pas être défini comme un État vassal ou « État

client » (Bilahari Kausikan, 2017). Par plusieurs fois, Singapour a signifié cette ligne de conduite en refusant de s'incliner face à la volonté de Pékin ou de Washington.

L'affaire Michael Fay⁷⁴, entre autres, est fréquemment rappelée par les autorités singapouriennes comme l'illustration de leur volonté de ne pas se ranger dans le camp américain. Malgré l'intervention présidentielle états-unienne d'appel à la clémence, le jugement singapourien n'a pas été modifié, les autorités estimant que « permettre à un pays étranger de dicter la manière dont nous traitons une question de droit et d'ordre intérieur aurait compromis l'État de droit à Singapour et dégradé notre crédibilité tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger » (Goh Chok Tong, 2014). L'incident eut pour répercussions un vote américain contre la candidature de Singapour pour accueillir la conférence ministérielle inaugurale de l'Organisation Mondiale du Commerce en décembre 1996, ainsi qu'un retardement des négociations de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et Singapour.

Un autre incident diplomatique éloquent – côté chinois cette fois-ci – est celui de la visite du vice-Premier ministre de l'époque, Lee Hsien Loong, à Taïwan en 2004. Un mois avant sa prise de fonction à la tête du gouvernement, Lee Hsien Loong s'était rendu sur l'île dans le cadre d'un séjour privé et non officiel. Le gouvernement de la RPC – bien qu'informé en amont de cette visite – avait protesté par une déclaration avertissant que « celle-ci portera atteinte aux intérêts fondamentaux de la Chine et aux fondements politiques des relations Chine-Singapour et blessera les sentiments de 1,3 milliard de Chinois » (*Global Taiwan Institute*, 2020) Les rencontres de haut niveau sino-singapouriennes furent par la suite annulées. Plus récemment, du matériel et des navires militaires singapouriens furent saisis à Hong Kong en 2016 par les forces chinoises, alors qu'ils revenaient de manœuvres avec Taïwan, dans la cadre du *Starlight Project*⁷⁵. En addition, le Premier ministre singapourien Lee ne fut pas invité au Forum inaugural des Routes de la Soie organisé par la Chine en 2017, les relations étant restées froides. Peut également être citée l'affaire d'espionnage chinois qui avait eu lieu à la *Lee Kuan Yew School of Public Policy* (2017) et avait tendu les relations bilatérales. Cette posture

74. En 1993, Michael Fay est arrêté à Singapour pour vandalisme et condamné entre autres à six coups de bâton. Par l'intermédiaire des médias américains, les parents de l'adolescent américain rallièrent l'opinion publique à leur cause, estimant que la peine de bastonnade était trop sévère. Bill Clinton, Président américain de l'époque, écrivit par la suite une lettre au Président de Singapour pour soutenir l'appel à la clémence de Fay.

75. Il s'agit d'un programme lancé en 1975 qui encadre l'envoi de troupes singapouriennes à Taïwan pour entraînement.

inconfortable est pleinement assumée par l'État, comme le rappelait l'Ambassadeur itinérant Bilahari Kausikan : « Nous ne devons jamais laisser passer les défis à notre souveraineté, d'où qu'ils viennent. Nous ne sommes l'État client de personne et, de temps à autre, nous avons dû le prouver, même à des pays très amis, puissants et importants comme les États-Unis ou la Chine. » (Bilahari Kausikan, 2017).

Singapour s'efforce non seulement de maintenir une position neutre entre les deux grandes puissances, mais également de favoriser une entente harmonieuse entre Pékin et Washington. Nombreuses furent les allocutions de représentants singapouriens au cours desquelles il a été rappelé que la stabilité et la prospérité de la région d'Asie-Pacifique dépendaient, entre autres, d'un dialogue entre les deux puissances mondiales. En 2018, le Premier ministre singapourien a critiqué les droits de douane unilatéraux de l'administration Trump sur la Chine. En 2019, alors que la guerre commerciale entre les deux pays se faisait grandissante, le ministre singapourien du Commerce a déclaré que le manque de confiance entre les États-Unis et la Chine était « la trajectoire la plus dangereuse pour l'économie mondiale » (*The Straits Times*, 2021).

La politique singapourienne, teintée de pragmatisme, reconnaît à la fois les distinctions entre les deux puissances (« si l'engagement entre les États-Unis et la Chine est utile pour renforcer la compréhension mutuelle et éviter les erreurs de calcul, aucun des deux ne deviendra une version de l'autre. Ni eux, ni nous, ne devons nous attendre à ce que l'un devienne comme l'autre. » (*The Straits Times*, 2021)) et les avantages qu'ils auraient à œuvrer ensemble pour faire face à des défis similaires et poursuivre des intérêts communs. Il est souvent rappelé que la Chine et les États-Unis font partie d'un même système et que c'est au sein de ce système que les deux pays se font concurrence. Cette position qui se veut neutre et équilibrée en vue de protéger les intérêts nationaux s'inscrit directement dans l'adage cher à Lee Kuan Yew « Quand les éléphants se battent ou font l'amour, c'est toujours la petite herbe qui trinque. » Cette vision se traduit également par diverses initiatives telles que des programmes d'échange avec les deux puissances chinoise et américaine. En avril 2024, le cinquième échange trilatéral a rassemblé plus de 80 officiels et chercheurs de Singapour, des États-Unis et de la Chine autour du thème « *Relever le défi : Le leadership mondial dans un monde fracturé* ».

La stratégie diplomatique singapourienne est révélatrice de l'impératif déclaré de subtilité et d'équilibre qui guide sa politique étrangère ainsi que sa participation aux organisations multilatérales. Il s'agit également d'un moyen pour la Cité-État de confirmer son identité de *hub* - autant marchand et financier, que diplomatique et stratégique. Ce statut est présenté comme indispensable à la pérennité du pays par les

autorités dirigeantes, octroyant à la « nation inattendue » une pertinence dans la communauté internationale.

3. Sécurisation sociale, économique et territoriale

En sus de cette entreprise diplomatique, les autorités singapouriennes ont exploité d'autres secteurs afin d'assurer la sécurisation du pays. On retrouve ainsi cette dynamique d'un investissement fort et durable des pouvoirs publics dans le cadre de la gestion territoriale et sociale.

3.1 Le cas de la poldérisation : une manifestation de la sécurisation économique, reflet du droit au développement

L'Asie de l'Est est familière des dynamiques d'import-export de sable : en termes de volumes, importations et exportations comprises, l'Asie est à ce jour le continent le plus important pour le commerce du sable. Singapour se distingue tout particulièrement dans ce secteur. Selon les données rapportées par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), si la Chine occupait en 2021 la seconde position des pays importateurs de sable au monde (avec 270 millions de tonnes), la Cité-État était, elle, première du classement. Elle distançait de loin son voisin chinois, avec 380 millions de tonnes de sable importées. Singapour a été le plus grand importateur de sable au monde au cours des 20 dernières années, faisant venir annuellement environ 517 millions de tonnes de sable des pays voisins d'après l'ONU.

En le justifiant comme un pilier du développement économique singapourien, les autorités politiques ont sécurisé l'extension du territoire national. Cette sécurisation s'est historiquement définie par une forte intervention des pouvoirs publics dans la dynamique de poldérisation.

3.1.1 L'importation de sable : un processus intimement lié avec l'histoire de la Cité-État

« La terre devient une denrée rare et coûteuse à Singapour. Il est donc impératif que tous les terrains disponibles soient utilisés de la manière la plus avantageuse au profit de la population. » (Lee Kuan Yew, 1964) affirmait le parlementaire Lee Kuan Yew à l'Assemblée législative en juin 1964. Le constat suivant peut en être tiré : en 1964, avant même l'explosion économique et démographique de la Cité-État, le sol constituait déjà un enjeu majeur pour le pays. En ce sens, la vulnérabilité de l'île a longtemps été appréhendée

comme une conséquence de ses limites physiques de petit État. Territoire côtier borné par des frontières géographiques étroites, il ne s'étendait que sur 581,5 km² en 1965 (pour 725,7 km² en 2019). Le Premier ministre Lee Kuan Yew décrivait ainsi le pays comme un « cœur sans corps » (Lee Kuan Yew, 2000), ayant non seulement des lacunes en ressources naturelles mais aussi un besoin fondamental d'espace.

De cette situation de rareté de la terre aménageable ont découlé des politiques gouvernementales dites de poldérisation⁷⁶. Cette intervention importante de l'État dans les politiques territoriales était alors justifiée sur une base de nécessité économique. Notons que les premières phases connues de poldérisation ont été initiées peu après l'arrivée de Stamford Raffles en 1819, marquant le début de l'ère moderne de Singapour. Si l'impératif de poldérisation est exposé par les autorités avant même l'indépendance de la Cité-État en 1965, c'est après celle-ci que les travaux les plus impressionnants débutent. Le PAP entreprit d'ambitieux programmes de développement économique, qui ont engendré d'importants projets de récupération des terres. La forte demande en terrains industriels, infrastructures, zones commerciales et résidentielles a conduit à la réalisation de projets de récupération couvrant des centaines d'hectares. Ainsi, d'après les termes du géographe spécialiste de Singapour, Rodolphe De Koninck, la ville dans les années 1970 était un « vaste chantier où tout était objet de réaménagement, voire de déménagement » (De Koninck, 2012).

Cette expansion a entraîné une transformation radicale de la géographie de l'île. Elle a aussi permis un accroissement considérable de l'autonomie nationale en eau douce (passage de 3 réservoirs en 1965 à 17 en 2019). Lors de l'annonce de lancement du programme de renouvellement urbain en 1966, les autorités communiquaient sur l'ampleur de la transformation spatiale entreprise par les pouvoirs publics : « La rénovation urbaine ne signifie rien de moins que la démolition générale de la quasi-totalité des 1 500 acres de la vieille ville et son remplacement par un centre urbain moderne et intégré, digne du futur rôle de Singapour en tant que New York de la Malaisie. » (De Koninck, 2012)

76. Par poldérisation est entendue selon FranceTerme « *la conquête de terres sur la mer, un estuaire, une zone humide, un lac ou un étang, qui est obtenue par endiguement, par assèchement ou, parfois, par remblaiement* ».

3.1.2 De la survie à la prospérité économique, le besoin d'un appui territorial grandissant

En ce sens, la dépendance au sable, initialement dictée par des impératifs de survie, a évolué au fil des années en une stratégie clef pour soutenir le développement économique de Singapour. Depuis 1965, le « petit point rouge » a connu une expansion remarquable, passant d'une superficie de 581,5 km² à 725,7 km² en 2019 d'après les chiffres officiels. Ci-dessous se trouve une représentation cartographiée du gain en territoire de la Cité-État depuis son indépendance forcée de 1965.

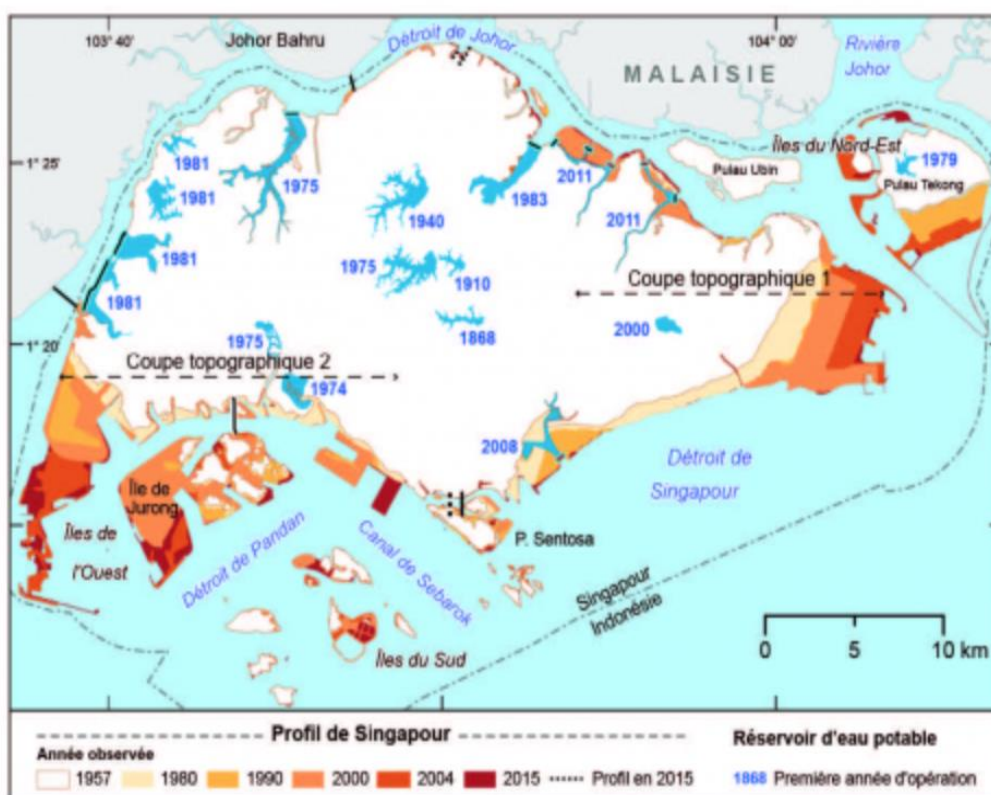


Figure 3 : Évolution territoriale de Singapour de 1957 à 2015.

Source : Centre National d'Études Spatiales (2016) « Singapour, La tête du Merlion en perpétuelle transformation. » CNES.

Le besoin en sable est à appréhender comme une dette originelle : pour que l'État territorial puisse survivre, il faut continuellement y introduire de la terre comme matériau de construction et socle territorial du développement économique. Pour Singapour, cette croissance territoriale est en effet intrinsèquement liée à la perpétuation de son statut de *hub* financier et commercial. L'agrandissement du territoire *via* la poldérisation permet

en ce sens de compléter l'offre du pays en créant de nouvelles zones industrielles, résidentielles et commerciales. Des espaces qui sont créateurs d'emplois et d'opportunités d'investissement.

Selon Joshua Comaroff, expert de la mémoire urbaine à Singapour, « Pour le gouvernement de Singapour, la sécurité du sable est une garantie du droit de l'État au développement. C'est une condition préalable à la survie budgétaire et politique. » (Comaroff, 2014). Ce processus d'agrandissement territorial est présenté comme ayant joué un rôle fondamental dans la transition de Singapour du « tiers monde au premier ». ⁷⁷ En ce sens, le PAP (*People's Action Party*) au pouvoir a affirmé à maintes reprises que la pérennité de la nation dépendait d'une expansion continue de son marché et de sa population. « Il s'agit de maximiser l'espace physique et stratégique pour Singapour à l'avenir. (...) Il s'agit en fait de construire une ville qui confirme ce que nous sommes en tant que peuple - nos valeurs et notre esprit, une ville dont nous pouvons être fiers et qui soutient notre nation. » (Lawrence Wong, 2019) indiquait le vice-Premier ministre en 2019.

La vision portée par les officiels singapouriens s'apparente à un réel « espace vital », crucial tant pour les citoyens et citoyennes de « la cité du lion » (*Singa Pura*) ⁷⁸ que pour la vitalité économique du pays. Cette dynamique de droit au développement par le territoire (terme non officiellement utilisé par les autorités) se manifeste notamment à travers des structures devenues des symboles et des parties intégrantes de la réussite économique du pays. Des exemples emblématiques sont l'aéroport de Changi et le port de Tuas. Ceux-ci permettent à Singapour de jouer son rôle de plateforme mondiale d'échanges, et ont été construits sur des territoires gagnés sur la mer. L'aéroport civil de Changi a été inauguré en 1981 après le remblaiement de près de 2 km² de marécages et l'introduction de plus de 120 millions de tonnes de sable. Quelques années plus tard, en 1991, la fusion de sept îlots au sud du pays aboutit à la création de l'île de Jurong, abritant la majorité des installations de raffinage de pétrole du pays. Depuis 2008, Singapour est ainsi l'une des trois principales plaques tournantes du commerce et du raffinage du pétrole dans le monde. Le port de Tuas - qui, une fois ses quatre phases complétées, sera le plus important port à conteneurs au monde, capable de traiter jusqu'à 65 millions d'EVP par an - et le centre financier de Marina Bay sont, eux-aussi, des éléments emblématiques de l'attractivité de la Cité portuaire, érigés sur la mer. Aujourd'hui, environ

77. Selon le titre de l'ouvrage de l'ancien Premier ministre Lee Kuan Yew, paru en 2000.

78. Issu des mots malais « Singa » pour lion et « Pura » pour ville, il s'agit du nom donné à Singapour lorsqu'un prince sumatranais du XIV^e siècle a cru apercevoir un lion en débarquant sur l'île.

1/5 du territoire singapourien est artificiel. Un pourcentage appelé à croître de 7 à 8% supplémentaires d'ici 2030, pour une superficie de 766 km². Cette poldérisation contribue également à compenser la hausse du niveau de la mer, considérée comme une « menace existentielle pour Singapour » (*The Straits Times*, 2022).

Soulignons que cette dynamique de poldérisation s'est développée en parallèle d'une politique publique de quadrillage fonctionnel du territoire. L'expansion territoriale a effectivement permis à Singapour de transformer la géographie de l'île en fonction de ses besoins économiques, et selon une planification des affectations et des fonctions territoriales. Les autorités ont rigoureusement attribué à chaque secteur géographique une mission particulière : les terrains conquis sur la mer dans le sud-ouest de l'île concentrent ainsi les infrastructures industrielles, les industries les plus polluantes étant, elles, rassemblées sur les îles artificielles. La zone industrielle de Jurong a commencé à se développer au début des années 1960 pour répondre aux besoins en terrains industriels. C'est sur ces îles satellites qu'ont été rassemblés ensuite la majorité des réservoirs de pétrole, des raffineries et autres infrastructures de l'industrie pétrochimique. D'autres îles sont spécialisées dans le stockage et la transformation des hydrocarbures comme Busing et Bukom, Sentosa est elle dédiée aux loisirs.

3.1.3 La poursuite de la poldérisation par les autorités singapouriennes malgré des différends régionaux

La poursuite par le gouvernement de la poldérisation, même si elle met à mal sa politique de bonne entente avec ses voisins, est révélatrice de l'importance que confèrent les autorités à ces terres conquises sur l'océan (d'après la terminologie utilisée « *reclaim lands* »).

Pour ses premiers projets de poldérisation, Singapour put acquérir du sable localement⁷⁹, mais dut se tourner vers l'importation de sable de l'étranger une fois ses faibles ressources épuisées. Cela se traduit *de facto* par un transfert depuis d'autres pays : Singapour importe du sable principalement depuis ses voisins régionaux. Depuis les années 2000, les principaux fournisseurs sont indonésiens, malaisiens, cambodgiens, philippins, australiens et birmans.

Ce processus comporte deux désavantages majeurs. Tout d'abord, son coût : selon les données rapportées par la CNUCED, le coût de l'importation de sable à Singapour a été

79. Le *East Coast Reclamation Scheme* par exemple a utilisé de la terre provenant de collines aplanies dans la région de Siglap et de Tampines.

de 347 millions de dollars en 2018 (CNUCED, 2019). Notons que, d'après les données du ministère du Développement National de Singapour, le coût du sable importé a augmenté de manière significative au cours des dernières années. En 2010, le prix moyen d'une tonne de sable importée était de 50 dollars américains ; en 2023 il était de 190 dollars. Cette hausse conséquente du prix de la tonne de sable a incité le gouvernement singapourien à explorer de nouvelles voies comme la méthode dite des polders⁸⁰, utilisée lors de travaux à Jurong East, Marina East ou encore Pulau Tekong⁸¹. Une autre méthode novatrice consiste à recycler les débris de construction⁸². Les projets de poldérisation de Marina East et Tuas mentionnés précédemment reposent principalement sur la poldérisation par polders mais prévoient également d'utiliser environ 700 000 tonnes de débris de construction.

Cette exploration de nouvelles méthodes s'inscrit dans une démarche visant à réduire la dépendance de Singapour à l'égard du sable, en partie afin d'atténuer les frictions régionales qui découlent de ce commerce. Il s'agit là du second défi posé par la poldérisation usant de sable, une « guerre du sable » étant souvent évoquée en Asie du Sud-Est. Ce terme fait référence aux dissensions entourant le commerce de sable, et les interdictions d'exportation de sable vers Singapour de la part d'États régionaux. En 1997, la Malaisie fut le premier pays à prendre une mesure radicale en interdisant l'exportation de sable marin spécifiquement vers Singapour, en tant que principal importateur de sable malaisien⁸³. En 2007, l'Indonésie - qui représentait alors 90% des importations singapouriennes - décréta une interdiction formelle d'exportation de sable marin et d'extraction côtière vers la Cité-État, en raison des tensions qui résultaient de la destruction des îles situées entre les deux pays. Face à ces préoccupations environnementales, le gouvernement indonésien a mobilisé sa marine pour inspecter les barges de transport, bloquant le transfert de sable vers Singapour. Ces interdictions furent levées en 2023. En 2009, le Viêt Nam a instauré sa propre interdiction d'exportation

80. Aussi appelée l'empierrement, il s'agit d'une méthode d'inspiration néerlandaise qui consiste à entourer une zone d'une digue et à l'assécher par pompage pour récupérer la terre.

81. Une future base d'entraînement militaire de 1200 hectares d'ici à 2026.

82. Concrètement, selon le protocole de démolition de la *Building and Construction Authority* (BCA), les parties réutilisables et non réutilisables d'un bâtiment doivent être identifiées, démontées séparément puis traitées pour éliminer les contaminants.

83. Dans les faits, les licences d'export ont été suspendues uniquement pour les entreprises vendant à Singapour.

de sable vers Singapour, suivi la même année par le Cambodge, avec une législation moins complète - n'interdisant que l'exportation de sable de rivière, pas de sable marin.

Ces restrictions ont pour causes principales : l'atteinte de l'extraction du sable sur la biodiversité et les écosystèmes côtiers (menaçant la subsistance des pêcheurs locaux), la perte de terres (aggravation du phénomène d'érosion), un abaissement de la résilience face aux événements extrêmes tels que les inondations, les sécheresses et les raz-de-marée, des altérations des flux d'eau ainsi que de l'approvisionnement en eau (baisse des nappes phréatiques et une augmentation de la pollution). Les dommages subis par les infrastructures et les modifications dans les structures deltaïques sont également à relever. En Indonésie, ce sont 24 îles qui ont disparu entre 2005 et 2018. Cela, alors qu'entre 2000 et 2006 l'Indonésie représentait le principal exportateur de sable en direction de Singapour (en moyenne 62% des importations totales du pays sur la période). Un autre exemple notable est celui du Cambodge. Entre 2010 et 2016, le pays représentait en moyenne 45% des importations de sable de la Cité-État. Les activités d'extraction de sable au Cambodge eurent des répercussions socio-environnementales significatives, aggravées par un déni de la part des autorités et des compagnies locales. Des concessions et licences d'exploitation du sable ont été accordées par le *Sand Committee* dans des zones protégées (le sanctuaire de Peam Krasop, le site Ramsar de Koh Kapik, et le parc national de Ream, tous réservés à la conservation de la biodiversité).

La rareté croissante du sable, associée aux interdictions d'exportation, a donné lieu à l'émergence de marchés parallèles. Ce développement d'un commerce de contrebande du sable a entraîné des pertes économiques et a eu un impact environnemental dévastateur pour les pays exportateurs. En Indonésie, c'est environ 450 millions de dollars qui ont été perdus par an jusqu'en 2006 en raison de l'extraction illégale de sable marin dans la province des îles Riau. Des milliers de kilomètres de côtes sont encore non surveillées, leur proximité avec Singapour est un facteur facilitant pour les contrebandiers. Les statistiques singapouriennes montrent des importations de sable de 3 millions de tonnes en provenance de Malaisie en 2008, tandis que les statistiques malaisiennes signalent 133 millions de tonnes d'exportations de sable vers Singapour la même année. On retrouve le même phénomène au Cambodge, comme dénoncé par *Global Witness* : en 2018, l'estimation de sable extrait dans le delta du Mékong était de 43 000 000 m³, soit plus du double de la quantité officiellement déclarée. Ces extractions ont participé à la création d'un climat de tensions diplomatiques entre les pays, autour du

projet de poldérisation continue de Singapour⁸⁴. Cela, bien que le ministère du Développement National singapourien ait affirmé à plusieurs reprises (2019, 2021) que les fournisseurs étaient soumis à l'obligation de « s'approvisionner en sable dans des zones légalement autorisées et se conformer à toutes les lois environnementales des pays sources » (Ministry of National Development, 2021).

En outre, la dynamique de poldérisation par l'usage de sable amène à des dissensions autour de la notion traditionnelle du territoire, et celle de souveraineté qui y est attachée. Par ces procédés d'expansion du territoire, le gouvernement singapourien questionne la pertinence de la conception traditionnelle de la solidité des frontières physiques. Son évolution spatiale suggère que le territoire, autrefois considéré comme fini et inaltérable, peut être remodelé à des fins économiques et environnementales. Dans ce cas précis, les travaux de poldérisation entrepris par Singapour depuis 1962 ont pu être perçus comme représentant une menace pour la souveraineté des pays voisins tels que la Malaisie (autour du détroit de Johor notamment). Ces projets ont en effet un impact sur la détermination des frontières maritimes ; de plus, la poldérisation peut entraîner des pertes en termes d'eaux territoriales et de souveraineté maritime pour le pays dont le littoral a été modifié. Des contentieux en découlent : en 2003 la Malaisie a saisi le Tribunal international du droit de la mer pour contester les travaux de poldérisation entrepris par Singapour, notamment autour de Pulau Tekong, dans le détroit de Johor. La Malaisie alléguait que ces travaux empiétaient sur ses droits souverains, affectaient l'environnement marin et modifiaient potentiellement la délimitation des frontières maritimes. Si le différend a été sérieux, il n'a pas dégénéré en conflit ouvert, les deux pays ayant privilégié la voie diplomatique et juridique avec la signature d'un accord. Il convient de noter que la Convention de 1982 sur le droit de la mer - à laquelle Singapour est partie - ne régit pas clairement les dispositions relatives à la détermination dans le schéma d'îles naturelles récupérées. Les articles les plus pertinents à ce sujet sont ceux traitant de la délimitation de la mer territoriale entre États ayant des côtes adjacentes ou se faisant face (article 15), et encourageant la coopération entre États riverains d'une mer semi-fermée, à l'image du détroit de Johor (article 123).

84. Peuvent notamment être mentionnées les tensions avec les autorités indonésiennes et cambodgiennes. En 2016, le ministère cambodgien des Mines et de l'Énergie avait publiquement accusé Singapour d'ignorer l'importation massive de sable issu de sources illégales dans le journal *Cambodia Daily*.

3.2 La gestion étatique des variables ethniques et confessionnelles

À travers ce contrôle étatique prégnant sur le territoire national est assuré un autre objectif, présenté lui aussi comme nécessaire à la survie de l'État insulaire. Il s'agit de la gestion territoriale des ethnies qui composent la population singapourienne, indispensable à l'harmonie sociale et donc sujet de sécurité intérieure d'après les élites gouvernantes. Entourée de pays à majorité musulmane et avec une population majoritairement d'ethnie chinoise, la question raciale est directement liée à la naissance de Singapour et a constitué un point d'attention majeur du gouvernement depuis 1965. Pour reprendre les termes du Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong « Singapour est un exemple rare et précieux de société multiraciale, multilingue et multi-religieuse où les gens vivent harmonieusement ensemble. Cela n'est pas un hasard. » (Lee Hsien Loong, 2017) La Cité-État travaille ardemment à cette harmonie, en ayant conscience de son pouvoir générateur de crispations.

3.2.1 La répartition spatiale des communautés ethniques par les autorités dirigeantes

La Cité-État se compose, d'après les données recueillies en 2020, d'une population ethniquement et culturellement mixte, comptant à la fois des populations d'origine indiennes (7,9%), malaisiennes (13,9%), s'additionnant à une majorité chinoise (76,8% avec divers sous-groupes tels que les Taïwanais, Hakkas, Cantonnais...). Les affiliations religieuses englobent le bouddhisme, l'islam, le christianisme, l'hindouisme et autres, tandis que les principales langues parlées à domicile incluent l'anglais, le mandarin, le malais et le tamoul. Le défi de construire puis maintenir une harmonie sociale et religieuse s'est fait ressentir dès les premiers jours de la République (émeutes raciales meurtrières qui opposèrent populations d'ethnicité malaise et chinoise en 1964 et 1969). L'une des stratégies mises en place par le gouvernement du PAP a été la politisation de la gestion ethnique de l'espace. Celle-ci s'observe au travers de politiques sociales et territoriales strictes et de grande ampleur. Le pays se caractérise en effet par une territorialité orchestrée par les autorités, sous les structures étatiques du *Housing and Development Board* (HDB)⁸⁵ notamment. Cette gestion territoriale a une visée sociale, l'adage étant de « changer le territoire, changer la société » (De Koninck, 2006).

85. Ce Conseil des Logements et du Développement est une commission statutaire du *Ministry of National Development* de Singapour. Créé en 1960, il est responsable de l'administration des logements sociaux à Singapour.

La prise en charge de la variable ethnique par les autorités politiques dans les questions territoriales s'est en grande partie faite au travers de l'établissement de quotas. Ceux-ci ont été élaborés puis opérés via l'*Ethnic Integration Policy* (EIP) du HDB. Pour reprendre les termes officiels, cette politique établie en 1989 a pour visée de « préserver l'identité multiculturelle de Singapour et promouvoir l'intégration et l'harmonie raciales. » (Housing and Development Board, 2024) Pour les autorités de l'époque, les enclaves ethniques représentent un risque concret de création de ghettos communautaires. Le ministre du développement national Suppiah Dhanabalan avertissait, dès 1989, que « Les enclaves deviendront le terreau de l'agitation communautaire » (Suppiah Dhanabalan, 1989).

Ainsi, la régie du logement s'est assurée de l'établissement d'un ratio ethnique dans les immeubles. Lors de la mise en application de l'EIP en 1989, il était de 22% pour les Malais, 84% pour les Chinois et 10% pour les Indiens et les autres groupes minoritaires. Le principe perdure aujourd'hui, bien que les quotas aient changé. En 2010, le ratio fixé pour les Indiens et autres groupes minoritaires a été porté à 12% et 15% respectivement. Ce procédé avait déjà été popularisé dans les années 1960, lors de la campagne de construction de tours de logements publics dans des *Public Housing Estates* ou *New Towns*. L'impact de cette politique est d'autant plus fort que l'immense majorité des Singapouriens vivent dans des logements publics. Plus de 80 % d'entre eux vivent dans des appartements publics gérés par le HDB, et 20 % seulement dans des propriétés privées d'après les chiffres du *Housing and Development Board*.

3.2.2 L'encadrement rigoureux des politiques sociales et religieuses par le gouvernement

Cette stratégie de cohésion nationale s'exprime également au travers de l'encadrement d'autres politiques sociales par les pouvoirs politiques. « Singapour est une société multiraciale et multireligieuse. Par conséquent, l'harmonie raciale et religieuse est vitale pour la cohésion sociale de Singapour. Cette harmonie n'est pas naturelle - nous devons faire l'effort d'instaurer la confiance et l'acceptation entre les différentes races et religions, et de protéger l'espace commun dont nous disposons. » pouvait-on lire sur le site du ministère des Affaires intérieures en décembre 2024.

Ces efforts se sont concentrés autour de trois principes : la construction d'une identité nationale commune au-delà du multiculturalisme, le sécularisme d'État et la mise en avant de la méritocratie. Les autorités ont étudié des moyens de renforcer le sentiment d'identité nationale (« *nation building policies* ») et de minimiser les canaux d'influence de potentiels acteurs externes. Concrètement, elles ont cherché la paix sociale en adaptant

en permanence les politiques pour éviter les tensions entre les membres des trois principales communautés - chinoise, malaisienne et indienne. Le malais a ainsi été désigné comme langue nationale - à des fins de représentation de la communauté malaisienne, devant les trois autres langues officielles que sont l'anglais, le mandarin et le tamoul. Une journée de l'harmonie raciale a été instaurée, le 21 juillet 1997, en mémoire des émeutes raciales du même jour en 1964. Cette préoccupation du gouvernement vis-à-vis du traitement égalitaire des communautés s'est concrétisée par la création, en 1970, du Conseil présidentiel pour les droits des minorités (*Presidential Council for Minority Rights* - PCMR) qui s'assure que les projets de lois n'établissent pas de discrimination vis-à-vis d'une ethnie ou d'une religion du pays. Concernant l'identité chinoise singapourienne en particulier, le gouvernement singapourien a créé son propre centre culturel chinois « de Singapour » en 2017⁸⁶, qui fait la promotion d'une culture chinoise enracinée dans une société cohésive et multiraciale.

La religion est elle aussi minutieusement encadrée par les autorités politiques. Pour faciliter la cohabitation religieuse, Singapour a explicitement inscrit dans sa Constitution (article 15) le principe de liberté de conscience et de culte, ainsi que le principe de non-discrimination ethnique ou religieuse. La religion ne doit pas influencer la sphère politique, ce qui justifie par exemple l'interdiction pour tout parti politique de recevoir des financements étrangers, y compris de groupes religieux, pour éviter toute influence étrangère et religieuse dans la politique (*Political Donations Act*, 1999). La totalité des huit jours fériés sont répartis entre les communautés⁸⁷. De nombreux textes de lois (*Maintenance of Religious Harmony Act* - MRHA, *Declaration of Religious Harmony*) prônent dans cette même dynamique l'harmonie religieuse, la tolérance, la modération des citoyens les uns envers les autres et la stricte séparation du religieux et du politique. Ils permettent au gouvernement d'intervenir si une organisation religieuse outrepassé ses fonctions spirituelles et s'immisce dans la politique. Au niveau institutionnel, un poste de *Minister of Muslim Affairs* (ministre des Affaires Musulmanes) a été créé en 1977, et supervise les politiques et les questions relatives à la communauté musulmane de Singapour - enjeux d'autant plus sensibles que l'environnement proche du pays est musulman. Il est aussi en charge de l'administration de la loi sur le droit musulman. Introduit en 1990, le MRHA prévoit lui « les pouvoirs nécessaires au maintien de

86. Probablement dans l'optique de compenser la création en 2012 du centre culturel chinois.

87. Deux jours pour le Nouvel an chinois, deux jours pour les musulmans (l'Aïd el-Fitr et l'Aïd al-Adha), une fête bouddhiste et une hindouiste et deux jours pour les chrétiens (Noël et Vendredi Saint).

l'harmonie religieuse ». Il repose sur les deux affirmations suivantes : les croyants doivent faire preuve de modération et de tolérance envers les autres, et la religion et la politique doivent être séparées. Cet accord a été amendé en 2019, afin d'adapter la loi aux nouvelles menaces contemporaines, notamment les ingérences étrangères dans les affaires religieuses, les discours de haine en ligne et la radicalisation. Le MRHA a aussi été un socle pour la création d'un conseil présidentiel sur l'harmonie religieuse qui examine les questions relatives à ce sujet à Singapour.

Une autre mesure significative de la politisation des questions confessionnelles et raciales a été la mise en place des *Inter Racial and Religious Confidence Circles* (IRCC). Ces plateformes interconfessionnelles ont été créées dans chaque circonscription pour promouvoir l'harmonie raciale et religieuse. Elles s'insèrent dans la dynamique étatique de renforcement de la cohésion sociale, et soutiennent le mouvement de sécurité communautaire *SGSecure*⁸⁸. Cette plateforme a été créée en 2002 par le Premier ministre de l'époque, Goh Chok Tong, dans le contexte des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et de l'arrestation, en décembre 2001, de 15 membres de la Jemaah Islamiyah à Singapour qui projetaient de mener des attentats à l'encontre des missions diplomatiques. Renommés *Racial and Religious Harmony Circles* depuis 2022, ils sont sous la tutelle du ministère de la Culture, de la communauté et de la jeunesse (MCCY) et s'ancrent dans le cadre du programme d'engagement communautaire pour répondre rapidement aux incidents à dimension raciale et religieuse. Les programmes BRIDGE (programmes d'élargissement des interactions entre les groupes religieux et raciaux par le dialogue et l'éducation générale), lancés en 2017, sont également révélateurs de l'importance donnée par les autorités à la cohésion entre les cultures et religions au sein de la population.

Concernant l'encadrement des religions à Singapour, la religion musulmane en est un exemple parlant. Elle est majoritairement pratiquée par la communauté malaise et est encadrée par l'*Administration of Muslim Law Act* (AMLA) adopté en 1966. Ce texte établit une charia singapourienne, qui donne des compétences aux institutions musulmanes et fixe un certain nombre de règles en matière d'éducation, d'alimentation et de mœurs. Face à la possibilité d'émeutes communautaires à l'image de celles de 1964 et 1969, l'État dispose d'un droit de regard et même d'action sur les expressions du culte. Le ministère chargé des Affaires musulmanes supervise la bonne application de l'AMLA. Les membres

88. Il s'agit d'une initiative de sécurité communautaire mise en place par les pouvoirs publics en 2016. Elle vise à renforcer la résilience de la communauté civile singapourienne, et à l'impliquer notamment dans la lutte anti-terroriste.

du conseil islamique religieux de Singapour (MUIS - *Majlis Ugama Islam Singapura*)⁸⁹ sont recommandés par le ministre des Affaires musulmanes et directement nommés par le Président singapourien pour des mandats courts. Lors de la seconde conférence sur la Fatwa dans les sociétés contemporaines en février 2024, le vice-Premier ministre Heng Swee Keat avait axé son discours sur l'importance du rôle des chefs religieux dans l'éducation citoyenne des fidèles. Les chefs religieux à Singapour sont ainsi utilisés comme des relais d'opinion dans la société et sont mobilisés pour appeler à l'apaisement si nécessaire. Cette fonction s'est notamment exprimée dans le contexte de la guerre israélo-palestinienne : le mufti et le grand rabbin de Singapour ont échangé des lettres et réitéré l'importance de rester unis dans une optique d'harmonie religieuse.

L'arsenal législatif est également répressif, pour dissuader quiconque de troubler la cohésion sociale pour des motifs religieux. On peut citer : le *Societies Act* (1966)⁹⁰, l'article 298A du Code pénal - qui érige en infraction le fait de susciter entre différents groupes des sentiments d'hostilité fondés sur la religion ou la race ou de commettre des actes portant atteinte au maintien de l'harmonie raciale et religieuse - ou encore certaines dispositions du MRHA. Ainsi, le ministre de l'Intérieur peut « émettre une ordonnance restrictive à l'encontre de tout dirigeant, fonctionnaire ou membre d'un groupe religieux ou d'une institution qui, sous couvert de propager ou de pratiquer une croyance religieuse, provoque des sentiments hostiles entre différents groupes religieux, promeut une cause politique, mène des activités subversives ou suscite la désaffection à l'égard du président ou du gouvernement » (Parliament of Singapore, 1990). Cela s'applique également à l'égard de tout individu incitant à commettre ces actes, qui s'expose alors à une amende, voire une peine d'emprisonnement.

Le gouvernement a renforcé cette législation en adoptant de nouveaux textes en 2019 et 2021 pour lutter contre la propagation de rumeurs de nature ethniques et confessionnelles qui pourraient déstabiliser le pays. Ce sont les initiatives juridiques cyber *Protection of Online Falsehoods and Manipulation Act* (POFMA) et *Foreign Interference Countermeasures Act* (FICA). Le gouvernement singapourien a une conscience aiguë de ses vulnérabilités et des menaces pesant sur l'unité nationale. Toute

89. Créé en tant qu'organisme statutaire en 1968 suite à l'entrée en vigueur de l'AMLA, ce conseil doit orienter les décisions du Président de Singapour sur toutes les questions relatives à l'islam à Singapour.

90. Il impose l'enregistrement et l'habilitation de tout groupe de plus de 10 personnes auprès des autorités (*Registrar of Societies*) afin d'éviter la diffusion d'idées contraires aux lois et valeurs de Singapour.

forme de « discours corrosif », - qui vise certaines communautés et qui peut être instrumentalisé pour créer des tensions intercommunautaires - est ainsi particulièrement surveillée par l'autorité de régulation des médias notamment (MDA - *Media Development Authority*). Étudiées par Éric Frécon et Russell Hsiao, les tentatives d'influence du voisin chinois sont particulièrement surveillées par les autorités politiques. Comme le rappelle le ministre des Affaires intérieures et de la justice Kasiviswanathan Shanmugam en 2021 « Notre mélange racial et religieux est facilement exploitable par différents pays. (...) Il ne s'agit pas d'une propagande évidente, mais elle incite les gens à penser d'une certaine manière, en particulier sur les questions de politique étrangère, en faisant souvent appel à une identité raciale plus large, au-delà de l'identité singapourienne. » (Kasiviswanathan Shanmugam, 2021)

L'État singapourien s'est ainsi imposé en véritable gestionnaire des variables ethniques et confessionnelles, au travers d'interventions poussées et continues, reflet de l'importance de ces sujets pour les autorités du pays. A ainsi été opérée non seulement une politisation de ces sujets, mais aussi une sécurisation territoriale (au niveau de la répartition spatiale des communautés) et sociale (concernant les questions d'harmonie et de cohésion sociale).

3.3 Mobilisation de la population autour de la défense nationale, l'établissement d'un système de défense holistique

Enfin, les autorités de la Cité-État ont établi un système de défense holistique : l'ensemble de la population se retrouve ainsi intégré dans des mécanismes de sécurisation du pays.

3.3.1 La conscription nationale

De fait, une large partie des Singapouriens fait partie des forces armées : la population est ainsi engagée dans la défense de la nation *via* le service de conscription. En vigueur depuis 1967, il fait pleinement partie du paysage national singapourien. Les jeunes hommes doivent effectuer un service militaire de deux ans aux alentours de leurs 18 ans. Une fois leur service terminé, ils sont réservistes jusqu'à l'âge de 40 ans (à l'exception des officiers ou des personnes ayant des compétences spéciales qui doivent servir jusqu'à 50 ans). À noter que les forces armées de Singapour dépendent largement du service militaire obligatoire et sont composées en grande majorité de réservistes. On compte 312 500 réservistes et 72 500 militaires actifs. Parmi ces militaires actifs, 42 600 sont des appelés. Les militaires actifs sont donc constitués à 59% d'appelés. Ces appelés correspondent aux deux cohortes qui effectuent leur service militaire pour une année

donnée. Chaque année, environ 21 000 nouvelles recrues intègrent les forces armées par le biais du service militaire.

Ce fonctionnement en conscription est important pour le maintien d'un « vivier » de soldats pour les Forces armées singapouriennes - *Singapore Armed Forces* (SAF) depuis son inauguration en 1967. La conscription reste ainsi un moyen concret d'impliquer les Singapouriens dans leur défense nationale.

3.3.2 Le concept de « Total Defence » ou la mobilisation de l'ensemble de la société dans la défense nationale

À ce système réservé aux citoyens singapouriens masculins, s'additionne l'insertion de l'ensemble de la population dans la défense nationale au quotidien. Le concept dit de *Total Defence* en est une illustration concrète. Élaboré par Goh Keng Swee et Lee Kuan Yew en 1984, il s'inspire du système suisse et vise à « mettre en place une capacité globale, homogène et intégrée pour défendre les intérêts nationaux » (*Ministry of Defence*, 2024). Ce système coordonne la planification de la défense dans de nombreux domaines - politiques, militaires, économiques, ou encore sociaux. On parle d'« écosystème du secteur de la défense » (Matthews et Bintang Timur, 2023), pour reprendre l'expression de Quek Tong Boon, alors conseiller au sein du ministère de la Défense. Concrètement, ce concept repose sur six piliers :

- la défense psychologique - veiller à l'engagement de tous et toutes dans la nation,
- la défense digitale - être en sécurité, alerte et responsable en ligne,
- la défense sociale - établir une société harmonieuse et tolérante avec des opportunités pour tous et toutes indépendamment des origines ethniques et de la religion, renforcer le sentiment communautaire autour de l'identité singapourienne,
- la défense économique - assurer une économie compétitive, résiliente et prête en cas de situation de crise,
- la défense civile - veiller à la sécurité et aux besoins fondamentaux de la population en cas de situation de crise et familiariser le public aux opérations de sauvetage, d'évacuation ou de premier secours,
- et la défense militaire - s'assurer des capacités opérationnelles des SAF afin de repousser une agression potentielle.

Le Premier ministre Lee Kuan Yew résumait cette initiative par ces quelques mots « Vous ne pouvez pas avoir une défense forte si vous n'avez pas de finances fortes. Et vous ne

pouvez pas avoir une défense et des finances fortes sans une société forte, unifiée, bien éduquée et de plus en plus cohésive. Tout cela fait partie d'un seul et même ensemble. » (Desker Barry, Ang Cheng Guan, 2015).

Cette vision de la sécurité prônée par les autorités singapouriennes s'inscrit ainsi dans la mouvance de l'École de Copenhague, en étendant la sécurité hors du champ militaire *stricto sensu*. En effet, elle témoigne de la prise de conscience des autorités singapouriennes du fait que les menaces traditionnelles comme non traditionnelles peuvent compromettre la sécurité d'un État. D'autant plus si celui-ci est jeune et a connu des troubles sociaux dans le passé. Les mesures du schéma *Total Defence* permettent à ce titre de sensibiliser les citoyens au rôle qu'ils ont à jouer dans la sécurité nationale, tout en améliorant la cohésion sociale. Pour les chercheurs Jun Yan Chang et Shu Huang Ho, le cas singapourien illustre une situation « d'absence de fossé entre civils et militaires » : « si les militaires jouent naturellement un rôle différent, ils n'occupent pas un monde différent. » (Chang Jun Yan, 2023). Une pensée illustrée notamment par la première campagne de publicité pour le concept de *Total Defence*.

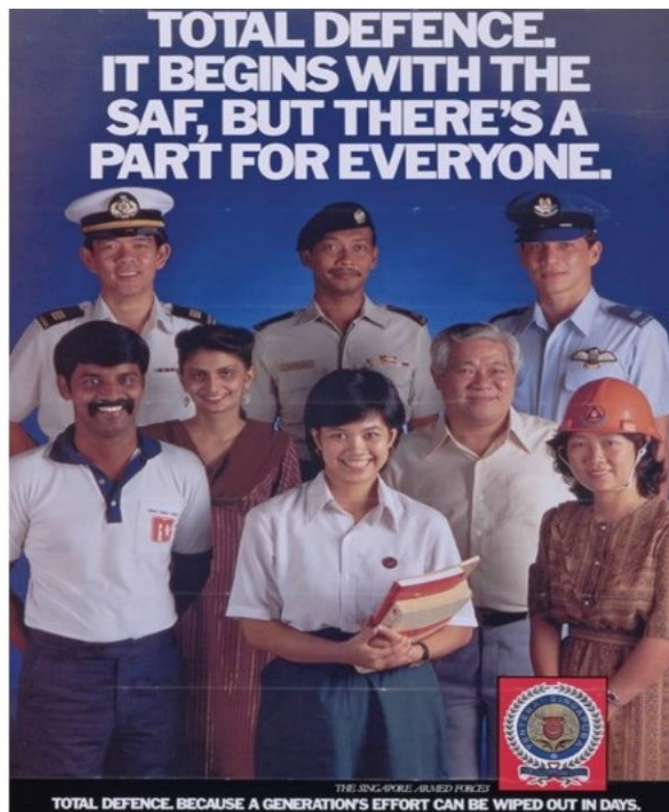


Figure 4. Affiche issue de la campagne de 1984 pour Total Defence

Source : The Singapore Armed Forces Collection.
Courtesy of National Archives of Singapore, Republic of Singapore.

Ce concept engage tous les secteurs de la société dans la défense du pays, et rassemble la population afin d'assurer la pérennité de la nation face à une agression. Il retranscrit à la fois la situation géopolitique de la Cité-État, et le caractère fédérateur des politiques de défense du pays aux multiples couches ethniques. À ce concept se sont peu à peu greffées de nombreuses initiatives afin d'intégrer la communauté singapourienne civile dans la stratégie de défense du pays. Le plus évocateur est celui de l'*Advisory Council on Community Relations in Defence* (ACCORD) ou « conseil consultatif sur les relations avec la communauté dans le domaine de la défense ». Créé lui aussi en 1984, il a pour objectif de permettre à la population de s'exprimer sur les politiques du MINDEF, des branches armées et de poser des questions liées à la défense. Depuis sa restructuration en 2014, ACCORD est devenu une plate-forme qui s'adresse à un large panel d'acteurs civils - allant des employeurs, aux entreprises, familles, institutions éducatives et associations. Le conseil organise régulièrement des sessions d'information sur le service national dans les établissements scolaires et universitaires. Les cérémonies d'appréciation d'ACCORD

sont par tradition le lieu d'une mise en avant de l'importance d'initiatives citoyennes dans la défense de Singapour⁹¹.

L'initiative *SGSecure* constitue, elle aussi, un exemple de la mobilisation des citoyens par les forces publiques pour une amélioration de la sécurité nationale. Officiellement initié par le Premier ministre Lee Hsien Loong en septembre 2016, ce mouvement national constitue un appel à l'action lancé aux citoyens afin qu'ils participent aux efforts nationaux de lutte contre le terrorisme. Cette initiative prend la forme de bannières de sensibilisation dans l'espace public et d'une application de signalement de toute activité suspecte. 2024 fut l'année de l'inauguration d'un nouvel outil à la palette de *SGSecure*, l'exercice *SG Ready*. Afin d'améliorer la préparation des Singapouriens aux crises, l'exercice simule des perturbations de l'approvisionnement en électricité, en eau et en nourriture, de la connectivité numérique et une situation d'urgence civile résultant de cyberattaques généralisées et de campagnes de désinformation menées par un acteur anonyme de la région.

Cette intégration des citoyens et résidents de Singapour dans la défense du pays se reflète au quotidien dans l'espace public. Les Singapouriens sont fortement encouragés à prendre part aux efforts de lutte contre le terrorisme, le vol, les cyber-attaques et la désinformation. Les transports publics, les lieux de passage ou encore les espaces de stationnement sont fréquemment exploités par les autorités singapouriennes pour diffuser des spots publicitaires sur le rôle que chacun a à jouer. Ceux-ci sont de formats multiples (allant de la vidéo, du message textuel à l'affiche) mais communiquent le même message : chacun peut agir pour faire de Singapour un endroit plus sûr. Cette approche a été mobilisée également durant des crises sanitaires comme la pandémie de COVID-19, avec une mobilisation collective, des initiatives citoyennes, et un soutien aux autorités publiques.

91. Ce fut notamment le cas en juillet 2024 : ses deux coprésidents que sont les ministres d'État à la Défense Heng Chee How et Zaqy Mohamad ont souligné l'importance d'initiatives citoyennes dans la défense de Singapour.



Figure 5. Bannière de promotion d'actions citoyennes dans la lutte anti-terroriste affichée à côté d'un arrêt de bus

Cliché C. Janin 2024



Figure 6. Affiche de promotion des Citizens on Patrol, initiative lancée en 1999 afin que des patrouilles civiles puissent assister les forces de police singapouriennes dans la surveillance de leur voisinage

Cliché C. Janin 2024



Figure 7. Pancarte visible dans l'ensemble des rames de métro singapourien incitant les usagers à reporter toute action frauduleuse ou suspectieuse aux forces de police sur Whatsapp

Cliché C. Janin 2024

Du côté de la cyber-défense, les autorités invitent à la construction d'une conscience citoyenne des dangers présents sur internet. Elles rappellent fréquemment que « notre connectivité nous expose aux menaces du domaine numérique, qui confronteront et définiront cette génération. » (Bin Osman, 2019). Conséquence de l'évolution des menaces et des moyens de prévention et d'action, les autorités singapouriennes de la Défense insistent sur la nécessité de renforcer la résilience de la population. En effet, ces dernières années la région d'Asie du Sud Est a connu une très forte augmentation des attaques cyber (arnaques, vol de données)⁹², à laquelle s'ajoute une peur du terrorisme⁹³.

92. Le rapport INTERPOL d'évaluation des cybermenaces dans la région de l'ASEAN en 2021 met en avant la tendance à la hausse de la cybercriminalité, qui devrait suivre une trajectoire exponentielle. Les plus récentes étant celle dite de « Crimson Palace » et la brèche informatique de plusieurs administrations indonésiennes de l'été 2024. Des campagnes de cyberattaques avaient également infiltré d'importants opérateurs télécoms en Asie du Sud-Est à l'été 2021. Source : INTERPOL (2021b).

93. Des groupes terroristes d'Asie du Sud Est sont au centre des observations, tels qu'Abu Sayyaf cité précédemment. Des opérations de lutte anti-terrorisme à l'image de « Trigger-Salvo » dirigée par INTERPOL sont menées régulièrement. Source : INTERPOL (2021a).

Dans le cadre du risque terroriste, la radicalisation, le recrutement et le financement par le biais des réseaux sociaux sont fréquemment mentionnés par les autorités. Ce à quoi s'ajoutent les risques de manipulation de l'information, et d'arnaques cyber. Le ministre au cabinet du Premier ministre Maliki indiquait ainsi en 2019 qu'« Avec l'évolution des menaces, la défense totale devient encore plus cruciale. » (Bin Osman, 2019). Effectivement dans ces nouveaux combats, le panel de moyens de lutte ne dépend plus seulement des autorités ; la responsabilisation de chacun est donc primordiale car « chaque citoyen est un soldat dans la guerre digitale » (Bin Osman, 2019). Ces initiatives s'insèrent toutes dans une dynamique de renforcement de résilience nationale, considérée comme une ressource nationale essentielle permettant *in fine* une amélioration de la sécurité à long-terme de la République singapourienne. Notons que la Cité-État jouit actuellement d'un haut niveau de cohésion autour de sa défense totale, sans signes de dissidence structurée. C'est en tout cas ce qui ressort d'une étude de 2017, missionnée par le ministère de la Défense singapourien (Bin Osman, 2018). La sensibilité de l'enjeu du soutien de la population à ce système de sécurité holistique limite de manière tangible le nombre de sondages indépendants sur le sujet, qui reste le pré-carré des institutions étatiques.

Conclusion

Singapour s'illustre ainsi comme le lieu d'une sécurisation remarquable, à la fois du territoire national et du détroit dont le pays est l'embouchure. Cette sécurisation se traduit par une militarisation importante, à laquelle s'ajoute une extension de la défense nationale hors du domaine militaire *stricto sensu*. Cette sécurisation par des voies extra-militaires est révélatrice d'un fort investissement des pouvoirs publics dans divers pans de la société. Ces mesures - dont les dirigeants singapouriens n'ont eu de cesse d'affirmer qu'elles étaient indispensables à la survie puis la résilience de la République sud-est asiatique de 727km² - se retrouvent autant au niveau politico-diplomatique, que social, économique ou encore territorial. Au cœur de la politique de sécurisation pluri-sectorielle de la Cité-État, on remarque une politisation de long-terme d'enjeux sociaux. Cette étude permet d'inscrire ces diverses politiques dans une stratégie extra-guerrière de survie sur le long-terme de l'existence géopolitique de la Cité-État. Orchestrée par le gouvernement singapourien, elle comporte trois versants.

Tout d'abord, l'assurance du développement national économique et géopolitique. La vision des autorités préconise effectivement la bonne insertion économique et diplomatique du pays dans le système international comme essentielle à sa pérennité.

Le statut diplomatique créé importe puisqu'il permet à cet État sans arrière-pays de « se projeter » et de « façonner la perception qu'ont les autres pays de son image, sa pertinence et de son utilité » (Ong Weichong, 2011). En ce sens, c'est par les voies diplomatiques et économiques que s'effectue une partie de la construction de l'identité du pays. Singapour a, à ce titre, choisi d'intégrer la communauté internationale en se plaçant du côté du respect du droit international, de l'arbitrage, et en mettant l'accent sur la coopération et le bénéfice mutuel. La République sud-est asiatique s'est également constituée en représentante et porte-parole desdits petits États et pèse dans les institutions multilatérales grâce à ce statut. Cette insertion dans le système monde permet à Singapour de rester « pertinente pour que les autres pays aient intérêt à ce qu'elle continue à survivre et à prospérer en tant que nation souveraine et indépendante » (*Straits Times Press*, 2011). Les autorités dirigeantes accordent une importance notable au fait de ne pas se ranger par défaut derrière de grandes puissances. Elles sont attachées à l'affirmation d'une voie singapourienne, distincte d'une voie pro-chinoise ou pro-américaine. Cette politique est également illustrée par son dynamisme en matière de protection du libre-échange et d'intégration économique régionale et mondiale. De plus, Singapour ayant fondé son modèle de développement sur l'exploitation de sa situation géographique de nœud stratégique pour devenir un *hub* commercial et financier mondial, un accent particulier est porté sur le maintien d'une stabilité interne, régionale et mondiale afin de perpétuer cette dynamique. Pour ces raisons, les canaux économico-diplomatiques se voient soumis à une sécurisation au travers d'un investissement fort et constant des pouvoirs publics dans une politique étrangère proactive et pragmatique. Cela est aussi assuré en partie par les forces armées, résultant en une militarisation de la protection des voies de communication maritimes.

Le deuxième pilier qui ressort de cette étude est la construction de la nation, à la fois pour la création d'une identité singapourienne dès 1965, puis pour la cohésion sociale ensuite. Elle constitue un élément majeur dans la gouvernance singapourienne, et est sécurisée en conséquence. En raison de son positionnement de nœud stratégique à la croisée des flux indo-asiatiques économiques, humains et diplomatiques, la Cité-État multi-ethnique accorde une attention particulière au maintien de l'harmonie raciale et religieuse. D'où la mise en place de nombreuses politiques publiques pour encadrer la bonne entente confessionnelle et ethnique - on a pu aborder l'établissement de quotas ethniques dans les logements sociaux, ou encore la constitution du vivre ensemble comme enjeu de sécurité interne.

Enfin, pour garantir la survie du pays en tant que nation souveraine, les capacités de défense sont considérées comme un élément essentiel de la gestion gouvernementale de Singapour. Pour reprendre les termes de l'ancien Premier ministre Lee Hsien Loong « la diplomatie ne peut remplacer la force » (Lee Hsien Loong, 1984). Cette citation réfère à la théorie fréquemment évoquée d'une stratégie de défense nationale à double facette : « l'espace diplomatique et le gros bâton » comme l'appelait l'ancien ministre de la Défense Goh Keng Swee. Plus récemment, le ministre de la Défense Ng Eng Hen réaffirmait clairement cette doctrine singapourienne selon laquelle « Nous ne représentons une menace pour personne et nous souhaitons que tout le monde soit ami. Mais comme le dit le proverbe, les bonnes clôtures, et j'ajouterais même les bonnes défenses, font les bons voisins. » (Ng Eng Hen, 2025).

La diplomatie et la dissuasion militaire sont ainsi présentées comme les deux facettes de la politique de défense singapourienne. À laquelle j'ajoute un troisième pilier de cohésion sociale, présentée comme une assurance de sécurité interne. Ce triptyque s'est confirmé au fur et à mesure des années, l'ensemble des éléments référant à ces trois piliers étant érigé en enjeux de sécurité par les autorités. La stratégie de sécurisation singapourienne se révèle ainsi être édifiée sur un alliage de militarisation et politisation, et reposer sur un important travail de sécuritisation effectué par les autorités de la Cité-État depuis 1965.

Références

« About Us. », *Singapore Cooperation Programme*, Republic of Singapore.

« Agreement Relating to the Separation of Singapore from Malaysia as an Independent and Sovereign State. 7 August 1965 » United Nations Treaty Collection.

« AMED. » *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore.

« Australia-Singapore Military Training Initiative. » Department of Defence, Australian Government.

« Building a Strong Defence » SG101, Republic of Singapore.

« Fact Sheet: Safeguarding Singapore's Maritime Security. » (2017) *National Archives Singapore*, Republic of Singapore.

« Factsheet: IGNITE Innovation Symposium. » (2024) *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

« Government Expenditure 2016. » (2016) Ministère des Finances de Singapour.

« Interview: Singapore Disaster Rescuers Praise China's Efficient Relief Efforts. » *ReliefWeb*, 2008.

« Japan Earthquake (2011). » *Singapore Civil Defence Force*, Republic of Singapore.

« Maintenance of Religious Harmony (Amendment) Bill No. 25/2019 ». *Parliament of Singapore*, 2019.

« Sand Export Ban a 'Blanket Decision' to All Countries. » *The Malaysian Reserve*, 2019.

Global Witness. (2010) « Shifting Sand: how Singapore's demand for Cambodian sand threatens ecosystems and undermines good governance ».

« Singapore Plays Active Role in Tsunami Relief Efforts. » *ReliefWeb*, 2005.

« Singapore: An Overview of Shipping Law. » (2021) Singapore Academy of Law, Republic of Singapore, p. 7-12.

« Singapore's Foreign Policy: International Organisations - ASEM. » *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore.

« The Five Power Defence Arrangements: A Contemporary Assessment. » (2017). *Pointer, Journal of the Singapore Armed Forces*, Republic of Singapore.

Arni Nur Sukma Pertiwi, Hardi Alunaza, Adityo Darmawan Sudagung. (2018) « The Impact of Singapore Coastal Reclamation Against Maritime Boundaries And Territorial Sovereignty of Indonesia-Singapore », *Journal Asia Pacific Studies*, Vol. 2, No. 2.

ASEAN « Agreement on the Common Effective Preferential Tariff (CEPT) Scheme for the ASEAN Free Trade Area (AFTA). »

ASEAN Briefing. (2017) « Kra Canal Project Revisited As Part Of China's Maritime Silk Road. » *ASEAN*.

Autorité portuaire de Singapour. (2023) Rapport Annuel 2022.

Autorité portuaire de Singapour, « Global Maritime Hub. », Ministry of Transport.

Ball, Desmond. (1993) « Arms and Affluence: Military Acquisitions in the Asia-Pacific Region. » *International Security*, vol. 18, no. 3.

Balzacq, Thierry. (2011) *Securitization Theory: How Security Problems Emerge and Dissolve*. Londres: Routledge.

Banerjee, Piyali. (2023) « Why the UN Should Regulate Singapore's Dangerous Sand Imports. » *The Diplomat - Asia-Pacific Current Affairs Magazine*.

Banlaoi, Rommel. (2005) « The Abu Sayyaf Threat: The Abu Sayyaf Threat. » *Naval War College Review*, vol. 58, no. 4, pp. 62-80.

Banque Mondiale. « Dépenses militaires, Pourcentage du PIB - Indonésie. »

Banque Mondiale. « Dépenses militaires, Pourcentage du PIB - Thaïlande. »

Baygert, Nicolas. (2014) « Le nouveau branding wallon ». *Outre-Terre*, 2014/3 N° 40, p.156-165.

Bertrand, Romain. (2007) « Les relations entre l'Indonésie et la Malaisie : L'histoire oubliée d'un « nationalisme malais » et d'un islam social-démocrate sans frontières (c. 1920-1960). » *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 4, no. 88, pp. 44-51.

Beyrand, Pierre-Olivier. (2018) « Le canal de Kra, symbole des ambitions expansionnistes chinoises : les Nouvelles routes de la Soie. » *Le portail de l'intelligence économique*.

Biaggi, Catherine et Laurent Carroué (2024) « Les grands détroits et canaux internationaux dans la géopolitique des mers et océans, un système très hiérarchisé sous tensions multiformes »

Géoconfluences, <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/oceans-et-mondialisation/articles-scientifiques/passages-strategiques-maritimes-ppo-geopolitique>

Kausikan, Bilahari. (2018) « Why Small Countries Should Not Behave Like A Small Country. » Singapore Platform for East-West Dialogue.

Kausikan, Bilahari. (2017) « Intervention by Ambassador-at-Large at the Ministry of Foreign Affairs in Singapore. » Singapore Platform for East-West Dialogue.

Bin Osman Mohamad Maliki. (2018) Speech Transcript by Senior Minister of State for Defence Dr Mohamad Maliki Bin Osman at the Ministry of Defence Committee of Supply Debate 2018, *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Bin Osman Mohamad Maliki. (2019) Speech by Senior Minister of State for Defence, Dr Mohamad Maliki Bin Osman, at the Ministry of Defence Committee of Supply Debate 2019, *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Bin Osman Mohamad Maliki. (2024) Special envoy of the Prime minister Dr Mohamad Maliki Osman's national statement on SIDS in Antigua & Barbuda », *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore, 2024.

Bilveer Singh. (2011) « Oneness in Many: National Resilience in Singapore », *National Library Singapore*.

Bourrier, Any. (2007) « Des Grains de Sable Entre Singapour et l'Indonésie. » *RFI*.

Buckley, Charles Burton. (1984) *An anecdotal history of old times in Singapore 1819-1867*, Singapore: Oxford University Press.

Bureau of Political-Military Affairs. (2023) « U.S. Security Cooperation With Singapore. » U.S. Department of State.

Business Times. (2023) « Land reclamation plan to create 800-ha 'Long Island' along Singapore's east coast ».

Buzan, Barry, Ole Wæver, et Jaap de Wilde. (1998) *Security: A New Framework for Analysis*. Lynne Rienner Publishers.

Centre for International Law « 1971 Zone of Peace, Freedom and Neutrality Declaration. » *National University of Singapore*, Republic of Singapore.

Centre National d'Études Spatiales. (2016) « Singapour, La tête du Merlion en perpétuelle transformation. » *CNES*.

Chan Heng Chee. (2020) 7th IPS-Nathan Lecture Series « World in Transition: Singapore's Future », *Institute of Policy Studies*.

Chan Heng Chee. (1971) « Nation-Building in Southeast Asia: The Singapore Case », *Singapore: Institute of Southeast Asian Studies*.

Chang, Jun Yan. (2023) « Mind the Gap: The Curious Case of Everyday Civil-Military Relations in Singapore », *Asian Military Evolutions*, *Bristol University Press*.

Channel News Asia. (2023a) « Singapore-China Joint Military Exercise: Exercise Cooperation 2023. »

Channel NewsAsia. (2023b) « Expansion of Singapore Armed Forces' Training Area in Australia on Track for 2024 Completion. ».

Channel NewsAsia. (2023c) « Singapore's new land reclamation projects »

Channel NewsAsia. (2023d) « South China Sea Issues Not Easy to Resolve, Code of Conduct Negotiations Will Take Time: PM Lee. »

Channel NewsAsia. (2024) « Singapore-Indonesia Agreements on Air Space Management, Defence and Extradition Enter into Force. »

Channel NewsAsia. (2025) « Ng Eng Hen on Retirement, Defence Ties, and Geopolitical Shifts. ».

Chua, Beng Huat. (2003) « Singapore: Multiracial Harmony as Public Good. » *Ethnicity in Asia*, pp. 101-107.

CNUCED (2019) Rapport sur le commerce et le développement.

Comaroff Joshua. (2014) « Built on Sand : Singapore and the new state of Risk », *Harvard design magazine*, n°39.

Council on Foreign Relations. (2016) « Singapore: Small Asian Heavyweight », <https://www.cfr.org/backgrounder/singapore-small-asian-heavyweight>

Dall'Orso, Anne-Laure. (2016) « La guerre du sable entre Singapour et ses voisins. » *École de Guerre Economique*.

- De Koninck, Rodolphe. (2012) « Singapour : le modelage d'une cité-État. » *Monde chinois*, vol. 30, no. 2, pp. 47-58.
- De Koninck, Rodolphe. (2006). *Singapour, la cité-État ambitieuse*. Paris, Belin.
- Desker Barry, Ang Cheng Guan. (2015) « Perspectives on the Security of Singapore », *World Scientific*.
- Direction Générale du Trésor. (2022) « La place financière de Singapour : évolutions et enjeux. » *Trésor Économie*.
- Direction Générale du Trésor. (2023) « Le commerce extérieur de Singapour en 2022. » *Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique*.
- Dixon, Quentin. (2009) « Assumptions Behind Singapore's Language-in-Education Policy: Implications for Language Planning and Second Language Acquisition » *Language Policy*, vol. 8, no. 2, pp. 117-137.
- Djalal, Dino Patti. (1996) « The Geopolitics of Indonesia's Maritime Territorial Policy. » *Center for Strategic and International Studies*, p. 40
- Doussard, Claire. (2015) « Poldérisation et préservation des paysages côtiers Singapouriens » *Projets de paysage*, no. 12.
- Dunigan, Molly, et al. (2012). « A Comparative Historical Analysis of Maritime Irregular Warfare. » *Characterizing and Exploring the Implications of Maritime Irregular Warfare*, Rand Corporation, pp. 35-68.
- Fau, Nathalie. (2003) « Le rôle des infrastructures dans l'organisation spatiale du détroit de Malacca (Indonésie, Malaisie, Singapour). » *Cahier du GEMDEV*, no. 29, Développement durable: quelles dynamiques ?, pp. 163-184.
- Fau, Nathalie. (2012) « Les détroits d'Asie du Sud-Est depuis 1945. » *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945, Études de l'IRSEM*, no. 14.
- Fau, Nathalie. (2013) « Les enjeux économiques et géostratégiques du détroit de Malacca. » *Géoéconomie*, vol. 2013, no. 4.
- FranceTerme, Délégation générale à la langue française et aux langues de France, définition de poldérisation.
- Frécon, Éric. (2009) « Piraterie en Asie du Sud-Est : États défiés, États menacés, mais États renforcés. » *Sécurité globale*, no. 7, pp. 41-47.
- Frécon, Éric. (2021) « L'influence sécuritaire chinoise à Singapour » *Études* 85, IRSEM.
- Gauchon, Pascal. (2021). « Les lieux dont le contrôle donne la puissance. » *Les 100 lieux de la géopolitique*.
- Glassner, Jean-Jacques. (2004) « Introduction, Du bon usage du concept de cité-État ? » *Cité-État et statut politique de la ville en Afrique et ailleurs*, vol. 74, no. 1-2, pp. 35-48.
- Global Taiwan Institute (2020) « Taiwan's Military Ties to Singapore Targeted by China. »
- Goh Chok Tong. (2024) Transcript of speech by Emeritus Senior Minister Goh Chok Tong at S Rajaratnam Lecture on 17 October 2014, *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore, 2024.
- Goh Keng Swee. (1967), Speech by the Minister of Defence, Dr Goh Keng Swee, In Moving the Second Reading of the National Service (Amendment) Bill in the Singapore Parliament. *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.
- Guillot, Xavier. (2007) « Singapour : l'urbanisation du Sud dans le prisme de la mondialisation ». *Autrepart*, no. 41, pp. 165-179.
- Guo, Daniel Kho Zhi. (2016) « To What Extent Can Singapore's Maritime Security Outlook Be Considered as Exceptional within Southeast Asia? » *Pointer: Journal of the Singapore Armed Forces*, vol. 42, no. 3, pp. 7-10.
- Ho Benjamin. (2003) « Singapore's Perspective to Major Power Competition: The Lion Between the Eagle and the Dragon », *Southeast Asian Perspectives of the United States and China: A SWOT Analysis. The Asian Institute for Policy Studies*, pp. 84-94.
- Housing and Development Board, « Ethnic Integration Policy (EIP) and Singapore Permanent Resident (SPR) Quota », Republic of Singapore.
- Hsiao, Russell. (2019) « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Singapore. » *China Brief*, vol. 19, no. 13.
- Huxley, Tim. (1991) « Singapore and Malaysia: A Precarious Balance? » *The Pacific Review*, vol. 4, no. 3, pp. 204-213.
- Huxley, Tim. (2000). *Defending the Lion City: The Armed Forces of Singapore*. Allen & Unwin.
- ICC Commercial Crime Services. (2015) « SE Asia Tanker Hijacks Rose in 2014 Despite Global Drop in Sea Piracy, IMB Report Reveals. ».

INSEE. « Détroit » *Institut National de la Statistique et des Études Économiques*.

International Institute for Management Development (2024). « Smart City Index ».

INTERPOL (2021a) « Asie: Des milliers d'armes à feu détruites à la suite d'une opération antiterroriste » *INTERPOL*.

INTERPOL (2021b) « Un rapport d'INTERPOL dresse la liste des principales cybermenaces en Asie du Sud-Est » *INTERPOL*.

Joshua Ho, Bateman Sam, and Mathew Mathai. (2007) « Shipping patterns in the Malacca and Singapore Straits: An assessment of the risks to different types of vessel. » *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs*, vol. 29, no. 2, pp. 309-332.

Jurong Town Corporation (2002) « The making of Jurong Island: The right chemistry »

Kasztela Marta, Cristofolletti Thomas. (2021) « Is Cambodia's thirst for sand putting communities and the Mekong at risk? », *The Third Pole*.

Koh, Tommy. (2005) *The Little Red Dot: Reflections by Singapore's Diplomats*. World Scientific.

Kouar, Mehdi. (2012) « Le réarmement en Asie du Sud-Est. » *Études de l'IRSEM*, no. 14.

Lasserre, Frédéric, Gonon Emmanuel, et Mottet Éric. (2024) « Chapitre 9. Géopolitique et géoéconomie. » dans *Manuel de géopolitique : Enjeux de pouvoir sur des territoires*. Paris, Armand Colin.

Lee Hsien Loong. (1984) Speech by the political secretary of Defence Lee Hsien Loong. « Security Operations for Small States ».

Lee Hsien Loong. (2018) « Singapore's Prime Minister: Nobody Wants a Trade War. » *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore.

Lee Kuan Yew. (1964) Speech by Mr Lee Kuan Yew, in moving the second reading of the foreshores bill at the legislative assembly, *Ministry of Culture*, Republic of Singapore.

Lee Kuan Yew. (1998) *The Singapore Story: Memoirs of Lee Kuan Yew*, Singapore Press Holdings.

Lee Hsien Loong. (2017) Facebook post for Racial Harmony Day, *Facebook*.

Lee, Kuan Yew. (2000) *The Singapore Story: Singapore's Amazing Journey from Third World to First*. Harper Collins Publishers.

Lee, Kuan Yew. (2010) Allocution à la première Singapore Maritime Lecture 2007. Citation exploitée par Ho, Joshua, « Singapour et Malacca. » *Outre-Terre*, vol. 2010, no. 2-3, pp. 287-299.

Lee, Poh Onn. (2003) « The Water Issue Between Singapore and Malaysia: No Solution In Sight? » *Note de recherche Economics and Finance, ISEAS*.

Le Monde. (2017) « L'intenable neutralité stratégique de Singapour vis-à-vis de la Chine et des États-Unis. »

Louchet, André. (2014). « Étude 7. Les flux maritimes : le défi des seuils. Ou comment des accidents politiques, militaires ou techniques remodelent la carte des nœuds et des axes de communications navals. » *La planète océane*, Armand Colin, pp. 137-164.

Mackinder, Halford. (1904) « The Geographical Pivot of History. » *The Geographical Journal*, vol. 23, no. 4, pp. 37-421.

Majlis Ugama Islam Singapura (MUIS). « Council of MUIS. » *MUIS*.

Majlis Ugama Islam Singapura (MUIS). « Roles & Functions. » *MUIS*.

Margolin, Jean-Louis. (1997) « Singapour : l'autoritarisme au service du développement. » *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, no. 45.

Margolin, Jean-Louis. (1989). *Singapour 1959-1987, Genèse d'un Nouveau Pays Industriel*. Paris, L'Harmattan.

Martineau, Jean-Luc. (2018) « Djibouti et le 'commerce' des bases militaires: Un jeu dangereux? » Crises et Mutations Contemporaines : Approches Géopolitiques et Géoéconomiques + *Varia*, vol. 34, no. 1, 2018, pp. 153-174.

Matthews, Ron et Bintang Timur, Frega. (2023) « Singapore's 'Total Defence' Strategy. » *Defence and Peace Economics*, vol. 35, no. 5, pp. 638-658.

Max Vincent. (2016) « Le sable en Asie du Sud-Est : L'environnement contre la géopolitique. », *Asialyst*, <https://asialyst.com/fr/2016/12/21/sable-asie-sud-est-environnement-contre-geopolitique/>

Leifer, M. (2000) *Singapore's foreign policy: Coping with vulnerability*, Psychology Press/Routledge.

Ministère des Finances de Singapour (2016). « Government Expenditure 2016. »

Ministry of Defence (2024a) « Singapore's Participation in Exercise RIMPAC 2024. » *Ministry of Defence*, Singapore.

Ministry of Defence (2024b). « Singapore to Participate in Operation Prosperity Guardian. » *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ministry of Defence (2025a) « Joint MFA-MINDEF News Release: Singapore Deploys RSAF A330 MRTT to Deliver Seventh Tranche of Humanitarian Aid for Gaza. », *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ministry of Defence (2025b) SAF's Humanitarian Assistance to Myanmar in Aftermath of Earthquake. *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ministry of Defence « ACCORD. » *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ministry of Defence « Factsheet: About Total Defence. » *National Archives of Singapore*.

Ministry of Defence « What is Total Defence? », Republic of Singapore.

Ministry of Foreign Affairs (2022) « Sanctions and Restrictions Against Russia in Response to its Invasion of Ukraine. », Republic of Singapore.

Ministry of Foreign Affairs and Ministry of Defence (2025) « Joint MFA-MINDEF News Release: Singapore Deploys RSAF A330 MRTT to Deliver Seventh Tranche of Humanitarian Aid for Gaza. » *Ministry of Foreign Affairs and Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ministry of Home Affairs (2024) « Foreign Interference (Countermeasures) Act (FICA). » *Ministry of Home Affairs*, Republic of Singapore

Ministry of Home Affairs (2024) « PM Lee Urges Singaporeans to Play Their Part Against Terrorism at SGSecure Launch. » *Ministry of Home Affairs*, Republic of Singapore.

Ministry of Home Affairs (2024) « Protection from Online Falsehoods and Manipulation Act (POFMA). » POFMA Office, Republic of Singapore.

Ministry of Information and the Arts (1990) « The Need for the Maintenance of Religious Harmony Act. 1; Maintenance of Religious Harmony Act 1990 », section 16, Republic of Singapore.

Ministry of National Development (2021) « Written Answer by Ministry of National Development on sand imports », Republic of Singapore.

National Grid. « What Is a Smart City? », <https://www.nationalgrid.com/stories/energy-explained/what-is-a-smart-city#:~:text=Smart%20cities%20use%20information%20and,urban%20environments%20of%20the%20future.>

Nations Unies (1988) Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs.

Nations Unies (1982) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Naval News (2024) « Singapore Cuts Steel on Its First Multirole Combat Vessel (MRCV). »

NEXUS (New Central National Education Office), « Sand », SG101, Republic of Singapore.

Ng Eng Hen. (2013) Speech by Minister for Defence Dr Ng Eng Hen at the Committee of Supply Debate 2013, *Ministry of Defence*, Republic of Singapore, mars 2013.

Ng Eng Hen. (2016a) Speech by Minister for Defence Dr Ng Eng Hen at the Committee of Supply Debate 2016, *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ng Eng Hen. (2016b) Remarks by Minister for Defence, Dr Ng Eng Hen, at 52nd Munich Security Conference Panel Discussion on « China and the International Order(s): Beijing's Role in the World », *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ng Eng Hen. (2016c) Remarks by Singapore Minister for Defence Dr Ng Eng Hen at the Fourth Reagan National Defense Forum Panel « A View of US National Defense from Friends and Allies », *Ministry of Defence*, Republic of Singapore, décembre 2016.

Ng Eng Hen. (2017) Speech by Minister for Defence Dr Ng Eng Hen at the Committee of Supply Debate 2017, *Ministry of Defence*, Republic of Singapore, mars 2017.

Ng Eng Hen. (2019) Speech by Minister for Defence Dr Ng Eng Hen, at the Third Plenary Session on « Interests of Small and Medium-Sized Countries and Common Security », *Ministry of Defence*, Republic of Singapore, octobre 2019.

Ng Eng Hen. (2020) Speech by Minister for Defence Dr Ng Eng Hen, at the Ministry of Defence Committee of Supply Debate 2020. (2020). *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

Ng Eng Hen. (2024) Speech by Minister for Defence Dr Ng Eng Hen at the Second IISS Fullerton Forum: The Shangri-La Dialogue Sherpa Meeting, *Ministry of Defence*, Republic of Singapore, janvier 2024.

Ng, Eng Hen. (2025) Speech by Minister for Defence, Dr Ng Eng Hen, at the Committee of Supply 2025 on 3 March 2025. *Ministry of Defence*, Republic of Singapore, mars 2025.

Ong, Weichong. (2011) « The Need for Engagement in Singapore's Defence Policies. » *S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) Commentaries*, no. 60/2011.

Park, Edward. (2022) « Measuring the Real Cost of Sand Mining in the Mekong. » *360info*, 28 fév., <https://360info.org/measuring-the-real-cost-of-sand-mining-in-the-mekong/>

Parliament of Singapore. (1990) « Maintenance of Religious Harmony Bill, Explanatory Statement, Bill No. 1/1990 », *Government Gazette*, Republic of Singapore.

Parliament of Singapore. (2019) « Maintenance of Religious Harmony (Amendment) Bill No. 25/2019 », *Government Gazette*, Republic of Singapore.

Pina Carine. (2023) « Renforcer la coopération militaire entre Singapour et la Chine : Quels sont les enjeux pour la cité-État ? », *Note stratégique n° 63, IRSEM*.

Pratomo Eddy. (2019) « Indonesia-Malaysia Maritime Boundaries Delimitation: A Retrospective », *Padjadjaran Journal of International Law*, Vol. 3, No. 1.

Raska, M. (2020) *Military Innovation in Small States: Creating a Reverse Asymmetry*. Routledge.

Raymond, Catherine. (2005) « Maritime terrorism, a risk assessment: The Australian example », *The Best of Times, The Worst of Times*, pp. 179-212.

Republic of Singapore Air Force « Training Experiences. », *Ministry of Defence*, Republic of Singapore.

RFI. (2024) « Porté par la construction, le marché mondial du sable se recentre vers l'Asie. » *Radio France Internationale*.

Richard Hu. (2000) « 2000 Budget Statement. » National Archives of Singapore, *Ministry for Finance*, Republic of Singapore.

Rimmer, Peter et Pierre Emmerly. (2016) « Questions sécuritaires dans le détroit de Malacca. » *Revue Défense Nationale*, no. 793, pp. 76-82.

Sahasrad, Herdi, et al. (2018) « Maritime Terrorism Network: Threat and Security in Contemporary

Southeast Asia. » *Walisongo: Jurnal Penelitian Sosial Keagamaan*, vol. 26, no. 1, pp. 115-146.

SG101, « Inter-Racial and Religious Confidence Circles. », Republic of Singapore.

Shanmugam, Kasiviswanathan. (2012) Speech by Minister for Foreign Affairs and Minister for Law K Shanmugam at ASEAN Day Reception, *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore.

Shanmugam, Kasiviswanathan. (2021) Speech by Law and Home Affairs Minister K. Shanmugam at the Second Reading of the Foreign Interference (Countermeasures), Republic of Singapore.

Shanmugaratnam Tharman. (2015) Speech by Mr Tharman Shanmugaratnam at the Public Service Leadership Dinner, *Public Service Division*, Republic of Singapore, 2015.

Shereen Tay. (2008) « Urban planning framework in Singapore ». *SingaporeInfopedia*, National Library Board.

Siddique, Sharon. (1990) « The Phenomenology of Ethnicity: A Singapore Case-Study. » *Sojourn: Journal of Social Issues in Southeast Asia*, vol. 5, pp. 35-62.

Singapore Department of Statistics. (2020) « Census of Population 2020: Statistical Release 1 –Demographic Characteristics, Education, Language and Religion ». Government of Singapore.

Singapore Economic Development Board. (2023) « Singapore's Incentives and Schemes for Global Businesses and Local Enterprises. ».

Singapore Global Centre. (2024) « Données du Smart Nation and Digital Government Office, 2024 et United Nations Development Programme ».

Singapore Infopedia « Administration of Muslim Law Act 1966. », *National Library Board*, Republic of Singapore.

Singapore Infopedia « Majlis Ugama Islam Singapura. » *National Library Board*, Republic of Singapore

Singapore Infopedia, « Presidential Council for Minority Rights » *National Library Board*, Republic of Singapore.

Singh, Bilveer. (2017). *Understanding Singapore Politics*. Singapour: World Scientific.

Sree Kumar, Sharon Siddique. (2010) « The Singapore Success Story: Public-Private Alliance for Investment Attraction, Innovation and Export Development. » *International Trade and Integration, Economic Commission for Latin America and the Caribbean*.

Stein, George. (1990) « Total Defense: A Comparative Overview of the Security Policies of Switzerland and Austria. » *Defense Analysis*, vol. 6, no. 1.

Stockholm International Peace Research Institute (2017) « SIPRI Military Expenditure Database 1988–2016. ».

Straits Times Press. (2011) Shunmugam. Jayakumar. « Diplomacy: A Singapore Experience. ».

Straits Times Press. (2023) Kausikan, Bilahari. « Singapore Is Still Not An Island: More Views on Singapore Foreign Policy »

Sun Tzu. (2017) *L'Art de la guerre*. Champs Classiques.

Suppiah Dhanabalan. (1989) Speech by Suppiah Dhanabalan, Minister of national development, National Archives of Singapore.

The Business Times. (2004) Section « Singapore finances, transport stocks ».

The Guardian. (2017) « He Who Controls the Sand: The Mining 'Mafias' Killing Each Other to Build Cities. »

The Maritime Review. (2018) « The Impacts of Global Sand Mining ».

The New Paper. (2016) « SAF will overcome manpower issues through technology: Defence Minister. ».

The Observatory of Economic Complexity. (2023) « Sand in Singapore ».

The Straits Times. (1992) « First Religious Harmony Body Appointed. »

The Straits Times. (1998) « President unhappy with Singapore, says AWSJ ».

The Straits Times. (2017) « Minister V. Balakrishnan Full Speech: Five Core Principles of Singapore's Foreign Policy. ».

The Straits Times. (2018a). Bilahari Kausikian « Staying Aware of Foreign Influence Best Form of Defence for Singapore. »

The Straits Times. (2018b) « Code to Manage Unexpected Encounters in the Air Will Help Mitigate Security Threats in South China Sea: Ng Eng Hen. ».

The Straits Times. (2019) « Sovereignty Principle Was at Stake in Vietnam's Invasion of Cambodia in 1978. »

The Straits Times. (2020) « Singaporean Dickson Yeo, Who Spied for China in the US, Arrested by ISD Upon His Return. »

The Straits Times. (2021) « Singapore amid Great Power Rivalry. »

The Straits Times. (2022) « Singapore to reclaim 4,000 hectares of land by 2030 »

The Straits Times. (2023a) « S'pore Mufti and Chief Rabbi Exchange Letters, Reiterate Importance of Unity as Israel-Hamas War Rages On. »

The Straits Times. (2023b) « Singapore, U.S. Sign Defence Supply Chain Agreement. ».

The Straits Times. (2024a) « Three Landmark Agreements Between S'pore and Indonesia Take Effect »

The Straits Times. (2024b) « SAF to participate in multinational military operation to keep Red Sea safe ».

The Straits Times. (2024c) « SAF Sends Medical Team to Egypt to Treat Casualties from Gaza. »

The Straits Times. (2024d) « In Highly Politicised America, Pressure Will Grow on Singapore to Pick a Side in US-China Conflict. »

The Straits Times. (2024e) « Submariners Gear Up to Command Singapore's New Submarines. »

The Straits Times. (2024f) « We Are Pro-Singapore: DPM Lawrence Wong on Standing Between the US and China. »

Tribunal International Pour le Droit de la Mer (2003). Compte-rendu de l'Affaire relative aux travaux de poldérisation par Singapour à l'intérieur et à proximité du détroit de Johor.

Usher Mark. (2022) « Territory, Hydraulics, Biopolitics: Internal Colonization through Urban Catchment Management in Singapore. » *Territory, Politics, Governance*, 12(6), 846–865.

Vivian Balakrishnan. (2024a) « Transcript of Minister for Foreign Affairs Dr Vivian Balakrishnan's Remarks at the Opening Ceremony of the 3rd Singapore-Pacific High-Level Visit, 20 May 2024. » *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore.

Vivian Balakrishnan. (2024b) « Minister for Foreign Affairs Dr Vivian Balakrishnan's Oral Reply to Parliamentary Questions on the Israeli-Palestinian Conflict, 7 August 2024. » *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore.

Vivian Balakrishnan. (2023) « Transcript of Minister for Foreign Affairs Dr. Vivian Balakrishnan's Doorstop Interview at ASEAN Ministerial Meeting. » *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Singapore.

Waever, Ole. (1995) « Securitization and Desecuritization. » *On Security*, Columbia University Press, pp. 46-86.

Williams, Michael. (2003) « Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics. » *International Studies Quarterly*, vol. 47, no. 4, pp. 511-531.

Wong, Lawrence. (2019) Speech by Minister Lawrence Wong at Imagine Singapore: In Search of New Ground. », *Ministry of Defence*, Republic of Singapore, mars 2019.

World Trade Organization. (1996) « Singapore 1996 Ministerial Conference »

Yue-Choong, Kog. (2006) « Environmental Management and Conflict in Southeast Asia — Land Reclamation and its Political Impact ». *S. Rajaratnam School of International Studies*.